



SANS FRONTIÈRES

Juin 2016

Journal de l'Institut franco-russe de Donetsk et du Département français des sciences et techniques de l'Université nationale technique de Donetsk



Comment la permaculture peut-elle s'inscrire dans le projet social des Républiques populaires du Donbass ?



Quand l'ONU reconnaît les violations des droits de l'homme commises par l'Ukraine...



RENCONTRE AVEC NIKOLA MIRKOVIĆ



L'avenir du terrorisme



La division de la Waffen SS « Galicie » : quand l'Ukraine renoue avec les heures sombres de son histoire

SOMMAIRE

SANS FRONTIÈRES
Certificat
d'enregistrement
No 212 du 14.04.2015

Rédacteur en chef :
Hélène SYDOROVA

Rédacteur en chef adjoint :
François MAURICE

Comité de rédaction :
Alexandre WATTIN,
Olivier MENUT,
Bernard-Philippe BULIDON,
David BRET,
Michel MOGNIAT,
Guillaume BERNARD,
Karine BECHET-GOLOVKO,
Philippe GAUCHER,
Pascal TRAN HUU,
Xavier MOREAU

Nos contacts:

Département Français des
Sciences et Techniques,
Université Nationale
Technique de Donetsk,
58, rue Artiom, 283001
Donetsk, République
Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69
courriel :
dfst@dgtu.donetsk.ua
<http://dfst.donntu.org/fr/vie/vie.htm>

Réseaux sociaux :

<https://www.facebook.com/sf.dfst.untd>
<https://vk.com/sf.dfst.untd>

Elena SYDOROVA Rencontre avec Nikola Mirković, auteur, chercheur indépendant et spécialiste du Kosovo-Métochie	5
François MAURICE Quand l'ONU reconnaît les violations des droits de l'homme commises par l'Ukraine...	9
Xavier MOREAU L'avenir du terrorisme	12
Guillaume BERNARD L'islam(isme) et l'ordre social français	16
Pascal TRAN HUU Histoire des terres arables	21
Karine BECHET-GOLOVKO Tentative de coup d'état au Kazakhstan	24
Karine BECHET-GOLOVKO Le projet Savchenko	26
Philippe GAUCHER Les relations russo-iraniennes, le cas de la mer Caspienne : alliance ou partenariat stratégique ?	28
Christelle NÉANT Comment la permaculture peut-elle s'inscrire dans le projet social des Républiques populaires du Donbass ?	31
François MAURICE La division de la Waffen SS « Galicie » : quand l'Ukraine renoue avec les heures sombres de son histoire	35
Pascal TRAN HUU Le nationalisme ukrainien	43
Jean GERONIMO Maïdan : les dérives d'une « révolution » anti-russe	46
L. A. KROUTOVA Les causes historiques de la formation des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk	51
Alexandre WATTIN Les Forces Françaises en Allemagne : premier vecteur de l'amitié franco-allemande	54
François MAURICE C'était il y a un siècle... Juin 1916	60
Olivier MENUT Étude phaléristique du maréchal Gueorgui Konstantinovitch Joukov : l'homme qui a vaincu les généraux d'Hitler	66
Michel MOGNIAT Marie-Antoinette de Stefan Zweig	75
David BRET La recette du Chef David Bret : La Tarte aux citrons	80



L'ÉDITO

Chers lecteurs,

Nous invitons tout le monde à partager ses idées pour développer le Donbass. Nos jeunes pays, les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, sont prêts à discuter et à réaliser des projets innovants. Tout est possible, mais il faut savoir quels principes de vie doivent respecter nos citoyens pour trouver un bon chemin. Les stratégies économiques, les idées d'ingénieurs, les projets sociaux et d'infrastructures sont tous les bienvenus pour créer un petit paradis chez nous. Dans ce numéro, le concept intéressant de la permaculture y est présenté.

En vous proposant de découvrir les détails de l'actualité politique, nous évoquons notamment la reconnaissance par l'Organisation des Nations Unies des violations des droits de l'homme et des actes de barbaries commis par les Ukrainiens mais également les facteurs du terrorisme et de l'islamisme.

L'été est propice aux voyages et nous faisons, ce mois de juin, un vrai voyage à travers le monde pour aborder les problèmes existants ou les questions de coopérations internationales : la Serbie, la Kazakhstan, la Russie, l'Iran, la France, l'Allemagne, l'Ukraine.

Un autre voyage vous attend, chers lecteurs, celui à travers le temps : des analyses historiques apportant des réponses aux questions contemporaines. Une série exceptionnelle d'articles nous expliquent ainsi les raisons du conflit ukrainien. Après avoir rappelés toutes les horreurs engendrées par la Division de la Waffen SS « Galicie », nous essayons de comprendre l'origine du nationalisme ukrainien et comment l'ensemble est aujourd'hui instrumentalisé par les Etasuniens. Il est alors plus facile de comprendre les raisons de la formation des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk.

L'équipe du Sans Frontières, qui est toujours au cœur de la promotion culturelle, vous offre traditionnellement ses rubriques historique, phaléristique, littéraire et culinaire.

Bonne lecture à tous.

*Hélène SYDOROVA
Rédacteur en chef*



Le Comité de rédaction de « Sans Frontières » a le plaisir d'accueillir deux nouveaux rédacteurs : Pascal Tran Huu qui nous a déjà, le mois dernier, honoré de deux articles et qui ce mois-ci nous propose à nouveau deux articles de géopolitiques et Xavier Moreau, français spécialiste de la Russie, dont nous ne doutons pas que ses analyses politico-stratégiques sauront satisfaire les lecteurs de « Sans Frontières ».

Pascal TRAN HUU



Pascal Tran Huu, né en 1959, a été de tous les engagements de l'Armée française depuis plus de 30 ans. Son histoire est aussi celle d'une famille. Son grand-père, né dans l'ex-Indochine française, est un ancien de l'école des troupes indigènes de Fréjus. Après avoir combattu les Japonais en 1945, puis participé à la guerre d'Indochine, il s'expatrie en France avec sa famille.

Son petit-fils, Pascal Tran Huu décide de suivre ses traces. Il s'engage au 1^e Régiment de Hussards Parachutistes à l'aube des années 80. Il commence alors une longue carrière et sert dans diverses unités: régiments de chars de combat, 3^e régiment de Dragons, 24^e régiment d'infanterie, 5^e régiment du génie...

Officier issu du recrutement interne via l'Ecole Militaire Interarmes, Pascal Tran Huu, a été présent sur de nombreux théâtres d'opérations : en Afrique, au Tchad et en Centrafrique, en Irak en 1993 puis au Liban mais aussi dans les Balkans, en Bosnie, en Macédoine et enfin en Afghanistan en 2002. Puis à la fin de sa carrière, il est chargé de l'organisation des sessions régionales de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale.

Après cette carrière militaire, Pascal Tran Huu a entrepris une seconde vie dans l'industrie.

Parallèlement, il dirige un domaine équestre tout en intervenant lors de colloques, séminaires ou forum sur des domaines aussi divers que l'énergie, la géopolitique ou la cybersécurité. À sa manière, il a inscrit son histoire sur les traces de celles de milliers d'autres Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens, dont les parents ou les grands parents originaires de l'ex-Indochine, et qui composent désormais la société française dans toutes ses diversités.

Xavier MOREAU



Xavier Moreau est un homme d'affaires et un analyste politico-stratégique installé à Moscou depuis 16 ans. Saint-Cyrien et diplômé de la Sorbonne (Paris IV) en histoire des relations internationales, il dirige la société LinkIT vostok à Moscou. Il conseille différents groupes internationaux dans les pays de l'ancienne URSS, dont la Russie et l'Ukraine, et dirige le site d'analyse géopolitique Stratpol.

Il est l'auteur, aux éditions Ellipses, de « La nouvelle grande Russie : De l'effondrement de l'URSS au retour de Vladimir Poutine », une analyse du redressement politique, économique et géopolitique de la Russie post-soviétique durant les vingt dernières années.

A travers cet ouvrage, édité en 2012, Xavier Moreau éclaire, de manière synthétique et claire, les mécanismes qui ont conduit une puissance déclinante au début des années 1990 à se redresser de façon spectaculaire sous l'ère Poutine, au point d'être redevenue aujourd'hui un acteur incontournable du nouveau monde multipolaire.

Il est également l'auteur, en 2015 aux Editions du Rocher, de « Ukraine – Pourquoi la France s'est trompée » dans lequel il démontre que l'ignorance de l'Histoire de l'Ukraine, la méconnaissance des forces en présence et des enjeux économiques, le mépris des intérêts français sont à l'origine du plus grand fiasco de la politique étrangère française depuis les guerres de Yougoslavie.

Rencontre avec Nikola Mirković

Auteur, Chercheur indépendant et
Spécialiste du Kosovo-Métochie



Dr. Elena Sydorova
Rédactrice en chef



E.S. : Nikola Mirković, présentez-vous s'il-vous plaît.

N.M. : J'ai 45 ans, je suis marié et père de famille et je suis diplômé d'une école de commerce européenne. Je fais de l'humanitaire depuis plus de 10 ans et j'ai décidé de m'engager dans cette voie suite à l'injustice des actions militaires de l'OTAN dans l'Ex-Yougoslavie dans les années 1990. J'ai donc cofondé une association humanitaire, Solidarité Kosovo, avec un ami et nous récoltons aujourd'hui plus d'un million d'euros par an pour aider les Serbes et les minorités du Kosovo et de la Métochie. C'est dans la même logique que je suis également devenu administrateur de l'association humanitaire Vostok France - Solidarité Donbass pour aider les victimes de la guerre dans le Donbass. Dans les deux cas, c'est l'ingérence et le militarisme américains qui sont la cause des crises et de la détresse que nous connaissons et je pense que nous devons agir contre cela.

E.S. : Vous êtes l'auteur du livre « Le martyre du Kosovo ». Pourquoi avez-vous décidé d'écrire ce livre ?

N.M. : J'ai réalisé de très nombreuses conférences pour lever des fonds pour aider les Serbes du Kosovo. A chaque fois j'ai été surpris par le manque de connaissances des personnes qui sont pleines de bonne volonté mais ne comprennent pas toujours le dessous des cartes de la géopolitique et des enjeux réels des conflits

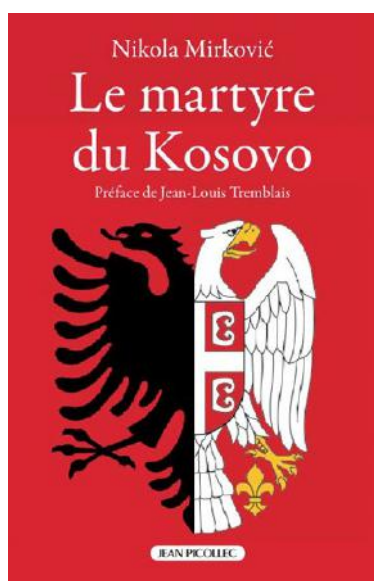
modernes. Elles ont été victimes de la propagande médiatique. C'est pour ces raisons que j'ai écrit ce livre : pour que les personnes aient accès à de la véritable information, non truquée et non instrumentalisée avec des faits et documents réels et des preuves objectives. Les personnes n'en reviennent pas quand elles lisent la vérité et quand elles la comparent à ce que disent les médias dominants. Du coup le livre marche bien, on devrait bientôt entamer notre 3^e édition et il a déjà été traduit en italien et devrait sortir en espagnol cette année. Nous cherchons même un éditeur en langue russe !



E.S. : Est-ce qu'il y a une résistance des Serbes au Kosovo ? Quelles sont les voies de la résolution de ce conflit ?

N.M. : Oui il y a une résistance serbe au Kosovo car le mot résistance fait partie de l'ADN des Serbes depuis des siècles contre les Ottomans, les nationaux-socialistes allemands, les fascistes italiens. La résistance aujourd'hui n'est pas armée mais elle est déterminée et les Serbes s'organisent afin de survivre. Les Serbes ne représentent plus que 7 % de la population locale. Après avoir tout perdu suite aux bombardements et l'occupation militaire par l'OTAN et la prise de contrôle par les terroristes

albanais de l'UCK de leur territoire ils ne baissent pas les bras. Ils reconstruisent leurs églises, leurs maisons, rénovent leurs écoles, renforcent les liens avec les Serbes des autres villages et du reste des





Balkans et surtout ils maintiennent vivante leur foi orthodoxe et leurs traditions ancestrales. L'archevêque serbe Irénée a dit récemment : « Le Kosovo restera serbe tant que nous aurons l'âme chevillée au corps ». On ne peut pas tuer un peuple qui a des racines aussi profondes et qui les fait vivre.

E.S. : La Serbie ne risque-t-elle pas de tomber dans un piège en voulant intégrer l'Union européenne ? Est-ce que la population serbe est favorable à cette intégration ?

N.M. : L'Union européenne est évidemment un piège pour la Serbie car l'Union européenne est en train de sombrer sous la technocratie, le déni de démocratie et les échecs économiques. Elle a voulu rapprocher les peuples d'Europe suite à la catastrophe de la deuxième guerre mondiale ce qui était une très bonne idée mais la réalité est qu'elle a détruit la souveraineté des nations et qu'elle efface petit à petit les identités des peuples d'Europe. Économiquement elle fait tout pour les multinationales qui s'enrichissent alors que les peuples s'appauvrissent. De nombreux pays parlent de quitter l'union et même le Royaume-Uni va organiser un référendum à ce sujet en juin. Le problème pour la Serbie est qu'elle reçoit des menaces incroyables pour rejoindre l'Union. N'oublions pas qu'une partie importante du commerce serbe est actuellement réalisée avec les pays de l'UE ; sans ce commerce la Serbie, qui ne va pas déjà pas très bien, pourrait souffrir. Aussi la Serbie ne voit que les subventions qu'elle recevrait en adhérant et dont elle a besoin pour rénover ces infrastructures mais c'est une vision à court terme. La Croatie et la Slovénie, d'anciennes républiques

yougoslaves qui ont déjà rejoint l'UE, après avoir connu des moments d'espoir déchantant aujourd'hui et connaissent une situation économique catastrophique.

Les Serbes sont globalement favorables à cette intégration uniquement pour les facteurs économiques à court terme. Quand on leur demande s'ils préféreraient une alliance avec la Russie ils disent oui très majoritairement mais un tel partenariat, actuellement, manque de garanties économiques que la Serbie pourrait s'en sortir. Certains disent que la Serbie est un pont entre l'Europe de l'ouest et de l'est et que la Serbie pourrait faire partie des deux ensembles. Le problème est que l'UE ne l'entend pas de cette oreille. Derrière l'adhésion à l'UE, Bruxelles pousse la Serbie à abandonner le Kosovo et la Métochie, à rejoindre l'OTAN et le camp atlantiste définitivement. Cela serait un suicide collectif pour les Serbes.

E.S. : Peut-on espérer que les relations de la Serbie avec la Russie vont encore se développer ?

N.M. : Oui tout à fait. Le gouvernement actuel essaie de jouer sur les deux tableaux : UE et Russie et cela exaspère les Atlantistes. N'oublions pas que récemment le président serbe Tomislav Nikolić a été un des seuls présidents présents le 9 mai 2015 pour le défilé de la victoire à Moscou, qu'il y a de nombreux accords bilatéraux entre Moscou et Belgrade, que la Serbie est l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), que la Serbie a vu d'un très bon œil la création d'une grande base humanitaire à Nis juste au nord du Kosovo ou le refus de la Serbie d'appliquer des sanctions contre la Russie malgré les pressions américaines et européennes. C'est déjà pas mal et il faut espérer





Nikola Mirkovic entouré de la ministre des affaires étrangères de la RPD, Natalia Nikonorova, Philippe Migault et Xavier Moreau

que le nouveau gouvernement de Vučić va aller dans une direction de relation encore plus approfondies avec Moscou.

E.S. : Comment pensez-vous que les relations franco-serbes puissent s'améliorer ?

N.M. : Après des années de matraquage médiatique les Français ouvrent les yeux et se rendent compte qu'on leur a menti au sujet des Serbes. Cela favorise considérablement le réchauffement des relations entre les deux peuples. Notre association humanitaire Solidarité Kosovo regroupe chaque année plus de 10 000 Français qui donnent de l'argent pour aider les Serbes du Kosovo à survivre. Tous les Serbes le savent et cela redore le blason de la France qui avait quand même participé aux bombardements illégaux de l'OTAN en 1999. N'oublions pas qu'avec la Russie, l'autre grand frère de la Serbie c'est la

France qui a versé le sang pour libérer les Serbes des Austro-Hongrois et qui a grandement participé à l'élaboration de la Yougoslavie royale. Les relations entre nos deux pays remontent au Moyen-Age donc elles ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Ce qui est dommage c'est que la France ne profite pas de cette situation privilégiée avec les Serbes et laisse Bruxelles et Washington décider à sa place dans les domaines économiques et politique. C'est une erreur stratégique grave.

E.S. : Est-ce qu'on peut faire un parallèle entre les conflits en Ex-Yougoslavie et au Donbass ?

N.M. : Oui ! La cause de ces conflits est la même et c'est l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires politiques d'états souverains. En Yougoslavie les responsables des communautés serbe, musulmane et croate avaient trouvé un accord de paix avant la guerre en mars 1992, c'était le plan Carrington-Cutileiro. Sitôt revenu à Sarajevo le responsable musulman, Alija Izetbegović, a été convoqué par l'ambassadeur américain Warren Zimmerman et à la sortie de cette réunion Izetbegovic a annoncé qu'il retirait sa signature de l'accord.

La suite nous la connaissons : une guerre terrible qui a déchiré la Bosnie-Herzégovine avec les Américains qui ont aidé et financé militairement les Bosniaques et les Croates contre les Serbes. Au Kosovo c'est encore Washington qui a financé et formé les Albanais extrémistes contre les Serbes puis la Maison Blanche a accusé les Serbes et les a bombardés et inventé un nouvel Etat : le Kosovo.

Au Donbass c'est pareil. **Victoria Nuland**, la sous-secrétaire d'Etat américaine pour les affaires eurasiennes a avoué que les Etats-Unis avaient déboursé 5 milliards de dollars pour changer le



régime en Ukraine. Le Maïdan est le fruit de la stratégie américaine pour affaiblir la Russie et pour l'empêcher d'être une puissance européenne. Ce soulèvement violent et anti-démocratique a donné lieu à un coup d'Etat à Kiev avec l'arrivée au pouvoir de néo-nazis très hostiles aux Russophones du pays qui, tout à fait légitimement, ont décidé de prendre leur destin en mains. Le Donbass n'avait pas le choix mais il faut souligner que cette guerre ne serait jamais arrivée sans l'ingérence américaine et la stratégie du conflit pour opposer les habitants de l'Ukraine entre eux.

E.S. : Racontez-nous, s'il vous plaît, votre mission humanitaire au Donbass.

N.M. : Depuis le début du conflit nous acheminons des vivres au Donbass via notre association française Vostok France - Solidarité Donbass. Cette dernière mission de début mai était ma troisième mission sur place ayant été une fois déjà sur le front en RPL et une fois déjà en RPD. Ces missions sont très importantes pour nous car cela nous permet d'aller directement d'aider la population locale qu'elle soit carrément sur le front ou sur les lignes arrières.

Lors de cette dernière mission nous avons apporté beaucoup de nourriture aux plus démunis avec un accent particulier pour les vétérans de la guerre et notamment ceux de la grande guerre patriotique. Nous avons également été sur le front à Spartak, Zaïtsevo et d'autres endroits pour apporter de la nourriture. Pour nous chaque mission doit être plus importante que la précédente et nous préparons déjà la prochaine qui aura lieu début juin où nous irons en RPL et en RPD apporter de l'aide à ceux qui sont dans le besoin. Ces missions nous permettent de surcroît de communiquer en France sur ce qui se passe réellement en Ukraine et dans le Donbass et

de dire également aux habitants du Donbass qu'ils ne sont pas seuls et qu'en France de nombreuses personnes pensent à elles et les soutiennent. Le support moral est même parfois plus important que l'aide alimentaire ! Vous pouvez en savoir plus sur nous sur notre site : www.vostokfrance.org.

E.S. : Comment voyez-vous l'avenir de la République Populaire de Donetsk ?

N.M. : C'est une question qui n'est pas facile mais ce qui est certain c'est que je ne la revoie pas vivre dans le giron de Porochenko et de ses amis. Avec plus de 9 000 morts et un million et demi de déplacés suite à l'intervention militaire de Kiev comment envisager une vie commune à court terme ? C'est triste mais tant que le gouvernement en place composera avec des éléments ouvertement radicalement hostiles aux habitants du Donbass il ne pourra y avoir de règlement pacifique au problème. Il faut espérer que le reste de l'Ukraine se ressaisisse et se débarrasse de ces politiciens qui sèment la haine et veulent la guerre car la guerre en Europe est quelque chose qui nous rappelle à tous de trop mauvais souvenirs. Il n'y a que Washington et ses représentants locaux qui en profitent, c'est tout. C'est



Nikola Mirkovic avec Alexandre Zakhartchenko, Président de la République Populaire de Donetsk et héros de la guerre du Donbass

pour cela que nous devons tous ensemble nous débarrasser des va-t'en guerre de Kiev. Après quand la paix sera véritablement revenue on peut imaginer différentes hypothèses pour la RPD mais certainement pas une intégration dans l'Ukraine comme avant. Parmi ces hypothèses il y a une fédération de républiques issues de l'ex-Ukraine, la création d'un nouveau pays né de la fusion entre la RPD et la RPL ou même la réunification avec la Russie. C'est aux peuples concernés de décider, pas à Washington.

E.S.

Quand l'ONU reconnaît les violations des droits de l'homme commises par l'Ukraine...



par François MAURICE



Après deux années de conflit dans le Donbass, l'Organisation des Nations Unies (ONU) reconnaît enfin les violations des droits de l'homme et les actes de barbaries commis par les Ukrainiens.

Selon un nouveau rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme publié le 3 juin 2016 : « *La situation dans l'est de l'Ukraine reste profondément préoccupante.*

Sans des efforts supplémentaires et des solutions créatives pour mettre en œuvre l'Accord de Minsk, elle pourrait évoluer en un "conflit prolongé" qui serait dommageable pour les droits de l'homme pendant de nombreuses années à venir, ou pourrait connaître



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

une nouvelle escalade, avec de terribles conséquences pour une population civile qui n'a déjà que trop souffert », a déclaré le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, Ivan Simonovic, au terme d'une visite de sept jours en Ukraine.

Les civils sont particulièrement vulnérables aux violations et abus des droits de l'homme. Beaucoup sont exposés au risque de restes explosifs de guerre et de mines, qui ont été responsables de la majorité des pertes civiles ces derniers mois. Le 27 avril 2016, quatre civils ont perdu la vie et huit autres ont été blessés lors d'un bombardement alors qu'ils attendaient à un poste de contrôle sur la route entre Marioupol et la ville de Donetsk. Ces restrictions de mouvement (imposées par Kiev) ont des répercussions directes sur la vie quotidienne des civils, qui ont aussi des difficultés à obtenir des documents officiels d'état civil, à toucher leur retraite ou à accéder à des soins de santé appropriés.

Selon ce même rapport, quelque 9.371 personnes ont été tuées et 21.532 blessées dans l'est de l'Ukraine depuis le début du conflit mi-avril 2014.



Ivan Simonovic,
Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme



Le 27 avril, aux alentours de 3h du matin, quatre civils, dont une femme enceinte, ont perdu la vie dans des tirs d'artillerie sur un poste de contrôle à Elenovka, à 23 km au sud-ouest de Donetsk et près de 4 km à l'est de la zone contrôlée par les forces armées ukrainiennes

Le personnel des droits de l'homme de l'ONU a pu recenser plusieurs cas de violence sexuelle en lien avec le conflit. « Disparitions forcées, détentions arbitraires, torture et mauvais traitements restent des pratiques courantes », accuse le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, qui met en cause notamment les services de sécurité SBU, qui font l'objet de critiques particulières dans le document publié par les Nations unies.

« La majorité des allégations suggère que les menaces de viols et autres formes de violence sexuelle sont utilisées comme méthode de mauvais traitement et de torture dans le cadre de détentions arbitraires ou illégales à l'encontre d'hommes et de femmes. Les menaces de

violence sexuelle, d'atteinte physique ou de mort contre des femmes de la famille, ou leur détention, sont souvent utilisées pour forcer les détenus à avouer, renoncer à des biens ou à réaliser des



A Marioupol le bataillon Azov et des prisonniers à proximité d'une zone de combats - Photo pool. Reuters

actions exigées par leurs auteurs, et comme une condition explicite pour garantir leur sécurité ou leur libération » indique le rapport. Une délégation de l'ONU pour la prévention de la torture avait déjà dû suspendre sa visite en Ukraine au mois de mai dernier, car elle s'était vu refuser l'accès à des sites



de détention situés en territoire contrôlés par le gouvernement ukrainien.

Déjà, en janvier 2015, le Comité contre la torture du Conseil de l'Europe (CPT) évoquait un « nombre considérables » de cas rapportés de mauvais traitements ou de torture de prisonniers en Ukraine. Dans son rapport, le Comité faisait état de « découvertes très préoccupantes », après sa visite en septembre dernier de deux prisons ukrainiennes de la région de Kharkiv, les colonies numéros 25 et 100, et publiait ses observations préliminaires tirées de sa visite.

Le CPT évoquait des cas rapportés de « passages à tabac, de sodomie avec matraque et l'usage de camisoles de force (sur des détenus), de strangulation de l'abdomen avec une corde au point de faire déféquer des prisonniers ». Dans l'un de ces deux centres - la colonie 25 -, la délégation rapportait avoir reçu « un nombre considérable d'allégations de mauvais traitements physiques graves et/ou de torture de prisonniers par des officiers de prison ».

« La délégation a été frappée par l'atmosphère de crainte générale » qui régnait dans ces deux établissements, expliquait le document. Le comité notait notamment la « grande réticence » des prisonniers à parler. Plusieurs d'entre eux auraient ainsi refusé de parler à la délégation, notamment après avoir été approchés par des surveillants.

La délégation appelait alors les autorités de Kiev à lancer rapidement une enquête indépendante pour

comprendre comment fonctionnent ces deux prisons et à prendre des mesures adéquates pour assurer que les détenus n'y soient pas soumis à des représailles après avoir témoigné.

Une année est passée depuis l'inspection du CPT mais le constat des traitements inhumains réservés aux prisonniers donetskiens n'a malheureusement pas évolué, comme le rapporte le récent rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Par ailleurs, le rapport de l'ONU souligne l'impunité qui couvre toujours les responsables des violences lors des événements de Maïdan à Kiev « *il n'y a eu aucun progrès significatif réalisé dans l'enquête et les représentants de haut-rang responsables d'avoir ordonné et supervisé les violences continuent à ce jour d'échapper à la justice.* »

Enfin, le rapport met en lumière les atteintes à l'indépendance du système judiciaire, qui restent un obstacle majeur dans les poursuites contre les auteurs identifiés des violences survenues à Odessa.

Le constat des actes de barbarie a donc bien été fait et formalisé par un rapport, mais il y a peu de chances que celui-ci puisse être pris en compte par les Euro-atlantistes pour ouvrir les yeux sur les réalités d'un territoire en guerre, où des civils meurent chaque jour dans l'indifférence la plus totale.

F.M.

L'avenir du terrorisme



Xavier MOREAU
Analyste politico-stratégique



Nos deux pays la France et la Russie subissent dans leur chair les conséquences d'actes terroristes d'une violence sans limite qui frappent de préférence les populations civiles. Condamner ces actes paraît une évidence. Vouloir s'organiser et coordonner nos forces pour combattre les groupes terroristes est une nécessité que personne ne conteste.

Il est pourtant un aspect qui n'est que très rarement abordé dans les médias et chez les analystes occidentaux, qui est celui de l'origine du terrorisme. Il s'agit non seulement de l'origine immédiate, comme par exemple la déstabilisation de la Syrie ou de la Lybie, mais aussi de l'origine philosophique qui fait que certaines puissances occidentales acceptent délibérément de laisser faire, voire d'instrumentaliser et de soutenir les groupes terroristes les plus radicaux pour accomplir leurs objectifs géopolitiques. Pour comprendre le terrorisme et ceux qui l'emploient il faut remonter à l'origine de cette civilisation

moderne qui considère que la terreur est un moyen légitime pour obtenir un changement, soit de type totalitaire, c'est-à-dire influencer sur la vie et les conceptions d'une population, soit de type politique, c'est-à-dire influencer sur la politique d'un Etat, jusqu'à obtenir le remplacement du gouvernement de cet Etat.

Nous tâcherons donc dans un premier temps de définir les fondements du terrorisme, puis nous définirons les utilisateurs contemporains du terrorisme et enfin nous tenterons d'entrevoir une manière de lutter contre le terrorisme, non pas dans le cadre d'une coopération technique, mais dans celui de la restauration de nos valeurs européennes chrétiennes.

I Qu'est-ce que le terrorisme ?

Revenons à l'étymologie du terme « terroriste ». Il s'agit pour un acteur politique d'obtenir de ce qu'il souhaite par la terreur. On pourrait bien entendu revenir loin dans l'Histoire de l'humanité et considérer par exemple les armées mongoles comme des armées terroristes, elles qui menaçaient les villes assiégées de destruction totale si elles ne se rendaient pas. Pourtant il manque à cet exemple un aspect idéologique qui est omniprésent dans le terrorisme moderne. Car le terrorisme est un fruit de la modernité et de la crise de conscience





Saint-Just

européenne issue de la philosophie des lumières. D'une civilisation qui considérait que tous les hommes étaient issus d'un même père et d'une même mère, que l'on devait aimer son prochain et pardonner à ses ennemis, l'Europe a basculer dans un modèle de civilisation totalement différent. La négation de la transcendance divine des êtres humains a cessé de les rendre égaux devant Dieu, puis les hommes ont cessé d'être égaux entre eux. Cette négation de l'humanité d'une partie d'une population par une autre a donné naissance au premier terrorisme de l'histoire qui est celui de la révolution française. De la fin de l'année 1792 au milieu de l'année 1794, s'étend ainsi la plus épouvantable des périodes de l'Histoire de France connue sous le nom de la « Terreur ». Ses acteurs seront appelés les terroristes dont les plus connus restent Robespierre et Louis Antoine de Saint-Just, surnommé « l'archange de la terreur ». Le slogan de Saint-Just qui résume bien cette période est sans doute « pas de liberté pour les ennemis de la

liberté ». Prétendant la guerre, prétextant la chasse aux forces antirévolutionnaires, la révolution française a ouvert une époque de violence et de sauvagerie dans toute l'Europe.

Son fonctionnement a inspiré toutes les dictatures et tous les totalitarismes du XXème siècle. La révolution française est l'arrivée au pouvoir d'une élite non élue, auto-investie d'une mission sacrée qui consiste à faire le bonheur du peuple français, malgré lui et même contre lui. Ce système totalitaire qui fonctionne par la peur, par la dénonciation, par ce que Soljenitsyne a appelé la haine de tous contre tous enfantera la révolution bolchévique. Tout le XIXème siècle en Russie est secoué par le terrorisme. Lénine réclamera des « Vendée », faisant allusion à l'extermination de ces populations catholiques de l'ouest de la France. Les bolchéviques massacreront ainsi dans leur campagnes de terreur, les Russes et les prêtres orthodoxes, comme les révolutionnaires français un siècle plus tôt.

La révolution française n'a pas inspiré que la révolution bolchévique mais tous les

totalitarismes du XXème siècle, ce qu'a d'ailleurs souligné avec justesse l'ancien Président tchèque, Vaclav Klaus. Au nom du fait que la loi révolutionnaire justifie tout ce qui permet l'accomplissement de la révolution, le terrorisme est devenu l'instrument privilégié des idéologies modernes jusqu'à nos jours. Il peut être le fait d'un groupe organisé, mais il peut aussi être le fait d'un Etat. Si le terrorisme est un instrument, alors qui l'a fabriqué et qui l'utilise ?

Il Qui utilise le terrorisme ?

En 1998 Zgibnew Brezinski a donné une interview au magazine français « Le Nouvel Observateur ». Dans ce magazine il se vantait de la présence des services secrets américains en Afghanistan six mois avant l'intervention soviétique. Les alliés des services secrets américains s'appelaient Oussama Ben Laden et Gulbuddin Hekmatyar. Le 8 août 2008, 10 soldats français trouvent la mort en Afghanistan lors de



Miliciens du Bataillon Tornado

l'embuscade de Surobi, tendue par les troupes d'Hekmatyar.

Durant les guerres de Yougoslavie, la France a soutenu les islamistes bosniaques, fermant les yeux sur les volontaires français qui partaient combattre avec eux. En 1996, ces islamistes de retour en France et au nom du Jihad ont commencé à attaquer les banques. Ils ne sont mis hors d'état de nuire qu'après un assaut qui est une véritable scène de guérilla urbaine.

Nous aurions pu espérer que les gouvernements américains et français qui se sont succédés depuis ces guerres eussent tiré les leçons de ces engagements inconsidérés, pourtant tel ne fut pas le cas. A partir de 2011 les gouvernements occidentaux ont délibérément déstabilisé les gouvernements de la Lybie puis de la Syrie et de l'Ukraine. Pour ce faire, ils ont soutenu des mouvements radicaux qui sont pourtant interdits dans leur propre pays. Néonazis en Ukraine, islamistes en Lybie et en Syrie ont été

instrumentalisés. La première conséquence a été de livrer les populations civiles de ces pays à la merci de ces groupes de sauvages. Les exactions du bataillon de représailles ukrainien Tornado n'ont rien à envier à celles des islamistes de l'EI ou du Front al Nosra.

C'est sur ces populations civiles innocentes que s'abat le terrorisme islamique ou néonazi. La deuxième conséquence est de permettre à ces groupuscules de fanatiques de s'organiser, de s'armer et de devenir des centres de formation et de recrutement pour le monde entier.

La troisième conséquence est que ces cellules structurées de terrorisme ont désormais la possibilité de rayonner bien au-delà

de leur zone initiale de combat, comme dans le centre de Paris en novembre dernier.

Le 28 janvier 2013, le ministre des Affaires Etrangères Laurent Fabius a déclaré que le Front al Nosra « faisait du bon boulot ». Le 26 février 2014, le même ministre déclare que le parti néonazi Svoboda s'est « recentré » alors que ce dernier se réfère ouvertement à Adolf Hitler. La diplomatie française a instrumentalisé des mouvements terroristes pour parvenir à des objectifs qui ne correspondent même pas à l'intérêt de notre Nation. Cette politique absurde, mélange de cynisme et d'amateurisme, nous l'avons payé le prix du sang. Ce n'était pas le sang de Laurent Fabius bien entendu, mais celui de citoyens français innocents, aussi innocents que les citoyens syriens ou que les habitants du Donbass.

C'est pour cette raison qu'avant de s'interroger sur la manière de combattre le terrorisme, il est important de s'interroger sur la manière d'éviter de lui donner naissance.



Laurent Fabius

soutien aux terroristes islamistes ou nazis et peu importe que des innocents meurent. C'est en cela qu'existe effectivement ce choc de civilisation cher aux idéologues atlantistes. Mais contrairement à ce qu'ils affirment, ce choc n'est pas géographique mais historique, profondément marqué par les révolutions américaine et française. La civilisation qui est issue de ces chocs historiques inaugure un nouveau monde, celui des fanatismes idéologiques qui aboutiront aux nationalismes allemand ou ukrainien, à l'anarchisme, au bolchévisme et aujourd'hui au mondialisme comme idéologie. Tous ces fanatismes sont à la fois les enfants de la terreur et leur principal

utilisateur.

Jamais l'islamisme n'a pu, ne peut ou ne pourra par lui-même avoir les moyens de son fanatisme. Livrer à lui-même, il ne peut rien ni économiquement, ni militairement, ni politiquement. L'EI et le Front al-Nosra sans l'aide de la Turquie et de l'Occident ne seraient encore que des groupuscules insignifiants. Svoboda ou Pravy Sektor, sans l'aide de l'occident n'auraient jamais pu avoir un ministre ou une influence quelconque sur la vie des peuples d'Ukraine.

Ainsi, la première étape de la lutte contre le terrorisme passe par le retour aux valeurs fondamentales de notre civilisation chrétienne. Une civilisation où la fin ne justifie pas les moyens, où l'on pardonne à ses ennemis, où la parole d'un chef d'Etat ou d'un diplomate a de la valeur, où la violence reste l'« Ultima Ratio » et non pas le moyen privilégié et où on ne dine pas avec le diable même avec une grande cuillère.

X.M.

III Comment lutter contre le terrorisme ?

Pour traiter le problème sur le fond, les nations européennes doivent renoncer à soutenir les groupuscules radicaux pour accomplir leurs objectifs. Cela peut être considéré sous certains aspects comme un véritable changement de civilisation ou plutôt un retour à ce qui faisait la grandeur de la grande civilisation chrétienne européenne. Les valeurs occidentales sont en fait fondées sur le précepte du terroriste révolutionnaire Saint-Just, « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ». Les lumières, la révolution française, le darwinisme et l'exceptionnalité américaine ont abouti à une civilisation où ceux qui périssent n'ont en fin de compte que subi la loi de la sélection naturelle. Cette anti-civilisation pense que la fin justifie les moyens et que cette fin doit être définie par une élite autoproclamée sans aucune légitimité démocratique. Le Grand Prêtre Caïphe croyait aussi qu'il valait mieux qu'un homme meure, fut-il innocent, plutôt que tout le peuple. L'occident pense que les départs de Bachar El Assad et de Viktor Ianoukovitch valent un



L'ISLAM(ISME) ET L'ORDRE SOCIAL FRANÇAIS



Guillaume BERNARD
Maître de conférences (HDR)
à l'Institut Catholique d'Etudes Supérieures (ICES)



La quasi-totalité de la classe politique française fait preuve d'un sidérant aveuglement en refusant de comprendre le caractère impérialiste de l'islam(isme). Même l'aggravation de la persécution des Chrétiens en Orient ne leur ouvre pas les yeux sur sa stratégie de conquête.

Il est devenu difficile de discuter des ambitions politiques de l'islam sans être immédiatement dénoncé, dans un réflexe pavlovien, comme islamophobe. Quiconque émettant un doute sur la compatibilité de l'islam(isme) avec l'identité de la France est instantanément mis au ban de la catégorie des êtres pensants. Et pourtant. Le redoublement des attentats et du massacre des chrétiens¹ ont rendu (encore plus) nécessaire la réflexion sur le contenu religieux, la nature politique et l'ambition sociale de l'islam².

1. ORGUEIL ET CÉCITÉ

Pourquoi la quasi-totalité de la classe politique

française s'entête-t-elle à proclamer évidente, d'un côté, l'hétérogénéité de l'islam et de l'islamisme et, de l'autre, la compatibilité du premier avec la République et non, d'ailleurs, avec la culture française ? Plusieurs raisons sont identifiables. Sans doute, certains hommes politiques entendent-ils sincèrement éviter la stigmatisation des musulmans qui restent *a priori* pacifiques. D'autres, plus cyniques, cherchent certainement à protéger des intérêts électoraux et à conserver (mais pour combien de temps ?) la paix sociale en abdiquant la culture autochtone et la puissance publique en certains lieux abandonnés à des organisations soit criminelles soit d'embrigadement religieux³. Plus stratèges, certains font preuve de davantage de prudence : sachant qu'il existe des territoires en quasi-sécession, il faudrait éviter, avant que des mesures fermes ne puissent être prises, la conscientisation et la coagulation de la masse musulmane encore divisée (tant pour des raisons de divergences doctrinales que de diversité ethnique des croyants) en plusieurs sensibilités.

Cependant, c'est avant tout l'orgueil qui conduit

l'essentiel des élus à une stupéfiante cécité mentale se manifestant par le refus obstiné de voir le caractère impérialiste de l'islam(isme). C'est le syndrome Roubachof, du nom du héros du *Zéro et l'infini* d'Arthur Koestler⁴ : ils ne peuvent changer de politique d'immigration, reconnaître que les sociétés multiculturelles sont hyper-conflictuelles et que l'assimilation des immigrés (leur conversion à la culture française) n'a pas été poursuivie, sans implicitement avouer que, depuis des décennies, ils se sont trompés ou ont menti aux





techniquement possible de collaborer comme l'anticipe Michel Houellebecq dans son roman *Soumission*⁶.

2. LE BON, LA BRUTE ET LE MÉCRÉANT

Pas de confusion entre le bon musulman et la brute islamiste ; autrement dit : « pas d'amalgame » ! Cette revendication aux accents de sincérité d'une poignée de

Français.

Les voici conduits à faire de la surenchère. Ayant une foi aveugle dans le creuset républicain, ils sont prêts à tenter de dissimuler encore, après des naturalisations massives, le remplacement démographique en le disséminant sur l'ensemble du territoire, la mixité culturelle devenant la norme partout. Et honte aux récalcitrants : ce ne seraient que des racistes.

Analysant l'islam à l'aune de leurs critères et non des siens, plaquant sur l'objet étudié des principes qui lui sont exogènes, les hommes politiques se condamnent à ne pas comprendre son ontologie. C'est ainsi qu'ils réduisent l'islam à une foi individuelle, évacuant sa nature politico-juridique ; ils en concluent que, circonscrit à la sphère privée, il est soluble dans n'importe quelle société.

À cela s'ajoute une convergence intellectuelle formelle. Islamistes et « Républicains » ne s'accordent pas *a priori* sur les dispositions de la loi.

Mais ils partagent la même conception quant à sa force déontique : il faut lui obéir non parce qu'elle permet de réaliser le bien mais parce qu'elle est un commandement, l'expression de la volonté supposée de la puissance supérieure. Dans ce schéma, fort éloigné de la tradition classique occidentale, la soumission à la loi est bonne par principe⁵. Il est donc

personnes de croyance musulmane, relayée avec enthousiasme par nombre de non-musulmans, a toutes les caractéristiques de la pétition de principe. Il s'agirait, là, d'une telle évidence qu'elle devrait être hors de portée de la discussion.

Or, c'est bien là que le bât blesse. Car si ce slogan s'appuie sur une constatation indubitablement exacte et socialement vérifiable – il existe une différence de conduite entre le modéré et l'extrémiste –, elle élude la question centrale permettant la compréhension globale de l'enjeu (étant entendu que c'est le phénomène social de l'islam qui est, ici, visé et non la foi de la personne) : celle de l'objectif poursuivi et des moyens mis en œuvre à cette fin.

Est-il possible d'induire d'une différence de degré dans la méthode entre l'auto-proclamé bon et





Tariq Ramadan

l'assumé brute, une distinction de nature politique de leurs religions ? Pour répondre par l'affirmative, encore faudrait-il que soit précisément établis la frontière entre le « gentil » musulman et le « méchant » islamiste, le ou les critères de discrimination. Or, la réponse se fait d'autant plus attendre que c'est parmi les « bons » que se recrute la cinquième colonne des « brutes ». En outre, la distinction entre un prétendu véritable islam (ouvert au progrès) et sa forme archaïque (présentée comme dévoyée) ne résout pas la question de l'imprécision voire de l'impossibilité d'établir une délimitation. De quel côté faut-il placer, par exemple, la pratique, *a priori* pacifique mais non moins provocatrice, des prières publiques ?

Se pourrait-il, alors, que la distance dans les conduites ne s'explique nullement par des prescriptions et des croyances différentes mais en raison d'une adaptation des protagonistes aux circonstances (lieux et rapports de force) auxquelles ils sont confrontés ? D'aucuns

considèrent que les trois étapes de la stratégie de conquête politico-religieuse de l'islam (dont l'ambition est attestée par l'histoire) sont clairement identifiées. Premièrement, s'implanter dans une société en revendiquant un droit à l'indifférence, tout accroc à l'égalité « égalitariste » étant accusé d'être une illégitime discrimination, toute critique étant dénoncée comme une agression. Il s'agit d'instrumentaliser la victimisation et de culpabiliser la société d'accueil. Deuxièmement, subvertir l'ordre de celle-ci en obtenant des droits différents (communautarisme). Dans cette phase, l'islam est encore trop faible pour vaincre mais assez puissant pour prendre possession d'une partie de l'espace public (vêtements, menus, horaires). Il s'agit de gagner du terrain : c'est la tactique du grignotage visant à tester la force de résistance des institutions du lieu⁷. Ne pas accéder à ces revendications de droits particuliers serait le signe d'une persécution ne serait-ce que larvée. Troisièmement, imposer sa domination politique et un droit différent quand le rapport de force (militaire, démographique, culturel, etc.) lui est devenu favorable. Alors, l'islam combat ouvertement tout ce qui ne lui fait pas allégeance (le mécréant étant, au mieux, soumis à un statut le mettant dans une situation d'infériorité juridique et de soumission sociale⁸).

Islams « modéré » et « rigoriste » ne divergent pas dans leurs finalités mais se distinguent en raison des



situations socialement différentes dans lesquels ils sont placés : le premier est minoritaire et donc conciliant, le second est dominant et donc dominateur. Dans ces conditions, il est naturel que le mécréant soit enclin à suspecter la dissimulation du loup islamiste sous les traits de la brebis musulmane. Comment pourrait-il croire que l'islam est une religion capable de tolérance quand celui-ci n'hésite pas à revendiquer pour lui, en Occident, les libertés collective de prosélytisme et individuelle de conversion qu'il refuse aux autres religions dans les territoires qu'il contrôle ? Le non-respect de la plus élémentaire des réciprocités de traitement (par exemple pour la construction des lieux de culte) lui donne le sentiment amer d'une déloyauté et d'un jeu de dupes.

EN GUISE DE CONCLUSION : LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

La cohabitation dans une même société de plusieurs religions concurrentes⁹ – et dont les dogmes sont susceptibles d'être incompatibles – est compliquée par le fait que celles-ci peuvent ne pas prescrire les mêmes conduites à leurs fidèles. Or, quand la loyauté fait défaut (si la dissimulation voire le mensonge délibéré sont autorisés), quand la réciprocité (dans l'exercice du culte ou la liberté de la conversion¹⁰) n'est pas pratiquée, quand l'usage de la force est permise (non pas seulement par légitime défense mais comme instrument de conquête),



aucune relation de confiance n'est véritablement possible¹¹.

L'ordre social est alors traversé par des rapports de force où la paix devient fragile.

S'auto-rassurant, la plupart des hommes politiques comptent sur l'islam modéré pour vaincre sa version radicale. Ils refusent d'envisager que cette distinction n'est recevable qu'en termes de moyens et non de fin.

Car, toutes les formes de l'islam ont un même objectif : la conquête. L'hostilité de l'islam envers l'Occident n'est pas le résultat de l'actuel matérialisme d'une (grande) partie de la population de ce dernier.

Son expansion militaire a commencé dès son origine, au VII^e siècle (tentative de prise de Jérusalem dès 614), à une époque où la civilisation chrétienne du pourtour méditerranéen ne pratiquait pas le culte de l'argent.

L'animosité des islamistes ne vise pas uniquement, parce qu'elle les briderait, la laïcité : les Chrétiens d'Orient et d'Afrique convertis de force, réduits en esclavage ou massacrés, n'en sont pas les thuriféraires. Qu'il soit *hard* (guerre militaire) ou *soft* (guerre culturelle), le *djihad* vise le règne, à terme, de la *charia*¹². L'islam n'a jamais eu pour but de coexister pacifiquement avec les autres religions mais de s'y substituer¹³.

G.B.

¹Sur l'État islamique : O. Hanne, Th. Flichy de La Neuville, L'État islamique, Anatomie du nouveau Califat, Paris, Giovanangeli, 2014 ; S. Laurent, L'État Islamique, Paris, Seuil, 2014 ; du même : Al-Qaïda en France, Paris, Seuil, 2014 ; P.-J. Luizard, Le piège Daech, Paris, La Découverte, 2015. Sur les « filières » djihadistes :

L'ISLAM DE FRANCE



A. Erelle, *Dans la peau d'une djihadiste*, Paris, Robert Laffont, 2015 ; D. Thomson, *Les Français jihadistes*, Paris, Les Arènes, 2014. Sur la « radication » d'une partie de la population vivant en France : A. Mendel, *La France djihadiste*, Paris, Ring, 2016.

²Pour une présentation du personnage plus ou moins mythique de Mahomet, cf. : O. Hanne, *Mahomet, Le lecteur divin*, Paris, Belin, 2013. Sur la question du texte du Coran, il est possible de consulter des analyses « iconoclastes » : Br. Bonnet-Eymard, trad. et comment., *Le Coran*, Saint-Parres-Lès-Vaudes, CRC, 1988 s. : t. I, Sourates 1-2, 1988 ; t. II, Sourate 3, 1990 ; t. III, Sourates IV et V, 1997 : cette étude propose de considérer la langue originelle du Coran (sans signes diacritiques) comme un dérivé de l'hébreu et de l'araméen ; J.-J. Walter, *Le Coran révélé par la théorie des codes*, Versailles, Éditions de Paris, 2014 : l'auteur a passé le texte du Coran au crible de l'analyse des données textuelles, ce qui lui permet d'affirmer qu'il a été rédigé par au moins une trentaine d'auteurs. Sur la pensée arabo-musulmane, cf. : D. Urvoy, *Histoire de la pensée arabe et islamique*, Paris, Seuil, 2006 ; du même : *Averroès, Les ambitions d'un intellectuel musulman*, Paris, Flammarion, 2008 ; D. Urvoy, M.-Th. Urvoy, *Les mots de l'islam*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2004 ; des mêmes : *L'action psychologique dans le Coran*, Paris, Cerf, 2007.

³C. Pina, *Silence coupable*, Paris, Kero, 2016 ; J. Véliocas, *Ces maires qui courtisent l'islamisme*, Paris, Tatamis éditions, 2e éd., 2015.

⁴A. Koestler, *Le zéro et l'infini [1945 pour la trd. fra.]*, Paris, Le livre de poche, 1974.

⁵Sur la question de l'articulation de la religion et du droit, cf. : M.-Th. Urvoy, dir., *Islam et christianisme, Éthique et politique*, Versailles, Éditions de Paris, 2010 ; M.-Th. Urvoy, dir., *Christianisme et islam, Foi et loi*, Versailles, Éditions de Paris, 2010 ; M.-Th. Urvoy, dir., *Éthique et religion au défi de l'histoire*, Versailles, Éditions de Paris, 2011 ; M.-Th. Urvoy, dir., *La morale au crible des religions*, Versailles, Éditions de Paris, 2013 ; J. Boulard, éd., *Le Jihâd, Les textes fondateurs de l'islam face à la modernité*, Versailles, Éditions de Paris, 2008, 2e éd., 2015.

⁶M. Houellebecq, *Soumission*, Paris, Flammarion, 2015.

⁷Il est possible de consulter le témoignage suivant : G. Smith, Rue Jean-Pierre Timbaud, *Une vie de famille*

entre bobos et barbus, Paris, Stock, 2016.

⁸Sur la dhimmitude et la persécution des chrétiens, cf. notamment : A. Laurent, *Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ?*, Paris, Salvator, 2008 ; M.-Th. Urvoy, G. Gobillot, dir., *L'Orient chrétien dans l'empire musulman*, Versailles, Éditions de Paris, 2005 ; M.-Th. Urvoy, dir., *Les Chrétiens d'Orient, Histoire et identité*, Versailles, Éditions de Paris, 2014.

⁹Sur la question du multiculturalisme, cf. notamment : M.-Th. Urvoy, G. Gobillot, dir., *Pluralisme religieux, Quelle âme pour l'Europe ?*, Versailles, Éditions de Paris, 2007.

¹⁰Sur ce sujet, cf. not. J. Fadelle, *Le prix à payer [2010]*, Paris, Pocket, 2011 ; M.-Th. Urvoy, dir., *Liberté religieuse et éthique civique*, Versailles, Éditions de Paris, 2012.

¹¹Sur le dialogue interreligieux et les profondes divergences entre christianisme et islam, cf. : É.-M. Gallez, *Le malentendu islamo-chrétien, Repenser le dialogue*, Paris, Salvator, 2012 ; A. Laurent, *L'islam peut-il rendre l'homme heureux ?*, Perpignan, Artège, 2012 ; A. Moussali, *Judaïsme, christianisme et Islam, Étude comparée*, Versailles, Éditions de Paris, 2000 ; du même : *Musulmans, juifs et chrétiens au feu de la foi*, Versailles, Éditions de Paris, 2005 et *La croix et le croissant, Le christianisme face à l'islam*, Versailles, Éditions de Paris, 2005 ; G. Pagès, *Interroger l'Islam, Éléments pour le dialogue islamo-chrétien*, Poitiers, DMM, 2e éd., 2014 ; D. Urvoy, M.-Th. Urvoy, *La mésentente, Un dictionnaire des difficultés doctrinales du dialogue islamo-chrétien*, Paris, Cerf, 2014.

¹²Sur l'agression de la chrétienté par l'islam, cf. not. : Y. de Crussol, dir., *Islam et Occident, Rencontre et conflits*, Versailles, Éditions de Paris, 2008 ; H.-O. Luthe, M.-Th. Urvoy, dir., *Relations islamo-chrétienne, Bilan et perspectives*, Versailles, Éditions de Paris, 2006.

¹³Sur l'ambition politique de l'islam(isme), cf. : A. Boulaabi, *Islam et pouvoir, Les finalités de la Charia et la légitimité du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Ph. d'Iribarne, *L'islam devant la démocratie*, Paris, Gallimard, 2013 ; A. del Valle, *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, Genève, Éditions des Syrtes, 2002 ; H. Zanaz, *L'islamisme, vrai visage de l'islam*, Paris, Les éditions de Paris-Max Chaleil, 2012 et *Islamisme, Comment l'Occident creuse sa tombe*, Paris, Les éditions de Paris-Max Chaleil, 2013.

Histoire des terres arables



Pascal Tran-Huu



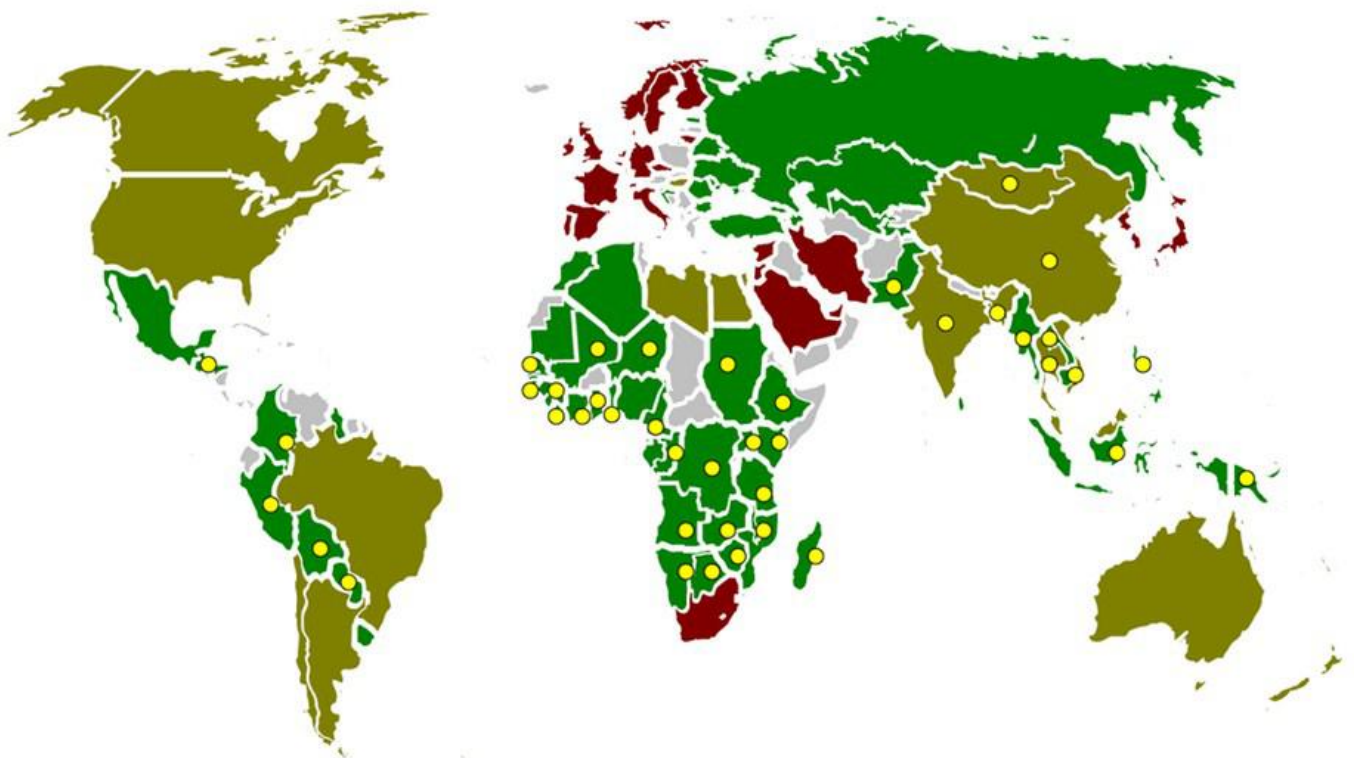
Les achats ou les locations de terres arables un peu partout dans le monde par des pays qui ne disposent pas toujours de ce type de ressources en quantité suffisante ont un impact dont on ne mesure pas, toujours, la portée.

En 2014, Agnès STIENNE, se définissant comme artiste et cartographe, avait, ainsi, réalisé quelques cartes¹ qui montraient l'ampleur de ce phénomène qui commence à inquiéter certains milieux.

Pourtant, l'accaparement des terres existe depuis des siècles. L'histoire de la colonisation, qu'elle soit

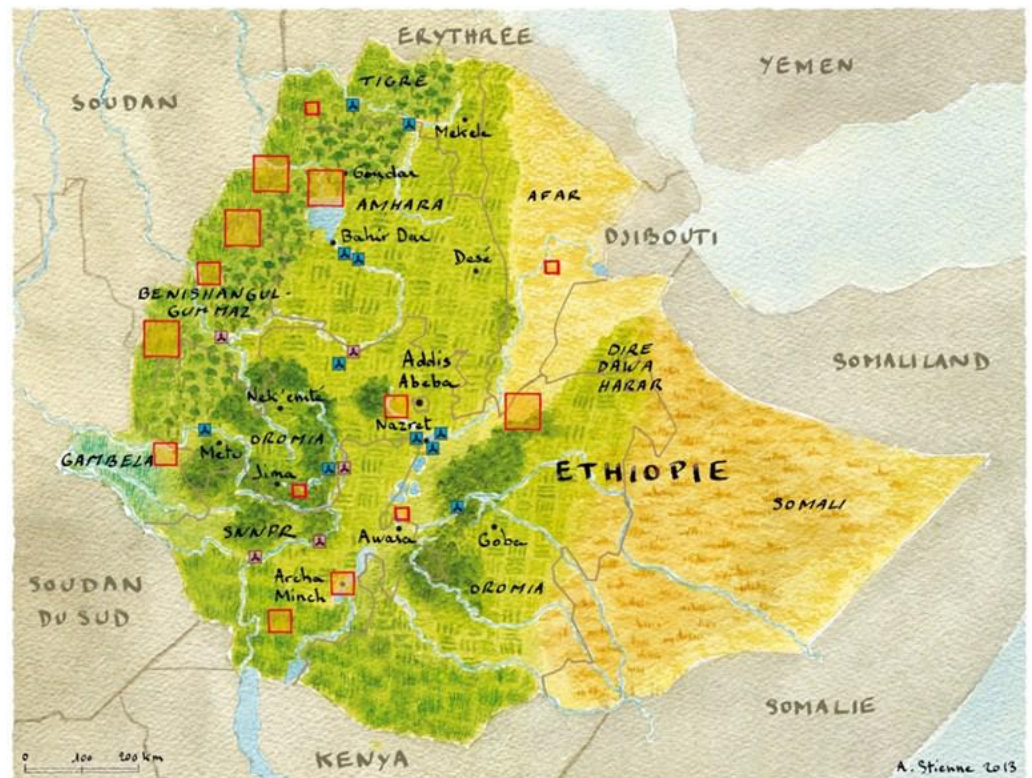
positive ou négative, en est l'illustration la plus concrète. Ainsi, pendant la période coloniale de l'histoire du Viêt Nam, l'administration française avait déployé de grands efforts en faveur de l'agriculture indigène. Ces efforts avaient apporté de très bons résultats particulièrement dans le renforcement des digues au nord, dans l'irrigation des régions insuffisamment alimentées en eau pour la culture du riz au nord et au centre du pays et dans le drainage en Cochinchine. La masse paysanne, cependant, ne put pas bénéficier de ces bienfaits. Dès les premiers

La géographie des accaparements de terre



- Accapareurs : pays d'origine des investisseurs qui cherchent des terres agricoles à l'étranger
- Accaparés : pays cibles ou hôtes de ces investisseurs étrangers
- Les deux : pays à la fois origine et cible de ces investissements
- Pays où la sous-alimentation touche plus de 10 % de la population

jours de la présence française en Cochinchine, les terres avaient été accaparées par les colons européens. La culture de la canne à sucre a été, également, l'une des causes de la colonisation et, paradoxalement, l'une des causes du début de la décolonisation (à partir du moment où le sucre a pu être obtenu à partir d'autres matières premières, comme la pulpe de betterave, l'Amérique du Sud a été moins « intéressante »). De nos jours, où que l'on regarde, on découvre que la nouvelle industrie des biocarburants, promue comme réponse au changement climatique, semble se fonder sur des investissements dans le foncier qui s'apparentent, le plus souvent, à une forme d'expulsion des populations de leurs terres contribuant, ainsi, à ce phénomène de migration du sud vers le nord qui met en émoi les gouvernements européens. Cet accaparement des terres est un facteur que l'Europe observe avec attention : « Nous sommes très inquiets² parce que cela constitue une nouvelle manière d'exploiter les pays en développement... Les pays les plus pauvres vendent des denrées, elles exportent des migrants et à présent ils vendent leurs terres dont ils ne retireront aucun bénéfice en matière de nourriture ou de quoi que ce soit » (Stefano MANSERVISI³, directeur général du développement à la Commission européenne). Dans ce cadre, la stratégie d'investissements chinois, dans le foncier, explique son intérêt pour l'installation d'une base militaire permanente à Djibouti que j'avais évoqué dans un billet précédent. Selon une étude minutieuse réalisée par The Oakland



Paysages et principales ressources agricoles



Institute⁴ en 2011, rien qu'en Ethiopie, au moins 3,6 millions d'hectares de terres ont d'ores et déjà été transférés à des investisseurs étrangers. Toutefois, selon le Stockholm Environment Institute⁵ rien ne prouve, clairement, que la Chine, s'accapare des terres sur une grande échelle en Afrique orientale. Une autre étude, de Serigne SAR⁶, montre que les Chinois sont les premiers propriétaires étrangers en Afrique, devant les Etats-Unis, menaçant, ainsi l'équilibre alimentaire sur ce continent. En réalité, les investissements chinois dans l'industrie agroalimentaire, notamment en France⁷, semble jouer un rôle indirect dans le phénomène d'accaparement observé en Afrique et en Amérique du Sud. Les secteurs visés par les Chinois sont, essentiellement, dans l'industrie laitière et dans le soja, nourriture principale du bétail. Dans le secteur stratégique du soja, dont la Chine absorbe maintenant 65 % des exportations mondiales par le biais du géant COFCO⁸, numéro un de l'agroalimentaire chinois. En

2014, ce groupe qui dépend du gouvernement central a ainsi déboursé près de 3 milliards de dollars pour prendre pied dans le monde discret mais puissant des sociétés de négoce agricole. En acquérant la majorité de la société suisse NIDERA⁹, puis de l'hongkongaise NOBLE AGRI, COFCO s'est en effet assuré le contrôle de deux puissants réseaux, qui gèrent des transactions annuelles portant sur près de 100 millions de tonnes de céréales et d'oléagineux... En pesant, indirectement, sur les producteurs, il est légitime de penser que les Chinois participent à une grande échelle à l'accaparement des terres... Toutefois, en Afrique, le « Soft power » chinois a toujours rendu « acceptable » les investissements chinois dans le foncier comme le montre la légende des « Villages BAODING »¹⁰ ou le livre que (« Will Africa feed China¹¹ ») vient de commettre Deborah BRAUTIGAM¹², spécialiste de la Chine et de l'Afrique. Il n'est qu'à lire cette affirmation, tirée d'un rapport de l'IPPA¹³ (Think tank basé au Nigeria) pour s'en convaincre « *More importantly, Chinese investment in Africa is not a threat to African countries and they are full of gains* ».

La force de la diplomatie chinoise, officielle ou informelle, fait que la Chine a réussi son implantation sur le continent africain devenu l'un des premiers débouchés de son industrie agroalimentaire. La prochaine étape du « zouchuqu », ce qui signifie « sortir des frontières » (partir à la conquête des marchés internationaux) est désormais l'Europe où les Chinois par le biais de participation dans les groupes agroalimentaires ou financiers¹⁴ se montrent de plus en plus présent comme, propriétaires fonciers, en commençant par l'Europe de l'Est comme en Ukraine¹⁵ ou en Serbie... Et la France commence à être touchée par le phénomène¹⁶. En

plus, il y a, désormais, le train¹⁷ !

P. T.-H.

¹<http://visionscarto.net/accaparement-chine-inde-etats-unis>

²<http://www.cetri.be/IMG/pdf/ethiopie.pdf>

³http://ec.europa.eu/civil_service/docs/directors_general/manservisi_en.pdf

⁴http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/LandGrab_final_web.pdf

⁵http://www.siani.se/sites/clients.codepositive.com/files/document/siani_policy_brief_-_chinese_land_grabs_in_africa_130204_web.pdf

⁶<http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2014/07/Accaparement-des-terres.pdf>

⁷<http://www.bastamag.net/L-accaparement-de-terres-et-la>

⁸<http://www.cofco.com/en/>

⁹<http://www.nidera.com/>

¹⁰ <https://books.google.fr/books?id=VZQ0EhcmD9IC&pg=PA2&lpg=PA2&dq=villages+Baoding&source=bl&ots=Zml633cSK8&sig=BZTRMYjtOooSaSdzMGylop063A&hl=fr&sa=X&ei=lbyLVcivHIXvULWKgqN&ved=0CFkQ6AEwBw#v=onepage&q=villages%20Baoding&f=false>

¹¹ <https://books.google.fr/books?id=VZQ0EhcmD9IC&pg=PA2&lpg=PA2&dq=villages+Baoding&source=bl&ots=Zml633cSK8&sig=BZTRMYjtOooSaSdzMGylop063A&hl=fr&sa=X&ei=lbyLVcivHIXvULWKgqN&ved=0CFkQ6AEwBw#v=onepage&q=villages%20Baoding&f=false>

¹²<https://deborahbrautigam.com/>

¹³http://www.ippanigeria.org/china_africa_working.pdf

¹⁴<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/01/29/04016-20110129ARTFIG00005-quand-la-chine-rachete-le-monde.php>

¹⁵<http://thedi diplomat.com/2016/03/why-china-is-interested-in-ukraine/>

¹⁶<http://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/emoi-apres-lachat-de-terres-agricoles-par-un-mysterieux-groupe-chinois-4162811>

¹⁷<http://www.elisana.fr/>



Tentative de coup d'état au Kazakhstan?



Karine Bechet-Golovko
Enseignante Juriste



Un enchaînement d'évènements laissent songeur. Entre une attaque par des terroristes dits extrémistes islamistes à Aktobe dimanche, l'arrestation de personnes influentes pour tentatives de coup d'état, la situation est particulièrement tendue au Kazakhstan.

Trois informations tombent en même temps dans les médias, sans qu'il soit possible d'affirmer si elles sont ou non liées entre elles.

1. Un groupe de terroristes, dits de tendance islamiste, attaque la ville de Aktobe, centre administratif dans l'ouest du pays.

Dimanche 5 juin, un groupe d'individus dévalise deux magasins d'armes, tuent les propriétaires, prennent

un bus en otage, une voiture de police est volée, ils attaquent ensuite un bâtiment militaire de la Garde nationale où ils prennent des otages et s'en prennent à divers postes de police dans trois quartiers de la ville. On compte 6 morts, 3 civils et 3 militaires, et une dizaine de blessés.

Une opération contre-terroriste est lancée, les terroristes sont identifiés, Deux sont arrêtés, cinq sont tués.

2. Un groupe de personnages influents du régime sont arrêtés ce matin pour tentative de coup d'état

Le Comité de la sécurité nationale annonce ce lundi 6 juin qu'un groupe de hauts fonctionnaires et de militaires ont été arrêté, car ils sont soupçonnés d'avoir organisé une tentative de renversement du régime. Parmi les personnes visées, on notera la présence du général major Doskalev, de l'ancien premier vice-directeur de la région Sud du ministère de l'intérieur Aïtbekov, de membres du commandement de la région Sud du ministère de la défense B. Jumine et K. Pernebaev ou encore de l'ancien vice-procureur général et ancien membre du Conseil constitutionnel Ilyas Bakhtibaev.

Et celui-ci, Bakhtibaev, est intéressant, car il y a quelques années de cela déjà, je me souviens l'avoir vu présider à Alma-Ata une table ronde organisée par l'ODHIR OSCE avec différentes personnalités américaines sur l'indépendance de la justice au Kazakhstan. Il faut dire qu'il est un habitué de ces structures.

Etonnante reconversion ... ou formation.

3. Un homme d'affaire arrêté pour avoir tenté de mettre en place un Gouvernement parallèle

Le dernier élément factuel de cette étrange saga, est l'apparition dans les médias d'un business man arrêté fin janvier 2016.





T. Tulechov a organisé dans plusieurs villes du Kazakhstan différentes manifestations, utilisant la réforme foncière comme prétexte.

Le but était de déstabiliser le pouvoir par l'organisation de manifestations et de violences civiles, permettant la mise en place d'un Gouvernement parallèle qui était appelé à prendre la place du gouvernement officiel, ainsi délégitimé. Tout rappel avec des faits et personnages réels n'est pas fortuit ...

Ici, en revanche, le lien est établi avec le groupe de hauts fonctionnaires et de militaires arrêtés ce matin.

générale, pour tester la résistance du régime du Président - pourtant très loin d'être anti-américain - N. Nazarbaïev, voir quel type d'action sera plus efficace ou comment les combiner. Voir comment réagit le régime, quelles sont ses limites. Toutes ces informations permettant d'adapter aux exigences locales la technologie déjà bien rôdée des « grandes révolutions populaires démocratiques pro-européennes », dont nous connaissons les résultats désastreux pour les pays qui ont eu la faiblesse de s'y vendre.



Tokhatar Tuleshov



Que peut-on en dire?

Il semble que différents scénarios de « succession » soient mis en œuvre. Une sorte de répétition

PS: Lors des cérémonies du 9 mai, le Président kazakh Nazarbaïev était toute la journée aux côtés du Président russe, rarement à plus d'un mètre.

K. B.-G.

Le projet Savchenko



Karine Bechet-Golovko
Enseignante Juriste



RAPPEL DES FAITS

Que le cas Savchenko relève de la psychiatrie, cela ne fait de doutes pour personnes, en Ukraine non plus. Mais que justement Savchenko soit un « projet » mis en place et régulé, cela semble de plus en plus probable. Savchenko, le nouveau Mandela ukrainien. Pauvre Mandela, ils avaient déjà essayé avec Khodorkovsky pour la Russie.

Irina Demchenko, ancienne représentante de l'agence de presse russe RIA Novosti en grande Bretagne, journaliste, représente la caricature de ce que la Russie compte d'opposition « pro-occidentale ». Celle qui rejoint les sauteurs de la place Maïdan. Ce dont ils rêvent ouvertement pour leur pays. Elle tient, je dirais presque évidemment, un blog sur Les Echos de Moscou, où elle déverse une prose d'une profondeur assez commune.

Et cette personne sort sur Facebook toute sa joie de voir Savchenko, le nouveau Mandela pour l'Ukraine, tout ce que la Russie n'a pas réussi à faire avec Khodorkovsky et souhaiter bonne chance à l'Ukraine.

Nadia Viktorivna Savtchenko (en ukrainien : Надія Вікторівна Савченко) est née le 11 mai 1981 à Kiev.

Figure de proue de la campagne des Nations unies visant à promouvoir l'égalité dans l'armée ukrainienne, elle est la seule pilote ukrainienne du Sukhoï Su-24, mais quitte l'armée ukrainienne et rejoint les rangs du bataillon Aidar.

Le 17 juin 2014, le correspondant Igor Korneliouk et l'ingénieur du son Anton Volochine de la télévision publique russe VGTRK font un reportage sur l'évacuation des habitants de la zone de combats près de l'agglomération de Mirny dans la région de Lougansk. Nadia Savtchenko communique alors par téléphone la position précise des deux journalistes russes aux volontaires du bataillon Aidar qui les soumet à des tirs de mortier qui leur sont fatals. Anton Volochine meurt lors du bombardement et Igor Korneliouk meurt à l'hôpital de Lougansk des suites de ses blessures.

Le 17 juin 2014, elle est capturée dans les environs du village de Metalist et ensuite livrée à la Russie sous l'accusation de meurtre avec préméditation sur les deux journalistes russes.

Le 26 octobre 2014, elle est élue députée du parti Union panukrainienne « Patrie » à la Rada.

En effet, l'Ukraine va en avoir besoin de la chance avec Savchenko. Mais revenons sur Mandela. D'où vient cette association? Certainement pas en raison du comportement agressif et vulgaire de cette criminelle de guerre face à la stoïcité du Sage. Ni dans la violence et les crimes commis face à la politique de non-violence. Non, et c'est là que l'on sent la main d e v e n u e habituelle du m a î t r e d'œuvre. Ne



Irina Demchenko

2 ch. · 🌐

У України, кажеться, появилсь свій Нельсон Манделла. По-хорошому завидую. Я вообще ожидала, что Ходорковский займет это место в России. Но этого не случилось, к сожалению. Не повезло. Удачі Україні!

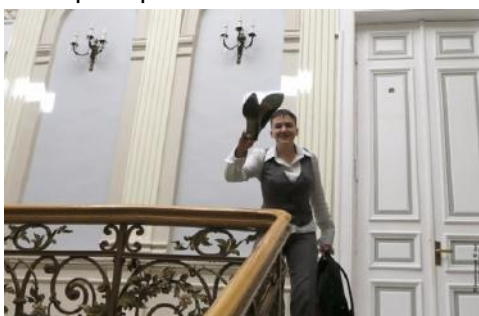
pouvant jouer sur le fond, on joue sur l'apparence. Cette apparence qui fait notre époque. Savchenko se promène sans chaussures. Symbole de simplicité, de pauvreté, de ce peuple venu sauver le pays.



Et même lorsqu'elle est arrivée au Parlement ukrainien, la Rada, elle est pieds nus :



Enfin presque :



Enfin, même dans la forme, nous sommes assez loin de Mandela.

Pour autant, Savchenko pose un

problème pour les politiciens ukrainiens. Car elle est ingérable. Ingérable par eux. Elle refuse l'accolade de Timochenko, qui veut politiquement rentabiliser son investissement. Elle reste froide face à Poroshenko, qui a besoin de rappeler aux extrémistes qu'il contrôle à peine que c'est lui qui l'a faite sortir. Elle déclare, dans sa conférence de presse, bien vouloir être Présidente si c'est nécessaire. Timochenko l'envisage aussi - être Présidente - et Poroshenko qui vient juste de gagner contre Yatséniuk auprès des maîtres n'envisage pas son remplacement par cette furie. Le

sort de Yanukovych (l'ancien Président ukrainien réfugié de justesse en Russie) devient, en comparaison de ce qui alors attend Poroshenko, le Paradis sur terre.

Mais elle n'est pas incontrôlable par tout le Monde.

Souvenez-vous de cette **Timochenko** qui allait faire un 3^{ème} Maïdan que l'on attend toujours. De Kolomoïsky qui allait faire tomber Poroshenko... Finalement, Timochenko est rentrée dans le rang et Kolomoïsky est à l'étranger. Et le régime continue sous



gouvernance américaine.

Soit Savchenko va jouer le jeu, soit elle sera « écartée ». Dans son cas, la solution peut être définitive.

Mais que peut-elle apporter dans le jeu américain en Ukraine?

Savchenko est une force destructrice. Et la société ukrainienne est encore beaucoup trop traditionnelle pour entrer de plein pied dans l'UE. Par exemple, elle rejette le mariage homosexuel, qui est un critère devenu presque officiel « d'européanité ». Elle a également par sa nature bestiale la possibilité de bloquer l'exécution des accords de Minsk, de ne pas penser au redressement économique ou autre programme social et de lancer l'Ukraine dans la voie du conflit et de la provocation contre la Russie.

Et tout ce mouvement, cette bourrasque, a posteriori, se déroule de manière très intéressante pour les Etats Unis. Car elle est folle, chacun le sait. Tous ses excès seront donc, le moment venu, lorsque l'apaisement sera devenu nécessaire, « excusés » automatiquement. Elle ne savait pas ce qu'elle faisait, vous ne pouvez pas lui en vouloir. De même, si la Russie voudra réagir, on lui opposera « mais elle est folle, ne le prenez pas au sérieux. La Russie sera donc à nouveau dans le rôle du méchant qui ne comprend pas la pauvre Ukraine.

C'est une carte dangereuse pour l'Ukraine, mais intéressante du côté américain. Et si elle devient dangereuse pour les intérêts américains, elle ne sera de tout manière pas en mesure de nuire longtemps.

K. B.-G.

LES RELATIONS RUSSO – IRANIENNES

LE CAS DE LA MER CASPIENNE

Alliance ou partenariat stratégique ?



Philippe GAUCHER



Un peu d'histoire

Contrairement à une idée largement répandue en Europe de l'ouest, la Russie n'a, de tout temps, jamais eu pour objectif prioritaire de développer son empire vers l'occident, mais bien vers l'Asie et notamment l'Asie centrale validant par là-même l'adage édicté en 1904 par le célèbre géographe britannique Halford Mackinder : « qui contrôle l'Asie centrale, contrôle le Monde ».

Au confins de cette Asie centrale et du Caucase se trouve la plus grande mer intérieure de la planète, la Mer Caspienne, dotée de plus de 6000 kilomètres de côtes et aujourd'hui théâtre de grands enjeux géopolitiques, économiques et stratégiques impliquant ses pays riverains que sont la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan et enfin l'Iran.

La Russie ayant été et restant la plus grande puissance de la région, ses ambitions d'accès aux mers chaudes du sud n'ont pas été sans déplaire à l'empire Perse, et ce, dès 1723 avec la fondation par Pierre le Grand de la première base navale russe à Astrakhan. Malgré la signature du traité de « paix et d'amitié » de Rasht en 1729, s'ensuivirent des années de conflit et de défaites perses durant la guerre « russo-perses » de 1804 à 1813 et qui se soldèrent par la perte de territoires du sud-Caucase (dont le Daguestan) à la suite des traités du Golestân (1813) et de Turkomanchaï (1828), interdisant également à la Perse de faire naviguer toute flotte militaire sur les eaux de la Caspienne.

Cette situation ne fût modifiée qu'en 1921 avec un nouveau traité de paix entre la Perse et l'URSS et confirmée en mars 1940 par un accord de commerce et de navigation entre les deux pays, et qui, en écartant tout autre pays tiers, donna de fait à la mer Caspienne son caractère exclusivement « Irano-Soviétique ».

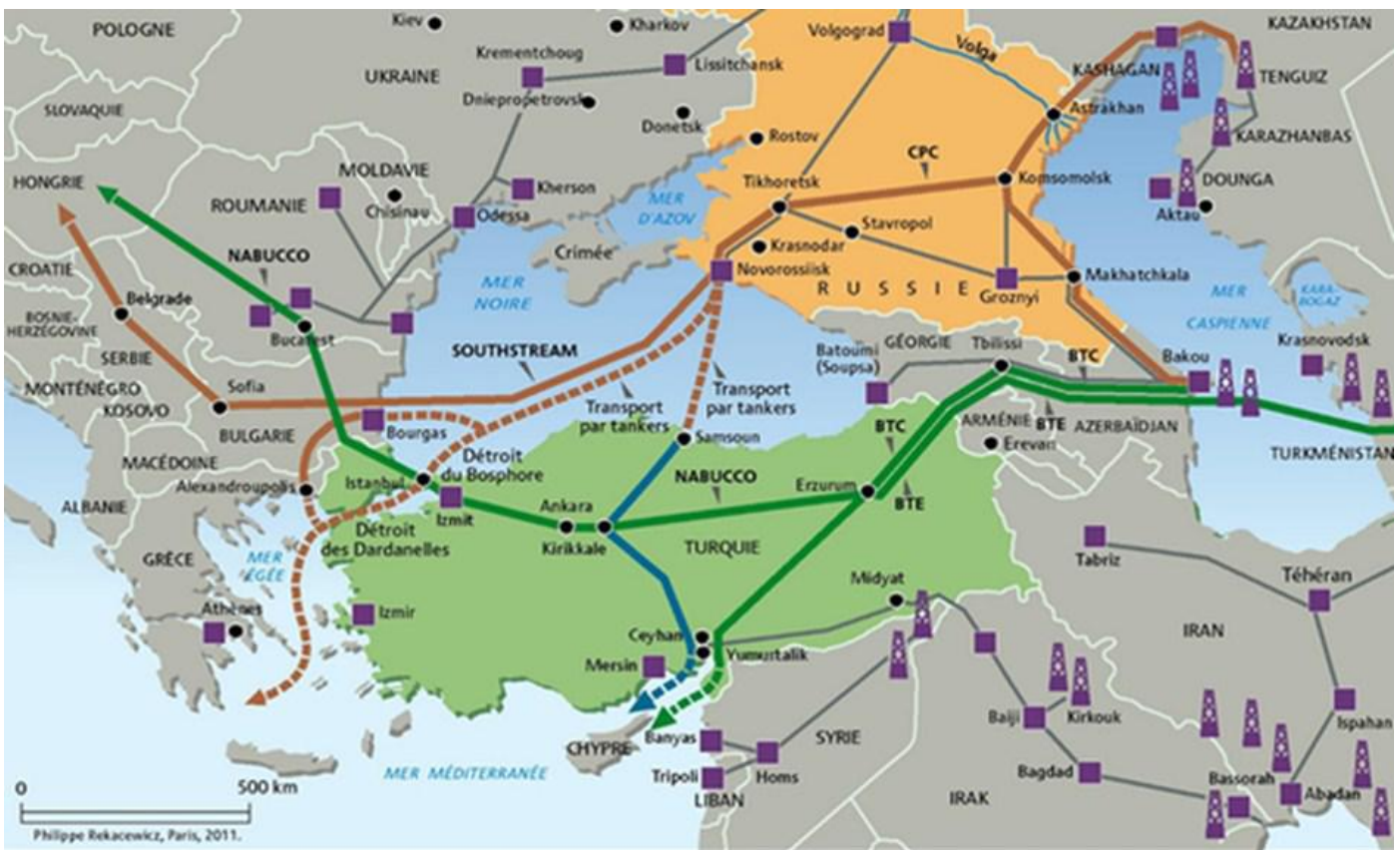
La fin du XXème siècle et ses bouleversements

géopolitiques (révolutions islamique en Iran en 1979 et surtout chute de l'URSS en 1991) ainsi que la découverte de gisements d'hydrocarbures amèneront de nouveaux acteurs sur l'échiquier de la mer Caspienne tout en posant la question cruciale du statut juridique de cette étendue maritime.

Du rôle de voie navigable à celui de zone stratégique

Longtemps théâtre d'affrontements russo-iranien, la Caspienne n'était pourtant considérée que comme une voie navigable favorisant les échanges commerciaux et comme réserve halieutique puisque très poissonneuse (dont le célèbre esturgeon et son caviar). La découverte d'importants gisements d'hydrocarbures au début du XXIème siècle (entre 17 et 33 milliards de barils et 6630 milliards de m³ de gaz selon une étude du département américain de l'énergie en 2004) place la Caspienne au niveau du Qatar et de l'Arabie Saoudite, ce qui, modifie totalement l'aspect géopolitique du lieu et l'outil de puissance qu'il peut devenir pour ses états riverains issus de l'éclatement de l'URSS (Kazakhstan, Azerbaïdjan et Turkménistan) tout en suscitant bien entendu les convoitises des Etats-Unis toujours soucieux d'imprimer leur influence sur les zones à fort potentiel énergétique ; d'ailleurs en 1997 dans son livre « le grand échiquier », Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller à la sûreté du président Jimmy Carter, avait écrit : « Une puissance qui domine l'Eurasie contrôlerait les deux tiers des régions les plus avancées et économiquement les plus productives du monde. En Eurasie se concentrent environ les trois quarts des ressources énergétiques connues du monde. »

Cependant, deux problèmes subsistent, le premier concerne le statut juridique de la Caspienne qui n'est toujours pas considérée comme une mer au sens du droit international (affectation de ZEE) mais plutôt



comme un lac à la redistribution des richesses plutôt flou et le second résidant dans son enclavement géographique au milieu de zones montagneuses obligeant nécessairement la traversée de pays tiers pour approvisionner les pays clients potentiels, notamment l'Europe et dans ces pays tiers se trouve un adversaire commun de la Russie et de l'Iran : la Turquie.

En effet, la Turquie à la fois de manière terrestre de par sa position eurasiatique, et maritime par le contrôle qu'elle opère sur les détroits de la Mer Noire depuis 1936, est en mesure d'exercer une influence plus ou moins coercitive sur les projets de construction d'oléoducs et de gazoducs en provenance de Russie, d'Azerbaïdjan et bien entendu d'Iran, malgré l'abandon des projets Southstream et Nabucco (remplacés par le projet « Turkishstream » lancé en 2014 par Vladimir Poutine), mais aussi sur le trafic maritime commercial et militaire transitant par le Bosphore et les Dardanelles.

Toutefois, depuis 2014 et l'embrasement du conflit syrien, les relations entre la Turquie et la Russie se

sont nettement détériorées suite à la politique islamonationaliste du président Erdogan et ses provocations allant jusqu'à la destruction en vol du chasseur SU-24 russe par des F-16 turcs.

Quant à l'Iran, fidèle soutien du président Bachar Al Assad et du régime Alaouite, on connaît depuis longtemps l'animosité entre les deux anciens empires, Perse et Ottoman, notamment sur le plan religieux.

Là encore, lors de l'intervention russe contre les groupes terroristes en Syrie, la mer Caspienne a revêtu un intérêt stratégique tout particulier puisque il a permis à la flotte de tirer 26 missiles de croisière de type 3M14 en direction de la Syrie depuis la frégate Daghestan et les corvettes Grad Sviajsk, Ouglitch et Veliki Oustioug.

Vers un partenariat stratégique pour la construction d'un canal ?

Pour toutes ces raisons (smart power des Etats-Unis, conflits et menaces avec la Turquie), mais aussi influence de la Chine de plus en plus attirée par les

ressources énergétiques du Caucase, pourrions-nous assister, non pas à une alliance entre la Russie et l'Iran mais à un véritable partenariat stratégique ?

Depuis la levée partielle des sanctions internationales à l'encontre de l'Iran en 2015, le Monde redécouvre un pays en fort devenir, riche de 80 millions d'habitants, jeunes et au taux d'éducation élevé et qui a su, malgré les sanctions, conserver une industrie performante et consacrer 4 % de son PIB à la recherche, qui lui pointe à la 27^{ème} place mondiale entre la Belgique et la Norvège.

A ce titre, Vladimir Poutine a autorisé pour avril 2016 la livraison des systèmes de défense anti-aérienne S300 après 5 années de blocage ouvrant ainsi la porte à de plus grands partenariats commerciaux

entre les deux pays, car le volume d'échange d'un montant d'environ 1 milliard de dollars en 2014 est relativement faible au regard des 3 milliards allemands et des 50 milliards...chinois !

Nul doute que l'Iran, grâce au nouvel essor économique promis par la levée des sanctions ne va pas vouloir rester la puissance régionale qu'il est, mais bien devenir une grande puissance économique, militaire et diplomatique notamment au Moyen-Orient en faisant face à la fois à la Turquie et à l'Arabie Saoudite.

Avec de telles ambitions, légitimes au regard de l'histoire Perse, on ne peut envisager le terme d'alliance avec la Russie, mais plutôt de partenariat « gagnant – gagnant » et le cas précis de la mer Caspienne peut en être un bon exemple.

En ce sens, le projet (ancien) de construction d'un double canal reliant la mer Caspienne au golfe persique, une sorte de « Canal de Suez perse » serait une excellente opportunité de collaboration

entre les deux pays.

Le projet, approuvé par l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad en 2012 avait été évalué à coût d'environ 7 milliards de dollars. Il permettrait aux navires de commerce mais aussi à la flotte militaire russe un accès direct à l'Océan Indien en s'affranchissant des détroits de la Mer Noire et aussi du Canal de Suez laissant ainsi une plus grande marge de manœuvre stratégique tout en bénéficiant aux autres pays riverains totalement enclavés et dont les seules rives maritimes sont en Caspienne. Du



côté iranien, on vante quelques 2 millions d'emplois qui pourraient être créés ainsi qu'un usage des eaux pour l'irrigation de l'Iran oriental victime d'une violente sécheresse depuis des années, et ce

projet titanesque est perçu comme un véritable poumon économique.

Bien entendu, les écueils sont nombreux, à commencer par le financement, sachant que les banques internationales et surtout occidentales risquent toujours des sanctions à investir en Iran et que l'usage du Dollars y est prohibé par les Etats-Unis, qui d'ailleurs, tout comme la Turquie, sont opposés à ce projet. Viennent ensuite les problématiques techniques de creusement d'un ouvrage en zone montagneuse, aride et sismique et les risques écologiques.

En tout état de cause, la Russie possède aujourd'hui les compétences et les capacités à financer un tel projet sur une décennie, à elle de saisir cette opportunité faute de quoi d'autres pays et plus particulièrement la Chine à la recherche d'une nouvelle « route de la soie » pourraient s'en charger.

P.G.

Comment la permaculture peut-elle s'inscrire dans le projet social des Républiques populaires du Donbass ?



Christelle Néant



Avant de rentrer dans le vif du sujet, il nous faut tout d'abord définir ce qu'est la permaculture. La permaculture vient de la contraction de deux mots : « *Permanent* » et « *Culture* » (culture permanente en français). Ce mot et les concepts associés sont apparus en 1978. Il s'agit d'une méthode de conception de systèmes durables qui englobe un grand nombre d'aspects de notre vie quotidienne, allant de la production de nourriture, à la production d'énergie, en passant par la construction, l'éducation, l'économie, la gestion de la communauté (c'est-à-dire la vie politique), mais aussi la gestion de l'eau, des déchets, et la santé. Cette méthode peut s'appliquer à l'échelle d'une maison/ferme, mais aussi à l'échelle d'un village, d'une région, ou d'un pays.

La permaculture s'articule autour de trois principes éthiques simples :

1. *Prendre soin de la terre (et de la nature par extension)*
2. *Prendre soin des gens*
3. *Partager les surplus*

Tous les principes de la permaculture découlent de ces trois éthiques :

1. Observer et interagir

Avant tout il faut bien observer comment fonctionne le système que l'on veut modifier, qu'il s'agisse d'un jardin potager, d'un village, ou d'une région, il faut comprendre toutes les interactions pour être sûr de ne pas prendre une mauvaise décision, comme, par exemple, cultiver des plantes craignant le gel dans une zone où l'hiver est très froid.

2. Un élément assure plusieurs fonctions

Une haie coupe le vent, fournit de l'ombre bénéfique à d'autres plantes et peut aussi fournir des fruits consommables par les hommes ou les poules par exemple.

3. Une fonction doit être remplie par plusieurs éléments

Les besoins basiques : eau, nourriture, énergie, doivent être produit par deux ou plusieurs moyens, ainsi si un casse ou ne fonctionne plus un autre prend le relais.





4. Favoriser la diversité

En cultivant plusieurs plantes différentes côte à côte, par exemple, certaines fourniront de l'engrais naturel, d'autres peuvent chasser les nuisibles. Les systèmes diversifiés souffrent moins des maladies et des parasites que les systèmes où on ne cultive qu'une seule plante.

5. Recycler, stocker et optimiser l'énergie

En construisant une habitation ayant besoin de peu d'énergie pour être chauffée et éclairée, en réutilisant la chaleur du système permettant de cuisiner pour chauffer l'eau servant à la toilette, en recyclant les déchets de cuisine pour faire du compost etc.

6. Privilégier les petits systèmes intensifs

Par exemple, en travaillant sur de petites surfaces ne nécessitant pas de machine et donc consommant moins d'énergie, on utilise des systèmes de production d'énergie renouvelable à l'échelle de la maison ou de l'immeuble, plus efficaces que les gros systèmes.

7. Aller dans le sens de la nature et non contre elle

Aller contre la nature consomme beaucoup d'énergie, il vaut donc mieux aller au maximum dans son sens,

pour économiser l'énergie. Par exemple, au lieu d'empêcher les plantes d'un terrain d'évoluer naturellement vers le stade forêt (qui est plus stable et procure beaucoup d'avantages pour les cultures et les élevages) on va au contraire planter des arbres





pour accélérer ce processus. Ou dans le domaine éducatif, utiliser la curiosité naturelle des enfants pour les pousser à s'intéresser aux différentes matières scolaires.

8. Utiliser les ressources biologiques

Par exemple, utiliser des canards pour lutter contre les limaces, ou les poules pour débarrasser les moutons de leurs parasites.

9. Placer les différents éléments en fonction des autres, et faire en sorte que les déchets ou

productions des uns correspondent aux besoins des autres

Par exemple, en couplant une serre au poulailler, et un champ de céréales à côté, les poules aèrent le sol du champ en le grattant, fournissent de l'engrais avec leurs fientes, et produisent de la chaleur la nuit pour la serre, la serre chauffe le poulailler de jour, et produit des légumes dont les restes alimenteront le compost qui ira dans le champ comme engrais, dont les céréales nourriront les poules.

10. Utiliser et valoriser l'effet de bordure

Par exemple, en cultivant entre une mare et une forêt, la zone de bordure bénéficie du microclimat, de l'hydratation et de la lumière fournie par l'eau et de la matière organique et de l'abri offert par la forêt, profitant des avantages des deux zones qui sont en contact, ce qui permet de produire plus.

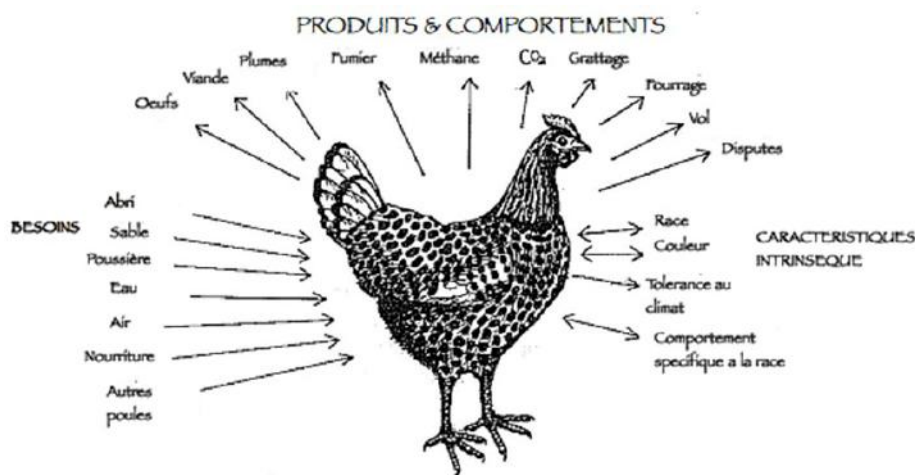
11. Planifier l'efficacité énergétique

Par exemple, éviter de mettre le poulailler loin de la maison alors qu'on doit s'y rendre tous les jours, de manière générale faire en sorte d'avoir à fournir le moins d'efforts ou de dépenses énergétiques pour un maximum de résultat.

12. Avoir une attitude et un comportement « positifs »

Considérer que le problème est la solution, tout



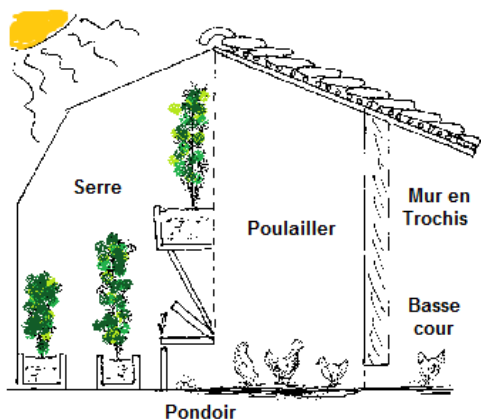


déchets est une ressource, etc. Par exemple, si on a un stock de vieux pneus (déchets), on peut les utiliser pour faire des tours où cultiver des pommes de terre. Si on en a beaucoup on peut même construire une maison avec.

Ces éthiques et ces principes sont universels et peuvent s'appliquer à presque tous les éléments de notre vie. Ensuite selon l'endroit, les ressources disponibles, le climat, le type de sol, etc, ces principes sont appliqués à des techniques d'agriculture, de production d'énergie, de construction etc qui varieront d'un endroit à un autre.

Le but de la permaculture est de créer des systèmes résilients, les plus autonomes possibles, et surtout avec un fonctionnement soutenable sur la durée. C'est-à-dire un système dont le fonctionnement et le développement sont réellement durables, en utilisant au maximum les ressources disponibles sur place.

Si on regarde à présent le Donbass et les Républiques populaires de Donetsk (RPD) et Lougansk (RPL), on voit clairement que la permaculture pourrait être un formidable outil leur permettant d'améliorer leur résilience et leur autonomie, aussi bien alimentaire, qu'énergétique,



par exemple, avec peu de moyens. En effet, en privilégiant les ressources disponibles sur place, en favorisant le recyclage et

l'optimisation énergétique, il suffirait de peu de moyens investis pour parvenir à un résultat tangible. La majeure partie travail à fournir et des moyens à investir se situent au départ, lors de la phase d'analyse, de conception puis de modification du lieu ou des systèmes (en économisant au maximum les matières premières et les moyens financiers nécessaires). Ensuite les systèmes sont justement conçus

pour fonctionner avec le moins d'efforts/de moyens/de travail possible. Les deux républiques pourraient donc parfaitement, à peu de frais, se lancer dans un tel projet malgré la guerre et le blocus économique imposé par Kiev.

De plus les aspects hors agriculture, construction et gestion énergétique s'intègrent parfaitement dans le projet social de la RPD et de la RPL, puisque la permaculture a pour but d'assurer le bien-être des gens, la protection de l'environnement, une vraie démocratie participative (c'est-à-dire une gestion de la communauté assurée par le peuple pour le peuple), un système économique et financier viable qui ne soit pas destiné qu'à l'enrichissement de quelques uns aux dépens des autres, un système de soins accessibles à tous, un système éducatif de bonne qualité et accessible à tous, l'accès à la culture, etc.

En se lançant dans un tel projet, le Donbass pourrait non seulement améliorer son autonomie et sa résilience (qui sont indispensables en situation de guerre), mais aussi devenir un exemple grandeur nature prouvant qu'un autre système que celui qui nous a été imposé (le capitalisme débridé qui détruit tout, nations, hommes et nature, sur son passage) est possible. Les Républiques populaires ont déjà montré par leur révolte contre la junte de Kiev qu'un autre chemin que celui de la soumission au système établi était possible. Le développement d'un projet social, agricole, et énergétique basé sur la permaculture, ferait de nouveau des deux jeunes Républiques des pionnières montrant la voie à suivre pour les autres pays.

C.N.

La division de la Waffen SS «Galicie»

Quand l'Ukraine renoue avec les heures
sombres de son histoire

par François MAURICE



On peut être surpris de la lecture paradoxale de l'histoire faite par les médias occidentaux. Ainsi cette presse, notamment française, toujours si enclin à trouver le fasciste en tout citoyen de la droite nationale et populaire se veut bien silencieuse face aux milices néo-nazies qui sévissent ouvertement en Ukraine.

La France n'a bien sûr pas de leçon de morale à donner sur le passé collaborationniste de l'Ukraine car la Division SS « Charlemagne » demeure, en France, le pendant de la division SS ukrainienne « Galicie ». Mais autant il paraît aujourd'hui légitime de s'alarmer de la résurgence de groupuscules néo-nazis dans plusieurs pays d'Europe, autant le silence fait sur les milices ukrainiennes qui assassinent dans le Donbass est consternant.

Pourtant cette montée extrémiste n'est pas nouvelle puisqu'en 2009 différents événements auraient dû inquiéter l'Union Européenne et les médias occidentaux. Ainsi, le 28 avril 2009, la principale formation néofasciste locale, « Svoboda » (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, faisait installer à Lviv (Lwow), capitale de la Galicie en Ukraine occidentale,

de grands panneaux publicitaires en l'honneur de la division Waffen SS « Galizien » (Halitchina, en ukrainien)¹.

Aujourd'hui, ces milices demandent la réhabilitation des « Héros » de la Division SS « Galicie » arguant le fait que ces hommes ont, durant la guerre 41-45 en Ukraine, participé à la « résistance nationale »...

La Division de la Waffen SS « Galicie »

L'idée de créer des troupes SS slaves pour combattre l'URSS avait germé, chez les militaires allemands et dans l'entourage de Rosenberg, ministre nazi chargé des Territoires de l'Est après l'Opération Barberousse. Mais Hitler et son entourage rejeta cette proposition : il n'était pas question de former de grandes unités indépendantes composées majoritairement d'untermenschen slaves.

Début 1943, tandis que les Allemands et leurs alliés se font balayer à Stalingrad, le SS-Brig.Fhr Dr Otto Wächter, alors gouverneur de la Galicie propose à Heinrich Himmler de créer une nouvelle division de la Waffen SS constituée avec des volontaires ukrainiens.



Cérémonie de la création de la 14eme division « Galicie » de la Waffen SS a Lviv



Wächter, qui se trouve à Lviv depuis 1941, est connu pour ses sympathies envers les Ukrainiens.

Il n'est donc pas surprenant de le voir prendre l'initiative de former une grande unité qui serait levée avec des Galiciens, anciens citoyens de l'Autriche-Hongrie, catholiques et plus « occidentalisés » que les Ukrainiens de l'est.

Le thème choisi pour le recrutement est très simple : la lutte sans pitié contre le Bolchevisme et le judaïsme politique.

Les nécessités militaires l'emportent sur les exigences raciales alors en vigueur à la Waffen SS et Himmler, malgré sa haine envers les Slaves, Himmler ne peut qu'accepter.

Le 28 avril 1943, Wächter rend le projet public. La nouvelle unité est baptisée « SS-Freiwilligen-Division « Galizien », nom impropre étant donné le caractère plus ukrainien que galicien de la division.

Parmi les ukrainiens, les avis sont partagés : les Nationalistes de Bandera, chef de l'organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Pensent que les Ukrainiens ne feront que servir de chair à canon et s'opposent à ce projet.

Du côté des collaborateurs, en revanche, on est enthousiaste. Le chef du Comité Central Ukrainien du

Gouvernement Général (Pologne), le professeur Volodymyr Kubiiovych se trouve en effet mêlé au projet depuis qu'il a proposé, le 8 mars 1943, au Gouverneur-Général Hans Frank, de lever une force armée ukrainienne pour combattre les communistes.

Le recrutement commence dès le 1er mai. Les soldats doivent mesurer au moins 1,65 m et avoir de 18 à 35 ans. De nombreux volontaires se présentent. Comme toujours, on y trouve de tout : des aventuriers, des gens qui pensent échapper à leurs conditions de vie, des volontaires qui croient intégrer une nouvelle Légion Ukrainienne identique à celle (les Sichovi Striltsi) qui avait combattu contre les Russes dans l'Armée austro-hongroise au cours du premier conflit mondial et des adhérents au gouvernement en exil de l'UNR. Le 4, le professeur Volodymyr Kubiiovych s'adresse à la population ukrainienne et lui demande de fournir massivement des volontaires à la division.

Dès le 8 mai 1943, 32.000 hommes se sont portés volontaires ! Le 3 juillet 1943, Gottlob Berger annonce que le total de volontaires est monté à 80.000. Mais seuls 13.245 hommes sont finalement retenus pour la division sur les 30.000 qui ont été acceptés.

La plus grande partie des volontaires provient des



Création de la SS-Freiwilligen –Division « Galizien »

des villes d'Ukraine occidentale (Ivano-Frankivsk, Ternopil et Lvov en particulier). Le 22 octobre, la division est rebaptisée 14. Galizische SS-Freiwilligen-Infanterie-Division.

Ces jeunes engagés sont principalement des étudiants et d'anciens dirigeants des formations



Des Ukrainiennes rendent hommage aux dignitaires nazis et aux volontaires ukrainiens



Affiches de propagande pour la division SS Ukrainienne

militaires de la Première Guerre mondiale, qui s'estiment sans lien avec la Russie ou la Pologne. Tous voient en la « Galizien » une base potentielle pour la future armée ukrainienne qui, après la guerre, pourrait jouer un rôle décisif dans la formation d'un État ukrainien indépendant.

La bataille sanglante de Brody

Après une formation en Prusse orientale et en Silésie, la division est envoyée sur le front au début de l'année 1944. Malgré son manque d'expérience, elle est bien équipée et a subi un entraînement intensif. La division se compose de trois régiments d'infanterie, d'un d'artillerie et d'un régiment de réserve à l'entraînement. Les unités adjointes consistent en trois bataillons de fusiliers, des troupes du génie, des services de communication et de DCA ainsi qu'un hôpital de campagne.

A la mi-février 1944, la grande unité reçoit l'ordre de





mettre sur pied un groupement de combat de circonstance, la SS-Kampfgruppe 'Beyersdorff', chargé de lutter contre les partisans du secteur de Zamość, dans le sud-est de la Pologne. Deux groupes de combat sont formés.

Après la période des actions contre les partisans, les divisions se livrent à des crimes de guerre. Le plus connu est la destruction du village polonais de Huta Pieniacka, où le 28 février 1944, selon diverses estimations, de 800 à 1000 habitants innocents perdirent la vie.

Le 11 mars 1944, les SS ukrainiens commettent un nouveau massacre à Pidkamin, 2000 personnes, dont la majorité étaient des femmes et des enfants, ont été massacrés par la division SS et l'armée nationaliste ukrainienne (UNA dirigée par Bandera). Un autre massacre contre des civils polonais a eu lieu à Palikrowy entre le 12 et 16 mars, 365 polonais ont été tués.

Prise dans la tourmente de l'offensive d'été soviétique déclenchée le 22 juin 1944 et qui balaie tout sur son passage, les SS ukrainiens combattent en juillet dans la poche de Brody. Les Soviétiques concentrent leurs forces et les attaquent le 19 juillet. Les Ukrainiens opposent une résistance farouche, et la ville de Pidhirtsy change plusieurs fois de mains avant de voir les SS submergés sous le nombre. Russes et Ukrainiens ne se font pas de quartiers : les SS savent qu'ils seront exécutés s'ils tombent aux mains de l'ennemi.

Le 23, la bataille de Brody est terminée. Sur un total de 11.000 Ukrainiens en ligne avant le 14 juillet, seuls 3000 SS ont réussi à rejoindre les lignes allemandes dans les Carpates, 7000 ont été tués ou blessés et plus de 1000 sont portés disparus.

La division SS est rapatriée en Allemagne, à

Neuhammer (Silésie), pour y être reconstituée.

Le 29 août 1944, une rébellion initiée par le ministre slovaque de la défense, le général Catlos, et menée par une partie de l'armée et par des partisans communistes, éclate dans la partie occidentale de la Slovaquie.

Les insurgés, au nombre de 25.000 environ, sont aidés par quelques superviseurs soviétiques.

Les Allemands réagissent rapidement et expédient plusieurs groupes de combat (appelés Kampfgruppen Wildener et Kampfgruppen Wittenmeyer) dont la division « Galizien ». Au côté de la garde locale, (Hlinkova garda), engagent les combats contre les partisans slovaques, réfugiés dans les montagnes. Les SS ukrainiens éprouvent les pires difficultés à combattre les insurgés slovaques mais ils arrivent cependant à leurs fins aux termes de combats compliqués. Aussi, les dirigeants allemands font un geste peu coûteux en faveur des Ukrainiens en rebaptisant la division qui devient la 14.Waffen-



Grenadier-Division der SS (Ukrainische Nr 1) le 12 novembre 1944. Mais les Allemands font l'erreur de vouloir rattacher les troupes ukrainiennes à l'armée de Vlassov ; le général Vlassov est en effet un Russe nationaliste peu enclin à accorder une quelconque autonomie, et encore moins l'indépendance, à l'Ukraine.

La division est envoyée début octobre 1944 en Slovaquie pour réduire le soulèvement qui s'y est produit. Fin janvier 1945, elle est déplacée en Slovénie pour y combattre les partisans de Tito tout en y maintenant des relations amicales avec la guérilla anti-communiste serbe des Tchetnik.

Combats en Slovénie

En 1945, au cours de la seconde quinzaine du mois de mars, la division réussit à encercler d'importantes troupes titistes dans le secteur de Kozjak, en Slovénie. Mais le 20 mars, alors que le succès semble acquis, elle reçoit l'ordre de céder ses armes et tout son équipement à la 10.Fallschirmjäger-Division qui est alors en cours de constitution ! Cet ordre émane d'Adolf Hitler qui vient de s'apercevoir que la division ukrainienne est mieux équipée et plus fournie en matériel que n'importe quelle unité



Le 17 mai 1944, Heinrich Himmler vient assister à des entraînements des SS Ukrainiens

allemande. Fou de rage, le Führer a décidé de désarmer les Ukrainiens. Cet ordre semble dramatique pour les SS Ukrainiens car les Russes sont à seulement 40 km des positions tenues par la division. Le 21, Fritz Freitag gagne le QG d'Heinrich Himmler à Salzburg pour tenter de faire annuler cet ordre qui condamne sa division à un anéantissement certain. Les négociations traînent en longueur. Pendant ce temps, les Soviétiques progressent dangereusement en direction de Marburg et de Graz en Autriche. La division ukrainienne est chargée de défendre Marburg coûte que coûte. Le 28, l'ordre du Führer est finalement annulé. Le 30 mars, la division est renforcée par des volontaires hongrois et se prépare à son dernier grand combat pour le Reich.

Le dernier combat des SS ukrainiens

Le 1er avril 1945, les derniers volontaires ukrainiens se préparent à se lancer dans leur dernier grand assaut contre l'Armée Rouge. Leur objectif est d'enrayer l'avancée des Soviétiques qui entrent en Autriche en essayant de reprendre la petite ville de Bad Gleichenberg, la plupart savent qu'il s'agit d'une mission suicide et perdue d'avance.

Les SS Ukrainiens arrivent à prendre le château de Gleichenberg mais son assaut sur la ville est partiellement repoussé par les Soviétiques. Ces derniers réagissent vigoureusement. La bataille pour prendre la ville devient féroce et les pertes deviennent très lourdes dans chaque camp. Les combats deviennent statiques et se font au corps à corps et à la grenade.

Le 15 avril, les Soviétiques attaquent une nouvelle fois à l'aide de nouvelles unités fraîchement arrivées pour en finir avec la résistance Ukrainienne. Le centre des combats se déroule au niveau du château de Gleichenberg. Les Ukrainiens sont pratiquement à court de munitions et n'ont plus aucun soutien de l'artillerie.

Se sachant condamnés, les SS ukrainiens fuient vers l'Ouest mais ils seront rattrapés par l'aviation soviétique et subiront leurs dernières pertes sous le feu des avions russes.

Les derniers SS de la division ukrainienne déposent les armes le 12 mai près de Radstadt. Pour éviter d'être livrés aux Soviétiques, les Ukrainiens prétendent être des Galiciens, donc des Polonais ! Ils sont alors internés au camp de Rimini, en Italie où ils reçoivent



Fritz Freitag,
dernier commandant des SS Ukrainiens

le secours de l'archevêque Ivan Buchko, prélat ukrainien au Vatican, qui va intercéder en leur faveur auprès du pape Pie XII.

Une enquête est toutefois ouverte et dirigée par la commission canadienne pour les crimes de guerre.



Pendant toute la durée des travaux de la commission, se manifeste une campagne active des diasporas baltes et ukrainiennes, dont les représentants exigent que ne soient pas examinées les preuves présentées par les pays occidentaux d'Europe et par l'URSS. Après avoir siégé près de 2 ans, la commission canadienne pour les crimes de guerre, accepte formellement l'absence de responsabilité collective pour les crimes de guerre de la division « Galicie ». Dans le compte-rendu officiel de la commission, les membres de la « SS Galicie » sont mentionnés comme des « réfugiés ayant été victimes de la propagande communiste » ; quant à la raison de leur entrée volontaire dans les rangs des SS, elle est renseignée comme étant une « haine à l'égard de la tyrannie communiste ».

Ceux-ci sont finalement relâchés et reçoivent l'autorisation d'émigrer aux États-Unis et dans les pays du Commonwealth. Une grande partie des membres de la division choisit l'exil au Canada, où réside une importante communauté ukrainienne. Dans son rapport établi en 1986, la commission canadienne de recherche sur les criminels de guerre

affirme que « leur comportement (celui des anciens Waffen SS) depuis qu'ils sont venus dans ce pays a été bon et ils n'ont jamais indiqué de quelque façon que ce soit qu'ils avaient été infectés par l'idéologie nazie [...] Il semble qu'ils avaient été volontaires pour se battre contre l'Armée rouge pour des raisons nationalistes qui ont connu une forte impulsion provoquée le comportement des autorités soviétiques durant l'occupation de la partie occidentale de l'Ukraine après la signature du pacte Germano-Soviétique ». La même commission d'enquête affirme dans ce rapport final de 1986 que les accusations de crimes de guerre commises par la 14e division SS n'ont jamais été prouvées.

Etrange complaisance de cette commission canadienne qui ne semble pas vouloir se référer aux susdites interventions de la Division SS Galicie en Slovénie et Slovaquie dans le cadre d'opérations de lutte contre les partisans locaux pour lesquelles les divisions de la Waffen SS sont intervenues de manière systématique. Ces actions de la Division SS Galicie contre des résistants d'autres pays luttant sur leurs territoires nationaux contre les occupants nazis



Lviv 2009 - Des panneaux publicitaires rendent hommage aux vétérans de la division SS « Galicie » ayant combattu au côté de l'Allemagne hitlérienne. Ses panneaux publicitaires portent l'inscription : « Division ukrainienne Galicie. Ils ont défendus l'Ukraine. »



27 avril 2013 - Lviv (Ouest de l'Ukraine)



Les adeptes de la SS galicienne, réhabilitée de nos jours en Ukraine occidentale, réclament une reconnaissance officielle de leurs « mérites ». Chaque 28 avril est désormais l'occasion de raviver la flamme de leur souvenir nostalgique. Aux Etats-Unis et au Canada, la mémoire de ces ex-combattants nazis galiciens est toujours honorée au sein de la diaspora ukrainienne. Cette dernière est notamment formée d'anciens de la division SS galicienne qui combattit « héroïquement » (sic) l'Armée rouge et les partisans communistes en Slovaquie et en Slovénie. On ne peut donc s'étonner de la complaisance, pour ne pas dire le soutien, des Etats-Unis envers les milices ukrainiennes.

F.M.

ne peuvent donc évidemment pas être imputées à des « raisons nationalistes » ukrainiennes.

Par ailleurs, « l'Institut polonais de la mémoire » estime quant à lui, via une analyse publiée le 18 novembre 2003, que ce sont bien des hommes du 4^e régiment de la division Galicie qui ont commis le massacre, et ce sur la base de documents exhumés en 1999, soit après l'enquête canadienne. Il semble donc évident que le Canada a tout intérêt à minimiser les massacres commis par ses désormais citoyens canadiens...

¹Le gouvernement ukrainien, par la voix de son ministre de l'Intérieur de l'époque, avait estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative.

Sources pour cet article :

Ligne de Front HS « Les Légions Maudites » 2012
Dictionnaire de la Waffen SS III – Heimdal 2014
« 14^{ème} Division SS Galicie » par Roger Cousin 2014

Le gouvernement ukrainien, par la voix de son ministre de l'Intérieur de l'époque, avait estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative.

Le nationalisme ukrainien



Pascal Tran-Huu



« **Notre âme ne peut pas mourir, La liberté ne meurt jamais.** » (Taras Chevtchenko¹, poète ukrainien)

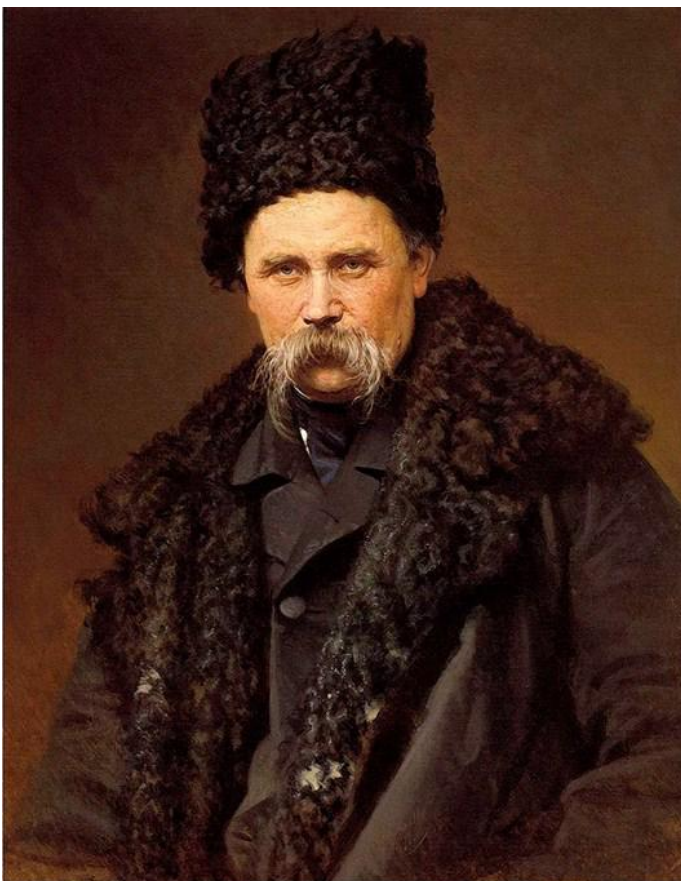
Du point de vue linguistique, une langue représente la totalité des dialectes qui subissent les mêmes événements linguistiques (changements ou innovations linguistiques). Le prince Nikolai Troubetzkoï² a démontré que, de ce point de vue, on peut parler d'une unité linguistique du slave commun jusqu'au XIV^e siècle, car, jusqu'à cette époque, des phénomènes linguistiques communs influent sur les « parlés » des gens qui peuplent une certaine zone géographique dont la répartition fait encore débat en

ce début de XXI^e siècle.

Il y a, au X^e siècle, un certain paradoxe car il y a à cette époque déjà différentes langues slaves, et il ne s'agit pas seulement de dialectes du slave commun. Cela signifie que, quoique la langue slave commune existe encore, on trouve dans son aire de diffusion non seulement des dialectes, mais également des langues, avec des frontières linguistiques relativement fermées.

A ce propos, le passionné pourra toujours se référer aux travaux d'Antoine Meillet³ et notamment à son article, paru dans la « Revue des études slaves⁴ », « *Les origines du vocabulaire slave : I. — Le problème de l'unité balto-slave* »

Ces dialectes ont subi à leur tour des événements linguistiques qui n'ont pas influencé les autres zones linguistiques. C'est pourquoi, aujourd'hui, le promeneur trouvera des similitudes fortes entre le biélorusse, l'ukrainien, le russe et autres langues parlées dans ces contrées. En Europe occidentale, il n'y a pas eu de situation identique : la désintégration de l'unité, que ce soit la chute de l'Empire romain ou le partage de l'Empire de Charlemagne qui en soit l'origine, coïncidait avec la formation de nouvelles zones linguistiques... Or une langue permet, non seulement, de communiquer mais, également, de forger une part de la culture commune et, donc, du temps de la « Rous' » on peut parler d'un espace culturel commun pour les Ukrainiens, les Biélorusses et les Russes, et ce, au moment où un espace culturel national ukrainien existait de façon autonome. Si les Serbes, les Croates, les Tchèques et les autres peuples slaves existaient déjà à l'époque de l'unité slave et se sont conservés en assimilant d'autres petits peuples, les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses formaient encore une seule entité à cette époque-là. Avant le XVII^e siècle, le mot « Ukraine » signifiait avant tout une zone étroite, de cent à trois



Taras Chevtchenko

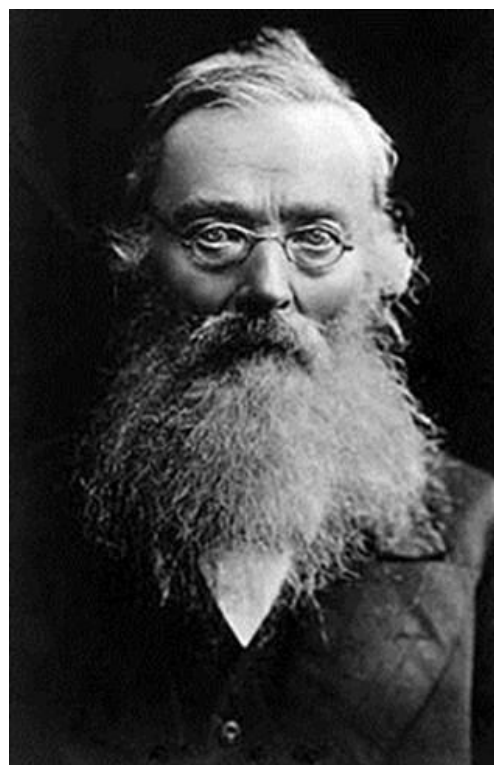
cents km de largeur, qui séparait la forêt-steppe au nord des régions méridionales des steppes et des forêts-steppes. C'était un territoire de colonisation agricole et si, dans certaines régions, les Ukrainiens disent « nous sommes des Russes », cela ne signifie pas du tout une identification avec les Grand-Russes ethniques. Le terme Rous désignait, à l'époque de la Rous kiévienne, deux réalités : la Rous proprement dite⁵, c'est-à-dire les territoires de Kiev et de Tchernigov, et « toute la Rous », c'est-à-dire tous les territoires qui dépendaient du pouvoir des princes de Kiev, même si ce pouvoir n'était parfois que nominal. La Rous d'origine a disparu, avec les invasions mongoles du XIII^e siècle, pour donner naissance à la Moscovie⁶ devenue, depuis, la Russie.

La revendication d'une Ukraine « ukrainienne » tire ses racines de la confusion due à la Révolution française qui se répand dans tous les pays de culture européenne. Avant la Révolution française, la nation est une notion relativement vague, mal définie, peu différente de celle de peuple. Après la Révolution, en France, elle signifie à la fois l'expression politique du peuple et la notion d'Etat. Le nationalisme, qui tend à faire correspondre des entités politiques spécifiques avec des peuples déterminés, se développe rapidement durant la première moitié du XIX^e siècle. La prise de conscience politique des classes populaires au début du XIX^e siècle est alors l'une des causes des soulèvements de 1848 en Europe où souvent nationalisme et libéralisme et même socialisme seront mêlés. En Russie, ce « Printemps des Peuples⁷ » se traduira par des réformes avec, par exemple, la possibilité pour les serfs le droit d'acquérir des immeubles et des terres, à condition que leurs maîtres soient d'accord et que les terres ne soient pas peuplées puis l'abolition du servage en 1861⁸.

Le terreau de 1848 avait été préparé, il est vrai, par les mouvements de romantisme culturel, qui traversent toute l'Europe au début du XIX^e siècle, se traduisant, entre autres, par un retour vers un passé idéalisé : on redécouvre les racines culturelles et linguistiques des différents peuples européens, notamment le patrimoine médiéval au détriment de l'antiquité. Viollet-le-Duc⁹ ou Michelet¹⁰ sont, en France, l'exemple de « Romantique » qui ont marqué tout un peuple.

A la même époque, à Kiev, des intellectuels ont

cherché à définir un caractère spécifique à la nation ukrainienne : une nation paysanne possédant sa propre histoire. Ainsi, un Collectif secret dirigé par **Nicolai Kostomarov**, rédigea, en 1847, un petit opuscule qui explique ce



qu'et la Nation ukrainienne : « Le Livre de la Genèse du Peuple Ukrainien¹¹ » dont je tire les extraits suivants :

« 72. Et l'Ukraine n'aimait ni le tsar ni le pan, elle organisa la Cosaquerie, c'est-à-dire une confrérie véritable, où chacun, en devenant membre, était le frère des autres, qu'il eût été auparavant seigneur ou esclave, pourvu qu'il fût chrétien, et les Cosaques étaient tous égaux entre eux, et les anciens étaient élus à la Rada et devaient être les serviteurs de tous, selon la parole du Christ, et il n'y avait parmi les Cosaques ni pompe seigneuriale ni titre.

(...)

76. Et de jour en jour, la Cosaquerie croissait et multipliait.

Bientôt, en Ukraine, il n'y aurait eu que des Cosaques tous libres et égaux, et l'Ukraine n'aurait eu au-dessus d'elle ni tsar ni seigneur, en dehors du Dieu unique, ce que voyant la Pologne l'aurait imitée et, après elle, tous les autres pays slaves.

(...)

78. Or les pans virent que la Cosaquerie grandissait et que, bientôt, tous les hommes seraient Cosaques, c'est-à-dire libres. Ils interdirent aussitôt à leurs chefs de devenir Cosaques et voulurent frapper le petit peuple comme du bétail de façon qu'il n'y eût chez lui ni sentiment ni raison. Et les seigneurs se mirent à accabler de corvées leurs serfs, ils les livraient aux

Juifs pour subir des tortures telles que n'en avaient connues que les premiers chrétiens : ils les écorchaient vifs, faisaient cuire leurs enfants dans des chaudrons, forçaient les mères à allaiter des chiens.

(...)

83. Alors l'Ukraine se rapprocha de la Moscovie et s'unit à elle, comme un peuple slave à un autre peuple slave, indivisiblement, mais sans se mêler, à l'image des trois hypostases de Dieu, comme un jour s'uniront entre eux tous les peuples slaves.

84. Mais bientôt l'Ukraine vit qu'elle était tombée en esclavage car, dans sa simplicité, elle n'avait pas compris ce qu'était le tsar de Moscou, or le tsar de Moscou n'était qu'une idole et un tortionnaire.

93. Elle n'a pas succombé, car elle n'a voulu connaître ni le tsar ni le noble. Il y avait un tsar, mais il lui était étranger, il y avait des nobles, mais ils lui restèrent étrangers. Et quoique ces avortons fussent de sang ukrainien, cependant ils ne déshonoraient pas de leurs bouches ignobles la langue ukrainienne, et eux-mêmes ne s'appelaient pas ukrainiens, mais un véritable Ukrainien, qu'il soit d'humble extraction ou de race seigneuriale, ne doit aimer ni tsar ni seigneur, mais aimer et avoir présent à la pensée un seul Dieu, Jésus-Christ, Tsar et Seigneur sur le ciel et la terre.

(...)

104. Et l'Ukraine sera une république indépendante dans l'union slave. »

A cet égard, je vous recommande de lire l'article que consacre Catherine B. Clay sur « Le rôle de l'ethnologie universitaire dans le développement d'une nation ukrainienne dans l'empire russe, 1830-1850 » dans lequel elle montre que l'enseignement académique a procédé à l'éveil d'une conscience nationale ukrainienne.

L'homme qui fut le plus important pour le mouvement nationaliste ukrainien fut Taras Chevtchenko¹² (1814-1861). Il étudia à l'Académie d'Art de St Pétersbourg et se consacra plus tard à la poésie. Son poème « Haïdamaky » racontant la révolte des Haïdamakes (paysans et cosaques ukrainiens) en 1867 contre le royaume de Pologne-Lituanie. Chevtchenko était membre du cercle littéraire Cyrille et Méthode, créée

en 1845 par des universitaires kiéviens, et dédié corps et âme à la cause nationale ukrainienne. Les Nationalistes ukrainiens se réfèrent toujours à kozatchchina (la Cosaquerie) et en conservent une vision idéalisée au point que les associations cosaques comptent des millions d'adhérents et sont le symbole visible de l'Ukraine car cette période cosaque, jugée héroïque malgré les pogroms dirigés contre les uniates et les juifs, constitue le mythe fondateur de l'Ukraine. En Russie, Vladimir Poutine tente, également, de faire renaître le mythe cosaque...

Russes et Ukrainiens sont deux amis, qui voyagèrent dans la même voiture, devisant ensemble lors du trajet. A un moment ils sont descendus et sont partis. Chacun de son côté ?

P. T.-H.

¹https://fr.wikipedia.org/wiki/Taras_Chevtchenko

²https://fr.wikipedia.org/wiki/Nikola%C3%AF_Sergue%C3%AFevitch_Troubetsko%C3%AF

³https://fr.wikipedia.org/wiki/Antoine_Meillet

⁴<http://www.persee.fr/collection/slave>

⁵http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/%C3%89tat_de_Kiev/127474

⁶<http://www.histoire.presse.fr/collections/russie/le-triple-heritage-des-princes-de-moscovie-01-07-2009-9007>

⁷https://www.herodote.net/1848_1849-synthese-169.php

⁸https://www.herodote.net/3_mars_1861-evenement-18610303.php

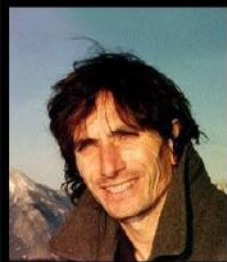
⁹<http://www.inha.fr/fr/ressources/publications/publications-numeriques/dictionnaire-critique-des-historiens-de-l-art/viollet-le-duc-eugene-emmanuel.html>

¹⁰<http://www.universalis.fr/encyclopedie/jules-michelet/>

¹¹<https://clio-texte.clionautes.org/le-nationalisme-ukrainien.html>

¹²<http://www.perspectives-ukrainiennes.org/article-taras-chevtchenko-poete-national-et-guide-spirituel-du-peuple-ukrainien-122907650.html>

Maïdan : les dérives d'une « révolution » anti-russe



Jean GERONIMO



« Je pense que ce sont les Etats-Unis qui ont semé la pagaille. Ils se servent des contradictions, des bras-de-fer, ils interviennent et exacerbent des conflits »

Mikhaïl Gorbatchev,
Moscou, 11 02 2016

Le spectaculaire recul européen du président ukrainien Viktor Ianoukovitch a été, pour Washington, le prétexte de son renversement en vue du contrôle d'un *État stratégique* de l'Eurasie post-communiste. Selon l'affirmation du 24 mai 2016 du chef de la diplomatie russe, S. Lavrov, ce putsch concrétise le « point culminant » de l'offensive géopolitique américaine et, surtout – selon moi –, son vieux rêve obsessionnel de la Guerre froide : le reflux de la puissance russe dans son espace historique. Contrairement à la propagande médiatique visant à formater l'opinion publique internationale, **Ianoukovitch** n'a jamais remis en cause le

rapprochement poursuivi sous sa présidence de l'Ukraine avec l'UE. Il a plutôt cherché à *rééquilibrer* sa position entre l'Europe et la Russie, jusque-là tournée vers le « rêve européen ».

Dans ce but, il a voulu renégocier – de façon maladroite – l'Accord d'association et de libre-échange programmé le 23 11 2013 entre l'UE et l'Ukraine, car guère adapté à la situation désastreuse de son économie, tout en occultant ses liens étroits avec la Russie – qui contrôlait alors le tiers de son capital.

Suite à une prise de conscience tardive et aux alléchantes propositions russes du 17 12 2013 – prêt de 15 milliards de dollars et réduction d'un tiers du prix du gaz – ce brusque revirement a achevé de décrédibiliser le « corrompu » Ianoukovitch, dont Poutine a d'ailleurs regretté la faiblesse. Ainsi est née la « révolution » du Maïdan.

Nous allons donc nous interroger sur la nature de cette « révolution » sanctionnée par l'éviction de V. Ianoukovitch, au lendemain de l'accord (pourtant) *consensuel* du 21 février 2014 entre les acteurs en conflit et dont le respect aurait pu, en définitive, éviter la sanglante guerre civile en cours dans le Sud-est – en dépit des trêves successives, débouchant sur le double accord de Minsk des 5 septembre 2014 et 12 février 2015. En 2016, le **processus de Minsk** a débouché sur un « conflit gelé », ancré dans une trêve fragile et dont l'enjeu final est l'octroi, via une réforme constitutionnelle décentralisatrice, d'une forme d'autonomie aux régions rebelles du Donbass

Un putsch nationaliste fascisant, aiguillé par l'Occident

C'est sur la base de la *violation* de l'accord du 21 février, à la suite d'une douteuse « situation insurrectionnelle » – selon le terme de Jacques Sapir – organisée par des forces obscures sous



bienveillance occidentale, que sera construit le samedi 22 février 2014 le coup d'Etat contre Ianoukovitch. A ce jour, l'ONU – à l'instar du Conseil de l'Europe – dénonce le retard anormal de la justice sur les dérives meurtrières à Kiev et Odessa de ce putsch nationaliste, nourri de l'idéologie de Bandera¹ et précipité par les forces fascistes – voire « carrément nazies », selon J.M. Chauvier. Pour V. Poutine, les auteurs et le scénario de ce putsch sont parfaitement connus aujourd'hui : on sait « combien ils ont été payés, comment ils ont été préparés, sur quels territoires, dans quels pays, (et) qui étaient leurs instructeurs »². Ce putsch sera, après une courte transition politique, la condition permissive du couronnement présidentiel de P. Porochenko le 25 mai 2014, candidat pro-européen le plus apte à défendre les intérêts de l'administration américaine, du grand capital et des oligarques rentiers de l'Ouest ukrainien contre le « danger communiste ». Le rêve européen, sous verrou américain.

A terme, cette inflexion pro-européenne de l'Ukraine sera le catalyseur de son rapprochement avec l'OTAN, véritable relais de la diplomatie américaine, comme l'avait anticipé **Zbigniew Brzezinski** : « L'élargissement de l'Europe et de l'OTAN serviront les objectifs aussi bien à court terme qu'à plus long

terme de la politique américaine »³. Dans cette optique, sous pression américaine, Porochenko construira sa popularité – et sa stratégie – contre la « menace russe ». Le 14 septembre 2015, il confirme que la « menace numéro un est la Russie »⁴ et, par ce biais, justifie son appel à l'OTAN. Structuellement imprégnée depuis la Guerre froide, par la **doctrine Brzezinski**⁵ prônant le reflux de la puissance russe, l'administration américaine peut avancer ses pions – et ses bases – sur l'Echiquier eurasiatique.

L'objectif de Washington en Ukraine est d'empêcher le retour de l'influence russe en Europe et, surtout, de s'opposer à ses velléités de domination – qui, de facto, remettraient en cause son leadership hérité de la lutte anti-communiste. Ce principe de **veille stratégique** sur le continent européen a été souligné par H. Kissinger comme un élément clé de la politique américaine : « Depuis que l'Amérique s'est engagée dans la Première Guerre mondiale, en 1917, sa politique repose sur l'idée qu'il est de son intérêt géopolitique d'empêcher toute puissance potentiellement hostile de dominer l'Europe »⁶. Cette préoccupation stratégique, au cœur de l'analyse de Brzezinski, justifie le maintien d'une atmosphère de Guerre froide réactivant – via une stratégie de désinformation – le mythe de « l'ennemi russe » en Ukraine. Elle explique le soutien américain à l'extension vers l'Est de l'espace néo-libéral européen et son intégration au bloc otanien, contre les intérêts russes. Au final, elle explique la détermination du commandant des forces alliées en Europe, Philip Breedlove, exprimée devant le Congrès américain en février 2016, à « contenir » la Russie et si besoin, à la « vaincre ». Inquiétant.

Elargie à l'ancienne zone soviétique, l'Europe reste donc la chasse gardée de la puissance américaine et la *pièce angulaire* de sa stratégie anti-russe. Avec, en point de mire, le contrôle de l'Ukraine – via un putsch « révolutionnaire ».

Une « révolution » anti-communiste, détournée contre Moscou

L'élimination politique d'un dirigeant pro-russe démocratiquement élu mais gênant, dans la mesure où il rejetait d'une part, la logique ultralibérale de l'Accord d'association et d'autre part, l'emprise excessive de l'austérité européenne sous contrôle du FMI, a été l'objectif fédérateur de la coalition anti-



lanoukovitch. A la base très hétérogène et formée d'opposants nationalistes – issus, en partie, de **courants néo-nazis** –, cette étrange coalition « révolutionnaire » a été *in fine*, soutenue puis aiguillée par les puissances occidentales sous impulsion américaine. « Washington a activement soutenu le Maidan » a déploré Vladimir Poutine, le 16 octobre 2014⁷ – hypothèse confirmée par l'aveu du 31 01 2015 de Barak Obama sur la chaîne CNN. Progressivement, poussée par une force irrésistible, cette curieuse « révolution » national-libérale de l'Euromaïdan s'est radicalisée, avec une chasse aux « ennemis » – russes et communistes – et des dérives politiques débouchant, à partir du 15 avril 2014, sur une terrible répression dans l'Est – avec, le 2 mai 2014, le honteux massacre d'Odessa. Une conséquence ultime de cette évolution a été l'émergence de lois de « décommunisation », conduisant à l'interdiction du Parti communiste ukrainien le 24 juillet 2015 et, par ricochet, à la *sacralisation* des vieux héros nationalistes collaborationnistes liés à la Waffen SS. Troublante révision de l'histoire ukrainienne, favorisant la renaissance d'idéologies nazies portées par de redoutables groupes para-militaires. Choquant.

Tendanciellement, la « révolution » kiévienne s'inscrit dans le prolongement des « révolutions colorées » de nature néo-libérale, ciblant l'espace post-soviétique dans les années 2000 et visant à installer des dirigeants pro-occidentaux proches de Washington, donc facilement manipulables. La généralisation



inconsciente de ce type de stratégie « révolutionnaire » au Moyen-Orient a été dénoncée le 20 décembre 2015 par **Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétariat général de l'ONU** : « (...) les Etats-Unis doivent cesser les opérations secrètes de la CIA visant à renverser

ou à déstabiliser les gouvernements dans différents points du globe. »⁸ Le déroulement du *scénario ukrainien* donne l'impression d'une mécanique politique parfaitement huilée, sous l'œil avisé de l'ambassade américaine – superviseur de la progression « révolutionnaire ».

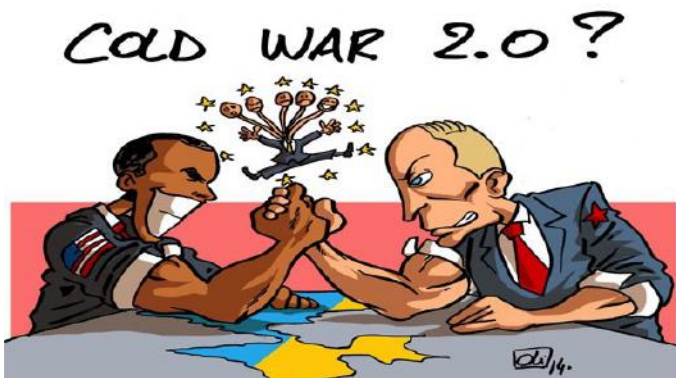
Le rôle des organisations gouvernementales et non gouvernementales étrangères, ainsi que l'ingérence surprenante des dirigeants occidentaux (J. Kerry et C. Ashton) ont été, une fois de plus, décisifs – avec les obscurs *snipers* du Maidan – dans la construction du « point critique » provoquant la déstabilisation du pouvoir et la réussite finale de cette *mise en scène* révolutionnaire. Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que ces snipers sont liés à l'opposition radicale anti-lanoukovitch et ont été intégrés – avec les milices *brunes* – dans la stratégie de déstabilisation du régime pro-russe. Avec, aussi, une pression « démocratique » anti-russe impulsée par le duo NEID-USAID⁹ – vecteur de toutes les « révolutions » post-soviétiques – via un soutien dollarisé à l'opposition ukrainienne et à la propagande occidentale, pour renforcer la « société civile ». En forte hausse, ce soutien est désormais intégré dans le budget américain en vue de financer la stratégie de « dissuasion » de la Russie sur l'espace eurasienn – dépenses quadruplées dans le projet budgétaire de 2017 –, dans le cadre d'un nouveau type de **guerre hybride** centrée sur l'information. Au final, par le *soft power*, il s'agit d'éradiquer les valeurs soviétiques et la menace communiste symbolisée par le « dictateur » Poutine resté, selon la propagande occidentale, un « homo-soviéticus » aspirant à restaurer l'Empire. Délirant.

Catalysée par le scénario ukrainien, la « dramaturgie médiatique occidentale »¹⁰ a fini par imposer le *cliché* d'une Russie prédatrice et impérialiste, ultime ennemi ressurgi de son passé communiste.

L'offensive politique de l'OTAN, en périphérie russe

Dans ce cadre de montée des tensions américano-russes, le retour de la Crimée dans le giron russe peut s'expliquer comme une tentative de Moscou de garder un *avant-poste stratégique* face à l'avancée provocante de l'OTAN dans l'espace post-soviétique, sa proche périphérie définie comme son **glacis sécuritaire**. Autrement dit, la Crimée peut être

considérée comme un « coup stratégique » réalisé par V. Poutine sur l'Echiquier eurasiatique pour y préserver ses positions et défendre ses intérêts nationaux, menacés par l'inflexion anti-russe de la diplomatie européenne. Ce coup *gagnant* a été rendu possible par l'extrême maladresse occidentale à l'origine du putsch nationaliste, offrant l'opportunité au président russe – via le référendum du 16 mars 2014 – de reprendre la Crimée et, par ce biais, effacer « l'erreur historique » de Khrouchtchev en 1954.



Pour Poutine, il ne fait aucun doute que l'OTAN sous verrou américain reste fidèle à son vieil objectif de la Guerre froide de renforcer sa supériorité militaire pour infléchir *l'équilibre stratégique* en Eurasie. Dans le but de justifier cet objectif et « donner sens » à son existence, l'OTAN s'est trouvé en Ukraine un « ennemi » a affirmé S. Lavrov¹¹, le 14 avril 2016. Pour certains Etats de l'ancien bloc soviétique, l'OTAN serait devenue, selon H.C. d'Encausse, « (...) une alliance destinée à les protéger de la Russie, suspectée d'ambitions néo-impériales »¹². Cela explique, sans doute, l'extension considérable des installations de l'Alliance dans la périphérie européenne de la Russie qui serait, selon Washington, justifiée par son « ingérence » en Ukraine. Pourtant, l'avertissement du Kremlin, lancé le 23 septembre 2015 par son porte-parole Dmitri Peskov est clair : « Toute avancée de l'Alliance vers nos frontières nous contraindra à adopter des contre-mesures pour assurer notre sécurité nationale »¹³. La Russie, sur la défensive.

Le 20 mai 2015, cette forme de **paranoïa anti-russe**, médiatiquement entretenue par la désinformation – information partielle ou mensongère –, a été illustrée par le discours alarmiste du chef du Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien, Alexandre

Tourtchinov : « La menace pour le monde qui émane aujourd'hui de la Russie demande une réaction adéquate et des actions fortes »¹⁴. Cette demande semble avoir été entendue puisque, le 23 juin 2015, le ministre de la défense américain, A. Carter, a confirmé l'installation « temporaire » d'armes lourdes en Europe centrale et orientale, en réponse aux « provocations russes »¹⁵ – en violation de l'Acte fondateur OTAN-Russie, signé le 27 mai 1997. Début février 2016, Carter a annoncé la multiplication par 4 de l'aide américaine à ses alliés européens en 2017, suite à « l'agression russe en Europe de l'Est ». Pour H. Kissinger, l'OTAN garde sa fonction historique anti-russe, centrée sur la protection de l'Europe : une « police d'assurance contre un nouvel impérialisme russe »¹⁶. Aujourd'hui, les dépenses militaires de l'OTAN (800 milliards de dollars) sont 11 fois plus élevées que celles de la Russie (70 milliards de dollars) et, pour cette raison, créent une dangereuse asymétrie. Cette *pression psychologique* surréaliste contre la Russie a, de facto, réactivé son **instinct de survie** structuré sous le soviétisme contre l'axe OTAN-USA. En dépit de la récession économique – sanctionnée par le recul de 3,8 % du PIB en 2015 –, Poutine a confirmé pour 2016 la poursuite de l'effort militaire « défensif » de la Russie, via une hausse de son budget. Les vieux réflexes, de retour.

L'Occident est allé trop loin dans son unilatéralisme stratégique et surtout, en flirtant avec les valeurs extrêmes portées par les « révolutionnaires » du Maïdan, il a franchi la *ligne rouge* – provoquant la réaction russe, en Crimée.

Le pivot ukrainien, au cœur de la Guerre tiède

La crise kiévienne reflète une sorte de partie d'échecs entre américains et russes, à travers l'opposition *néo-idéologique* entre axes euro-atlantique et eurasiatique, dont l'Ukraine serait une pièce décisive – le « pivot » –, justifiant le renforcement est-européen de l'OTAN pour « résister à la pression de la Russie » selon l'aveu, début mars 2016, du secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg. Un peu plus tard, le 17 mars 2016, A. Carter définira la Russie comme la première « menace globale » pour les Etats-Unis.

Cette crise géopolitique a enfermé l'économie ukrainienne dans une terrible dépression socialement destructrice, marquée en 2015 par un



effondrement de 12 % du PIB et une inflation de 43 %. Cela explique le discours théâtral et opportuniste du président ukrainien, véritable hymne à l'euro-atlantisme porté par le *libéralisme dollarisé*, contre l'option eurasiennne et étatiste portée par la Russie : « Nous avons besoin, comme de l'air, de l'unité transatlantique. (...) C'est une lutte de civilisation et pas un conflit intérieur, comme essaie de le présenter l'agresseur »¹⁷. Avec le retour, inattendu, d'un anti-communisme primaire secrété par un *libéralisme fascisant*. Sidérant.

Au final, cette crise traduit la renaissance de la *bipolarité géopolitique* dans le cadre d'une Guerre tiède, forme atténuée de la Guerre froide recentrée en zone post-soviétique sur le contrôle des espaces stratégiques – dont le pivot ukrainien. Au prix, sans doute, d'une étrange « révolution »¹⁸.

J.G.

¹Stepan Bandera (1909-1959) : dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), et un des fondateurs de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) en Ukraine occidentale. Il a contribué à la création de la Légion ukrainienne sous commandement de la Wehrmacht pour lutter contre l'armée rouge et la menace « judéo-bolchevique ». Son idéologie fasciste est reprise aujourd'hui par les ultranationalistes ukrainiens.

- ²« Poutine joue carte sur table à la TV américaine », 28 09 2015 – Sputnik.
- ³Brzezinski Z. (2000, p.255) : « Le Grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde », éd. Hachette (1^o éd. : Bayard, 1997).
- ⁴« Porochenko nomme les deux principales menaces pour l'Ukraine », 14 09 2015 – Sputnik.
- ⁵Vaïsse J. (2016) : « Zbigniew Brzezinski - Stratège de l'empire », éd. Odile Jacob.
- ⁶Kissinger H. (2004, p.43) : « La Nouvelle Puissance Américaine », éd. Fayard.
- ⁷« Russie-USA : la discorde, lourde de conséquences », V. Poutine, 16 10 2014 – RIA Novosti.
- ⁸« Soucieux d'imposer la "démocratie", les USA ont déstabilisé le Proche-Orient », J. Sachs, 20 12 2015 – Sputnik.
- ⁹La déstabilisation politique des régimes pro-russes s'appuie sur des relais d'apparence démocratiques comme les structures américaines gouvernementales (USAID) ou non gouvernementales (NED). National Endowment for Democracy (NED) est une fondation privée, à gros budget, largement financée par le Congrès des Etats-Unis et irriguant une multitude d'ONG pour promouvoir la démocratie dans le monde. United States Agency for International Development (USAID) reçoit sa direction politique du Département d'Etat et vise à promouvoir le cadre démocratique et équilibré du développement dans le monde. Elle intervient pour promouvoir les objectifs – et les valeurs – de la politique étrangère américaine. Une forme de « quatrième pouvoir », catalyseur des « révolutions colorées ».
- ¹⁰Richard H. (2015) : « Au-delà des clichés », *Manière de voir-Le Monde diplomatique*, janv 2014/fev 2015.
- ¹¹« Moscou ne se laissera pas entraîner dans un conflit avec l'OTAN », S. Lavrov, 14 04 2016 – Sputnik.
- ¹²Carrère d'Encausse H. (2011, p.308) : « La Russie entre deux mondes », éd. Fayard Pluriel.
- ¹³« Ukraine : les insurgés "libéreront le Donbass" si Kiev adhère à l'OTAN », 23 09 2015 – Sputnik.
- ¹⁴« Kiev cherche à renforcer la pression internationale sur Moscou », 21 05 2015 – Sputnik.
- ¹⁵« Les Etats-Unis confirment l'installation "temporaire" d'armes lourdes dans sept pays européens », 23 06 2015 – Le Monde.fr.
- ¹⁶Kissinger H. (2004, p.67). Op. cit.
- ¹⁷« A New York, le dernier one-man-show de Porochenko », 27 09 2015 – Sputnik.
- ¹⁸Geronimo J. (2015) : « Ukraine : une bombe géopolitique au cœur de la Guerre tiède », Préface J. Sapir, éd. Sigest.

LES CAUSES HISTORIQUES DE LA FORMATION DES RÉPUBLIQUES POPULAIRES DE DONETSK ET DE LOUGANSK

Kroutova L.A.,

Docteur ès Sciences Historiques,

Maître de conférences à la chaire de l'histoire des Slaves de l'Université Nationale de Donetsk



1. La cause la plus importante dans la constitution d'un État est son potentiel de ressources économiques. *L'autosuffisance économique de notre région – c'est une réalité d'aujourd'hui :*

a) Un potentiel économique puissant se forma dans le Donbass au cours de la seconde moitié des XIX-XX^e siècles. L'industrie lourde y est prépondérante. De 1965 à 1975, dans la région, des grandes entreprises s'établirent combinées à l'industrie légère. A partir d'une base industrielle fiable, il fut créé parallèlement un complexe agro-industriel en effectuant des travaux d'assainissement et en développant des systèmes

d'arrosage pour cultiver des légumes sur de grandes superficies.

b) Au cours de la réforme de gestion des années 1957-1964, le Conseil de l'économie nationale, réunissant les potentiels économiques des régions de Lougansk et de Donetsk, fut créé dans le Donbass. Le Conseil de l'économie nationale de Donetsk fut le plus vigoureux et le plus fructueux en République socialiste soviétique d'Ukraine. La transition de l'approche de gestion par branche d'activité à l'approche territoriale permet de révéler de nombreux aspects positifs dans l'économie de la région. Les



obstacles interministériels, freinant sa croissance, furent surmontés, et les ressources locales furent utilisées plus efficacement. Dans le temps, des cadres furent formés à la gestion des ressources humaines locales et à la gestion de cette grande région économique. Il fut alors élaboré des approches communes (au sein du Conseil économique nationale) afin de trouver des solutions au développement socio-économique du Donbass. Finalement, le bassin de Donets développa considérablement son potentiel économique et devint ainsi le Conseil économique nationale le plus puissant de la République.

2. Une des richesses du territoire est la présence permanente d'une population dense. Le bassin de Donets fut formé comme une région intégrée, réunissant des terres interdépendantes avec l'ensemble de l'industrie. Le rythme accéléré de son développement occasionna un niveau élevé de densité de population. Les *particularités importantes de la démographie du Donbass* sont la prédominance de la population urbaine et la concentration d'ouvriers et d'employés dans la grande industrie. Un des révélateurs de l'urbanisation fut la formation des agglomérations urbaines (Donetsk - Makeïevka - Iassinovataïa ; Konstantinovka - Droujkovka - Kramatorsk - Slaviansk).

3. Durant le processus historique, notre région fut développée par des représentants de différentes ethnies : les Russes, les Ukrainiens, les Grecs, les Tatars, les Arméniens, les Moldaves, les Allemands, les Serbes et d'autres. En vertu des documents du dernier recensement de l'URSS, plus de 100 ethnies résidaient dans le Donbass. La tolérance, sans influence extérieure, dans les relations entre représentants des différentes ethnies fut réelle dans notre région. À la fin du XX^e siècle *une communauté ethnique stable* fut constituée dans le Donbass. C'est encore une particularité démographique du Donbass qui distingue notre région des autres régions de l'Ukraine.

4. La mémoire historique des habitants du bassin de Donets se garde soigneusement et transmet, à la génération suivante, l'expérience pratique du *rétablissement des institutions nationales*. Une analyse de l'histoire de la République de Donetsk-Krivoï-Rog favorise une étude minutieuse de toutes les circonstances de sa formation, aide à comprendre les échecs et les erreurs commises auparavant du rétablissement national.

5. Aux différents stades du développement historique (depuis le XVI^e siècle), la région de Donetsk et ses habitants ont toujours ressenti *un lien étroit avec l'État russe*.



Il créa ici des défenses, contribua à la construction de nouveaux monastères et l'organisation des gardes-frontières. L'État russe insista beaucoup sur un avancement de la population slave vers le sud, vers la mer noire et la mer d'Azov. L'objectif de cet avancement était d'éliminer un îlot dangereux d'invasions dévastatrices du Khanat de Crimée.

La Russie a toujours été perçue par les habitants de notre région en tant que défenseur potentiel. Aux XIX et XX^e siècles l'État russe, puis l'URSS, assurèrent un développement économique accéléré dans le bassin de

Donets, qui devint une des régions les plus industrialisées. Les liens économiques et spirituels inséparables avec la Russie ont ainsi toujours été la garantie du développement stable du Donbass et de la protection contre un ennemi. La République de Donetsk-Krivoï-Rog fut alors proclamée en tant que partie intégrante de la Fédération de Russie.



Monastère Notre-Dame-d'Ibérie de Donetsk

6. Une nouvelle politique de l'Ukraine souveraine et indépendante, proclamée en 1991 et axée sur la rupture des liens économiques, politiques et spirituels avec la Russie, ne trouva pas un soutien de la majorité des habitants du Donbass. Les résultats des réformes, initiées par les nouvelles autorités de Kiev, *formèrent un rejet d'une orientation «européenne» ukrainienne.*

7. Un monde culturel et spirituel distinct des autres régions (la langue russe comme langue maternelle et comme la langue de communication internationale ; l'orthodoxie ; la culture russe, y compris celle populaire ; les liens de parenté ; les racines historiques communes) et *un haut niveau d'auto-identification* sont inhérents pour l'ensemble des habitants du Donbass.

8. Le coup d'état à Kiev, en 2014, et le radicalisme des premiers actes législatifs de la plus haute autorité a renforcé l'attitude négative des habitants du Donbass envers la politique autoritaire de Kiev. Puis ont suivis les occupations forcées des capitales régionales des républiques par des bandes armées d'extrême-droite, la campagne brutale d'intimidation,

organisée le 2 mai 2014 à Odessa, qui ont accéléré la mobilisation des habitants du Donbass et les forces sociales locales pour réaliser des référendums pour *l'indépendance des régions* de Donetsk et de Lougansk. Selon les résultats des référendums, les Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk ont été proclamées. À la majorité des voix le Donbass a rejeté le fascisme et le pouvoir nazi ukrainien.

Ainsi, les causes historiques de la formation de la RPD et de la RPL sont les suivantes : l'autosuffisance économique de la région ; la formation d'une population stable, qui se caractérise par un univers culturel et spirituel propre et un niveau élevé d'auto-identification et la volonté du rétablissement des institutions nationales. Le rejet de la nouvelle politique ukrainienne par les habitants de notre région, la réticence des autorités à écouter leur voix concernant la réforme de l'Ukraine unitaire en fédération, la transition du pouvoir central aux méthodes de gestion d'extrême-droite ont accéléré la proclamation des républiques populaires dans le Donbass en tant qu'entités étatiques indépendantes.

L.A.K.

Les Forces Françaises en Allemagne

Premier vecteur de l'amitié franco-allemande



par Alexandre WATTIN
Président de l'ORFACE



Le traité de 1963 relatif à la coopération franco-allemande intensifia également la coopération des armées des deux pays. Il s'ensuivit des manifestations sportives communes, des jumelages, un échange régulier entre les officiers et les sous-officiers français et allemands et des exercices communs. En 1986, la 1^{ère} Division Blindée de l'armée française participa pour la première fois à une manœuvre allemande. Quelques années plus tard une restructuration profonde des éléments français en Allemagne eut lieu dès 1991 à l'issue de la réunification de l'Allemagne. Le 2^{ème} Corps d'Armée, dont l'état-major se trouvait à Baden-Baden, placé sous l'autorité du commandant en chef des forces françaises en Allemagne, fut dissous en 1993. Les forces françaises en Allemagne (F.F.A.) devinrent les forces françaises stationnées en Allemagne (F.F.S.A.). Dans la même année, l'état-major de la 1^{ère} Division Blindée fut transféré de Landau à Baden-Baden, où il fusionna avec l'état-major des FFSA. En 1999, l'état-major des FFSA-1^{ère} Division Blindée et le 5^o Régiment de commandement et de soutien furent dissous. Après la dissolution du 110^{ème} régiment d'Infanterie de Donaueschingen ne subsistent aujourd'hui plus que quelques Français au sein de l'Etat-major mixte de la Brigade Franco Allemande comme garant de la coopération militaire bilatérale sur le sol allemand.

Les anniversaires du traité de l'Elysée sont l'occasion de mettre de nombreuses institutions et organisations bilatérales à l'honneur, mais omettent singulièrement le rôle incontournable joué par les membres

des forces armées françaises et leurs familles dans cette coopération. Le peu d'attention que l'on prêtait à la présence des militaires en tant que tel au sein de la communauté allemande, méritent d'être mis en exergue. Faut-il rappeler que les premiers contacts franco-allemands d'après guerre sont ceux initiés par les autorités militaires françaises et l'administration civile près des Forces ! Au fil des ans, et par la force des choses, les relations avaient évolués de façon notoire.

De forces d'occupation les forces françaises devinrent forces de stationnement. Dans ce contexte mémoriel il me semble indispensable d'attirer l'attention sur un autre discours, moins connu, mais dont l'importance est au moins égale à celui adressé à la jeunesse allemande de Ludwigsburg par le Général de Gaulle.

En effet le 7 septembre 1962, soit 17 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, le chef de la France Libre s'adresse à Hambourg, et dans sa tenue de Général, aux officiers de l'école de guerre allemande dans les termes suivants :

Mon premier mot sera pour vous dire que je me fais un honneur et un plaisir de vous voir. Entre soldats - que nous sommes- il y a de tous temps, en dépit des

frontières et quelles qu'aient été les blessures, un grand et noble domaine commun. Cela est vrai du point de vue de la technique militaire. Mais cela est vrai surtout moralement parlant. Car toujours et où que ce soit, le service sous les armes ne peut aller sans une vertu, au sens latin du mot « virtus », qui distingue et élève les hommes et qui, lors même qu'ils se sont combattus, les marque tous d'une





seule et même empreinte. C'est pourquoi et de toute façon, le Général de Gaulle aurait bien volontiers rendu visite aux bons officiers que vous êtes.

Mais il apprécie d'autant plus la rencontre, qu'elle a lieu en un temps où, entre l'Allemagne et la France et, par là même, entre leurs armées, les rapports historiques changent du tout au tout. Après des guerres sans cesse renouvelées, notamment depuis deux cents ans, guerres dans lesquelles chacun des deux peuples visait à dominer l'autre et où tous deux ont prodigué une somme immense de courage, de sang, de richesses, sans même, qu'en fin de compte, la limite entre leurs territoires en ait été sensiblement modifiée, voici qu'ils ont pris conscience de l'absurdité du duel. Voici aussi que se dresse une colossale menace mondiale et que l'alliance atlantique qui s'est formée pour la contenir ne vaut que si les Français et les Allemands sont d'accord sur les deux rives du Rhin.

Voici, enfin, que le mouvement général du monde leur fait voir qu'ils se trouvent, à tous égards, complémentaires et qu'en conjuguant ce qu'ils sont, ce qu'ils ont et ce qu'ils valent, ils peuvent constituer la base d'une Europe, dont la prospérité, la puissance, le prestige, égaleraient ceux de qui que ce soit. Mais, dans cette union franco-allemande que

tout nous commande d'édifier, pour combien peut et doit compter la solidarité de nos armes !

C'est le fait des Français et c'est le fait des Allemands qu'ils n'ont jamais rien accompli de grand, au point de vue national ou au point de vue international, sans que, chez les uns et chez les autres, la chose militaire y ait éminemment participé. En raison de notre nature propre aussi bien que du commun danger, la coopération organique de nos armées en vue d'une seule et même défense est donc essentielle à l'union de nos deux pays.

Après tout, comme l'écrivait votre Zuckmayer: « War es gestern unsere Pflicht Feinde zu sein, Ist es heute unser Recht Brüder zu werden. ». D'ailleurs, si les soldats allemands et les soldats français y sont désormais déterminés par les impératifs de leur sécurité nationale et par l'estime réciproque qu'ils se portent, d'autre part et comme tout se tient, les nécessités modernes de la force et de l'art militaire ne manquent pas de les y pousser. L'armement, dans sa conception et dans sa réalisation, exige maintenant, pour être valable- qui ne le sait mieux que vous ?- la mise en œuvre de ressources et de capacités, scientifiques, techniques, industrielles, financières, dont les limites s'élargissent tous les jours.

La France et l'Allemagne pourront d'autant mieux s'assurer des moyens de la puissance qu'elles conjugueront leurs possibilités. A fortiori sera-ce vrai, si celles de leurs voisins d'Europe s'associent avec les leurs.



Je me félicite, Messieurs, d'avoir pu prendre contact avec vous, d'avoir livré quelque matière à vos réflexions, surtout d'avoir marqué ici, comment et pourquoi, en vertu d'une extraordinaire révolution, la

raison et le sentiment engageant désormais la France, l'Allemagne et leurs armées dans la voie de l'union et de l'amitié. Messieurs, j'ai l'honneur de vous saluer. »

La coopération militaire avait été évoquée dès les premières rencontres entre le Général et le Chancelier Adenauer. Aussi, afin d'aboutir à des conceptions stratégiques communes, des dispositions particulières ont été établies dans le Titre I/3 a.b et II/ B du Traité de l'Elysée concernant les objectifs à poursuivre dans le domaine de la Défense. Dès lors naît une longue coopération militaire qui se développera, tout particulièrement, grâce à la présence militaire française existante en Allemagne tout au long de ces cinquante dernières années.



En effet, compte tenu de leur implantation au sein de la population allemande, les F F A Kecker

Spatz étaient le meilleur vecteur à même de relayer et de concrétiser, sur le plan militaire et civil, ce grand projet. Au fil des années, toutes les occasions de rapprochement sont recherchées, que ce soit à travers d'exercices communs, de visites ou d'échanges entre unités françaises et allemandes.

Les jumelages de formations où de grandes unités se multiplient : 65 entre 1965 et 1990. Dès le début des années 70, sont mis sur pied des challenges militaro-sportifs visant la recherche de la solidarité

par l'effort partagé où s'affrontent, en toute cordialité, des unités mixtes de jeunes soldats allemands et français.

Que ce soit au niveau des régiments ou des divisions, de grands exercices se développent où les uns et les autres se familiarisent avec les procédures du voisin, apprécient l'originalité de son savoir-faire et surtout apprennent à mieux se connaître. Un effort supplémentaire est fait dans le domaine de l'apprentissage de la langue du partenaire, par des tests écrits organisés par les commandements locaux et par la Direction de l'Enseignement Français en Allemagne qui a en charge la scolarisation des enfants des militaires se trouvant sur le territoire allemand.

L'impulsion première donnée, par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, perdurait et les autres chefs d'État poursuivaient l'œuvre menée, témoignent pour n'en citer que quelques unes : la visite du président Giscard d'Estaing qui, en 1979, reçoit le chancelier Schmidt à Baden-Baden, la visite du Président fédéral Carstens en 1983 au camp de Münsingen, celle du président Mitterrand qui reçoit le chancelier Kohl toujours à Baden-Baden en 1986 (ces deux hommes d'État se sont liés d'amitié et manifestent tout particulièrement l'intérêt qu'ils portent à l'entraînement opérationnel). Les 47^{ème} consultations franco-allemandes de 1986 à Paris, furent l'occasion de décider de l'instauration d'une formation commune des officiers ainsi que la mise en place de manœuvres conjointes. En 1987 fut organisé l'exercice « Kecker Spatz² », au cours duquel les deux chefs d'État se rencontrent symboliquement sur un pont flottant lancé sur le Danube par un régiment du génie :

« Outre le fait que l'exercice Moineau hardi revêt une importance particulière en matière de politique militaire, il a atteint son objectif principal, à savoir, apporter la preuve que les armées allemande et française sont en mesure de coopérer avec efficacité. La qualité de la préparation, la camaraderie et la confiance réciproque qui ont marqué cet exercice ne doivent pas nous faire oublier qu'il nous faudra encore des efforts considérables avant d'obtenir la pleine interopérabilité. Il s'agit notamment de faire disparaître la barrière des langues. Trouver une solution à ce problème est la condition préalable au

succès de la coopération. »

Lors du sommet franco-allemand de Karlsruhe, les 12 et 13 novembre 1987, il fut décidé de la mise sur pied d'une grande unité terrestre mixte (brigade franco-allemande), complétée par la création d'un conseil franco-allemand de défense³ et de sécurité dont le rôle est de promouvoir les questions de défense et d'organiser la coopération des deux États en la matière afin d'en optimiser les résultats.



Le vingtième cinquième anniversaire du traité de l'Élysée donna l'occasion de signer le protocole, annexé au traité de l'Élysée portant création du Conseil Franco Allemand de Défense et de Sécurité. Outre le jumelage du 2^{ème} Corps d'Armée français avec le II Korps allemand, fut créé le « challenge de l'amitié » dont l'objectif était de promouvoir l'amitié et la solidarité entre jeunes soldats français et allemands. S'ensuivit la manœuvre « Champagne 89 » qui fut l'occasion pour une brigade allemande de prendre part, pour la première fois depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale, à un exercice en terrain libre en France en coopération avec le 1^{er} Corps d'Armée français. Néanmoins, un bouleversement politique majeur va considérablement changer et faire évoluer les relations entre la France et la RFA dans le domaine de la coopération militaire.

1990-1999 : Le retrait progressif des forces françaises en Allemagne après la réunification allemande.

Confronté à une situation politique catastrophique, le système soviétique s'effondre, entraînant derrière lui l'éclatement du pacte de Varsovie. Le mur de Berlin

est détruit, l'Allemagne réunifiée. La menace venant de l'Est disparaissant, la France décide de diminuer son dispositif militaire en Allemagne. En effet, cette décision traduit la volonté de la France d'adapter son effort de défense au nouveau contexte international. Il est donc décidé, en accord avec le gouvernement fédéral allemand, que les forces françaises se retireront progressivement du sol allemand. C'est d'abord la 3^{ème} Division Blindée de la Zone Sud, ayant son état-major à Fribourg en Brisgau, qui est dissoute dès 1991. En 1992, c'est le tour de la 5^{ème} Division Blindée de Landau de la Zone Centre. Ce sont alors les éléments organiques du 2^{ème} Corps d'Armée et son État-major, en place à Baden-Baden, qui cessent d'exister. Une page d'histoire militaire franco-allemande semble alors se tourner complètement.

Mais au même moment est mis en place l'embryon d'un outil de défense européen commun, le Corps franco-allemand⁴. A ses débuts, il se compose des éléments de la 1^{ère} division blindée Française et de la 10^{ème} division blindée Allemande. Bien que demeurant sous commandement national elles furent subordonnées au Corps européen dès la décision d'emploi prise par les gouvernements.

La mise à disposition opérationnelle du Corps fut prévue pour le 1^{er} octobre 1995. Comme c'était le cas pour la Brigade franco-allemande, les fonctions clés du commandement seront assurées alternativement par les nations participant au corps. Le premier Général, commandant le Corps européen, sera allemand. Ce Corps franco-allemand devint bientôt européen et fut désigné par la France et l'Allemagne comme « Force relevant de l'UEO⁵ » capable de remplir les missions de Petersberg⁶, définies le 19 juin 1992 :

- ⇒ comme des missions humanitaires et d'évacuation,
- ⇒ des missions de maintien de paix et de force de combat pour la gestion de crises y compris les missions de rétablissement de la paix marquant un approfondissement de la participation de l'Eurocorps à sa mission de défense.

Le siège de cette entité fut établi à Strasbourg. Les autorités françaises, en concertation avec leurs homologues allemands, arrêtent que la première Division Blindée, et les services nécessaires à son

fonctionnement, demeureront stationnés en Allemagne. Aussi, pour affirmer le changement fondamental dans sa nature juridique et politique, les forces françaises deviennent F.F.S.A. Le nouvel insigne adopté, tout en traduisant la filiation avec le 2^{ème} CA⁷, symbolise bien sa nouvelle raison d'être (couleurs franco-allemandes sur fond étoilé européen). Son Quartier Général est à Baden-Baden et un certain nombre de villes allemandes offrent aux autres unités françaises de nouvelles implantations. Jusqu'en 1993, on pouvait chiffrer en Allemagne environ 100 000 personnes civiles et militaires. En 1996, dans le cadre du resserrement du format de l'armée de terre, le retrait des FFSA⁸ est décidé au printemps 1996, à l'exception des formations de la Brigade franco-allemande et du 16^{ème} Groupement de Chasseurs de Saaburg. Il s'effectuera en 1997 puis en 1999.

Un concept commun franco-allemand, adopté au Sommet franco-allemand de Nüremberg en décembre 1996, constitua la charte de l'ensemble de la coopération en matière de sécurité. Il en indiquait les fondements, le contenu et les perspectives conjointes. Fruit d'une démarche courageuse, inédite depuis la conclusion du traité de l'Élysée en 1963, le document établit les conceptions que la France et l'Allemagne partagent et qu'elles sont résolues à mettre en œuvre. On y trouve la réaffirmation de la communauté de destin et d'intérêts qui lie les deux pays. Le concept commun reconnaît le caractère de plus en plus inséparable des intérêts de sécurité. Il définit une vision commune des risques auxquels sont exposés les deux pays et du cadre européen et atlantique, dans lequel doit s'inscrire leur action commune.

Le concept consacre la convergence des visions franco-allemandes quant au rôle et aux missions des forces armées dans le nouvel environnement stratégique. En particulier, les analyses de la France et de l'Allemagne s'accordent sur l'appréciation des fonctions opérationnelles majeures que sont la dissuasion, la prévention, la protection et la projection. Le concept commun prévoit un développement significatif de notre coopération militaire. Ses directives en la matière devront être régulièrement précisées et enrichies, ce qui vaut en particulier pour l'élaboration à terme d'une planification commune des besoins et des

équipements militaires correspondants. Il fournit ainsi un socle ambitieux et durable à la poursuite de la relation bilatérale. C'est désormais de ce concept commun que tout devait procéder dans les relations stratégiques et militaires franco-allemandes. La coopération franco-allemande est donc bien un élément majeur à la construction de l'Europe de la défense, et ce dans bon nombre de domaines.

Néanmoins, l'année 1999 voit la plupart des unités françaises rapatriées, soit dissoutes. Les FFSA⁹ et la 1^{ère} DB¹⁰ quittent l'Allemagne après 56 ans de bons et loyaux services. Et comme le Président fédéral M. Roman Herzog aimait à le préciser lors de sa visite officielle auprès des troupes françaises en 1999, la présence depuis la fin de la guerre de ces « 3 millions de Français ont été le mastic de l'amitié franco-allemande » et pour le professeur Bender de l'Université de Trèves :

« Le retrait définitif des troupes françaises de l'Allemagne du Sud-Ouest a entraîné une césure profonde et problématique pour les relations franco-allemandes, car au cours des cinquante quatre années passées, les FFA¹¹ sont devenues un élément continu, bien vite positif des relations franco-allemandes, un pont large et solide entre les deux peuples. [...] Le vide qu'a laissé le départ des troupes sera ressenti très douloureusement.¹² »

Ne subsiste aujourd'hui en Allemagne que quelques éléments Français de Bataillon de commandement et des services de la Brigade franco-allemande, après le retrait, en 2010, du 16^{ème} Groupe de chasseurs après 42 ans de présence en Allemagne et dernièrement celui du 110^{ème} régiment d'Infanterie !

Cette cohabitation, de plus de quarante années, a généré de multiples mariages franco-allemand, et des milliers de naissances de petits français nés en Allemagne. Durant toutes ces décennies de présence militaire et civile française en Allemagne les enfants issus de ces hymens sont devenus d'ardents militants de la coopération bilatérale et de l'amitié entre nos deux peuples. Une des nombreuses conséquences heureuses de cette coopération de terrain furent la création des associations franco-allemandes.

L'engagement personnel est significatif des militaires français, des personnels civils et de leurs familles, au rapprochement franco-allemand se devait d'être

loué.

A.W.

¹Forces Françaises en Allemagne

²Moineau hardi

³Voir texte en annexe

⁴L'Eurocorps a été créé lors du 59^{ème} sommet franco-allemand de La Rochelle, les 21 et 22 mai 1992. Depuis, trois autres États y ont adhéré : la Belgique (25 juin 1993), l'Espagne (10 décembre 1993) et le Luxembourg (7 mai 1996). Il comprend 50 000 hommes et est opérationnel depuis le 30 novembre 1995 (à l'issue de l'exercice PEGASUS-95).

L'Eurocorps s'inscrit dans le cadre des « Forces relevant de l'Union de l'Europe occidentale » (FRUEO). Il peut intervenir en tant que tel dans le cadre de l'UEO (article V) ou de l'OTAN (article 5), et être mobilisé pour des missions humanitaires, d'évacuation de ressortissants, d'opérations de rétablissement ou de maintien de la paix, sous l'égide des Nations Unies ou de l'OSCE. L'engagement de l'Eurocorps sous le contrôle politique de l'UEO a fait l'objet d'un accord conclu le 24 septembre 1993 et celui sous l'autorité de l'OTAN a été codifié par l'accord du 21 janvier 1993.

⁵Fondée en 1948 par le traité de Bruxelles, l'UEO est une organisation européenne de coopération pour la défense et la sécurité. Elle est constituée par 28 pays ayant quatre statuts différents: États membres, membres associés, observateurs et partenaires associés. Ont le statut d'États membres, les pays de l'Union européenne sauf le Danemark, l'Irlande, l'Autriche, la Finlande, et la Suède qui ont un statut d'observateurs. Les six membres associés sont la Hongrie, l'Islande, la Norvège, la Pologne, la République tchèque et la Turquie. Enfin, les sept partenaires associés sont la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Roumanie.

Le traité d'Amsterdam a élevé l'UEO au rang de partie intégrante du développement de l'Union puisque cette organisation lui confère une capacité opérationnelle dans le domaine de la défense. En effet, l'UEO a joué un rôle important dans la mise en place des premières missions de Petersberg, comme le détachement de police à Mostar ou la coopération avec la police en Albanie. Cependant, aujourd'hui, ce rôle semble être

abandonné en faveur du développement des structures et des capacités propres de l'Union dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). En témoignent le transfert des capacités opérationnelles de l'UEO à l'Union. À ce titre, les organes subsidiaires de l'UEO, l'Institut d'études de sécurité et le Centre satellitaire ont quitté le cadre de l'Organisation le 1er janvier 2002 et sont devenus des agences de l'Union. De plus, le traité de Nice a supprimé certaines dispositions du traité sur l'Union européenne concernant les relations entre l'UEO et l'Union. Ainsi, la compétence principale qui reste au sein de l'UEO concerne l'article V - la défense collective - et son transfert à l'échelle européenne semble reporté.

⁶Les missions de Petersberg ont été instituées en juin 1992 lors du conseil ministériel de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui s'est tenu à l'hôtel de Petersberg, non loin de Bonn. À cette occasion, les États membres de l'UEO se sont déclarés prêts à mettre à la disposition de l'UEO des unités militaires provenant de tout l'éventail de leurs forces conventionnelles en vue de missions militaires qui seraient menées sous l'autorité de l'UEO. Les différents types de missions militaires pouvant incomber à l'UEO ont été définis: outre une contribution à la défense collective dans le cadre de l'application de l'article 5 du Traité de Washington et de l'article V du Traité de Bruxelles modifié, les unités militaires des États membres de l'UEO peuvent être utilisées pour : des missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants ; des missions de maintien de la paix ; des missions de force de combats pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix.

Ces missions sont aujourd'hui expressément incluses dans l'article 17 du traité sur l'Union européenne et font partie intégrante de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

⁷Corps d'armée

⁸Forces Françaises Stationnées en Allemagne

⁹Forces Françaises Stationnées en Allemagne

¹⁰Division Blindée

¹¹Forces Françaises en Allemagne

¹²Regard européen n°14/15 août 2000 p 25

C'était il y a un siècle...

Juin 1916

par François MAURICE



Les opérations de guerre, prises dans leur ensemble, ne sont pas en apparence aussi satisfaisantes pour les armées de l'Entente que pendant les semaines précédentes. En ce 667^{ème} jour de guerre et après cent jours de bataille à Verdun, la lutte gigantesque dans laquelle se trouvent engagées en avant de Verdun les armées allemandes et françaises revêt un caractère d'une violence inimaginable.

Du jeudi 1^{er} juin 1916 au dimanche 4 juin 1916

Sur les fronts belge et français

Un vif combat a eu lieu à l'avancée d'Ypres, sur un front d'environ 3 kilomètres, entre Hooge et la ligne de chemin de fer Ypres-Commines : l'infanterie ennemie a réussi à pénétrer dans quelques éléments de tranchées anglaises.

Le fort de Vaux et le plateau de Douaumont paraissent devenus l'objectif principal de l'état-major allemand, sans cependant négliger les attaques de détail sur la rive gauche du fleuve, du village de Cumières et du bois des Caurettes jusqu'au bois d'Avocourt, en passant par la cote 286, versant sud du Mort-Homme, la cote 304 et la cote 287. Malgré les pertes effroyables que subissent nos ennemis, la pénétration allemande est insignifiante.

Une grande bataille navale a été livrée dans la nuit de mercredi au jeudi 1^{er} juin, par une partie de l'escadre anglaise à la flotte allemande de haute mer : le théâtre de l'action a été le sud du détroit de Skager-Rack, entre la côte norvégienne et la côte danoise et le littoral du Jutland. La division allemande commandée par l'amiral von Scheer fut aux prises d'abord avec une division de croiseurs anglais; puis apparurent les grands bâtiments de combat sous les ordres des amiraux Beatty et Jellicoe. L'amiral von Scheer, sentant la situation compromise, donna

l'ordre de la retraite : ses unités se réfugièrent, non sans désarroi, derrière Heligoland ; quelques-unes contournèrent le Danemark par les Belt. Les pertes anglaises sont lourdes ; celles des Allemands sont équivalentes par le tonnage et le nombre des existences sacrifiées.

Sur les fronts russes

Le front russe d'Europe est stationnaire bien que, depuis trois semaines, les dépêches de Petrograd aient annoncé qu'en Galicie et en Bessarabie, l'armée de nos Alliés était prête pour l'offensive et que 150 000 Autrichiens aient été distraits, d'après les critiques militaires, pour être envoyés au Trentin.

En Arménie et en Mésopotamie, les Turcs ont reçu des renforts austro-allemands et l'avance du grand-duc Nicolas s'en trouve ralentie : les Russes ont même dû évacuer la position de Mamahatoum, sur la route d'Erzeroum à Erzindjean. Les Turcs ont réussi, en effet, à amener, sur ce point vital, des troupes nouvelles et, peu à peu, sont passés de la défensive à l'attaque.

Du lundi 5 juin 1916 au dimanche 11 juin 1916

Sur les fronts belge et français

L'activité se continue sur la partie du front occupée par l'armée britannique : aux environs d'Ypres les attaques violentes sont réciproques, surtout à l'est de la ville; mais le centre de l'action se porte sur Hooge ainsi que près du chemin de fer et du canal d'Ypres à Comines.

Si les Allemands ont pu prendre possession des tranchées de première ligne anglaises établies dans le village en ruines d'Hooge, de leur côté, à l'est du Bois-Grenier, les troupes australiennes ont pénétré chez l'ennemi; d'autres fractions anglaises ont occupé des tranchées adverses, à la Boisselle. Beaucoup

d'autres actions sont signalées à Olivers, Souchez, Loos, Liévin, Neuve-Chapelle, Neuville-Saint-Vaast et Givenchy ; mais rien ne fait encore prévoir une offensive générale, quoique l'ennemi concentre des forces importantes en Belgique et principalement à Tournai.

Les Allemands viennent d'occuper le fort de Vaux : avec Douaumont, c'est deux forts, sur les dix-huit qui entourent Verdun, dont nos ennemis se sont emparés après quatre mois d'attaque et avoir subi des pertes effroyables de 400000 hommes mis hors de combat. L'ennemi continue, malgré ces pertes, à appliquer le programme de von Falkenhayn qui ordonne d'arriver à la prise de Verdun, quelque coûteux que soit l'effort. « Le Hampshire », qui portait lord Kitchner, ministre de la guerre anglais, a heurté une mine, près des Orcades, par une mer furieuse lord Kitchner et toute sa suite ont trouvé la mort. C'est une très grosse perte pour les Anglais et les Alliés.

M. Briand, président du Conseil, et le général Joffre, sont allés à Londres s'entretenir avec les principaux ministres anglais.

Sur le front russe

Sur le front de Russie d'Europe, l'irruption soudaine des troupes russes en Galicie et en Volhynie, sur une longueur de 160 kilomètres, a mis hors-de-combat 100 000 Austro-Hongrois et fait plus de 100000 prisonniers. Le général en chef russe, Broussilov, a déclaré que ce n'était pourtant pas encore l'attaque générale. Ces résultats ont produit une diversion considérable sur le front du Trentin où le contre-coup s'est fait utilement sentir.



Le général Aleksei Alekseevitch Broussilov

Le commandement russe ne veut rien dire encore, en dehors de l'occupation de Loutsk, sur les unités engagées et les lieux où se poursuivent les opérations. Mais la poussée russe est telle que Kovel,

Lemberg et Czernovitz sont menacées : les autorités autrichiennes et la population civile évacuent ces villes.

Du lundi 12 juin 1916 au dimanche 18 juin 1916

Sur les fronts belge et français

Sur les lignes anglaises, les communiqués enregistrent l'activité d'artillerie déployée de part et d'autre ; mais pas plus au canal de la Bassée qu'à la redoute Hohenzollern, vers Souchez qu'à Hooghe, les résultats obtenus par les uns ou les autres n'ont de véritable importance sur l'action générale. M. Asquith, premier ministre du Royaume-Uni, vient de répéter ce qu'avait dit le général sir Douglas Haig : « Le concours de nos forces est acquis au général Joffre et les décisions qui seront prises le montreront. ». En attendant, l'armée anglaise se renforce chaque jour.

Sur les points du front les plus divers, ouest et est de Soissons, Champagne, Argonne, Vosges, les actions de détail de plus en plus fréquentes ne semblent avoir pour but que d'empêcher des déplacements de troupes ennemies.

Autour de Verdun, les communiqués de la semaine, à part deux ou trois actions de détail, n'ont relaté que des combats d'artillerie. L'effort de l'ennemi se porte actuellement sur la zone fortifiée de Souville à Tavannes qui défend l'étranglement des côtes de Meuse, au point où il atteint à peine 5 kilomètres de large, traversé par la route nationale de Verdun à



Verdun - Juin 1916

Metz et par la voie ferrée : les Allemands n'ont pu encore aborder directement cette ligne et ils se trouvent arrêtés à 2 kilomètres environ au nord, entre la ferme de Thiaumont et le ravin de Damloup.

Sur le front russe

Pour les Russes, la situation continue à être brillante et, depuis huit jours, les diversions tentées sur leur front, vers le Nord, par le maréchal Hindenbourg, n'ont donné aucun résultat utile.

Un combat naval qui s'est produit, dans la nuit du 13 juin, dans la Baltique, à quelques relations avec les projets, allemands contre ce front nord : des vapeurs allemands convoyés par des chalutiers armés, un croiseur auxiliaire et deux destroyers ont été attaqués par une flottille russe ; le croiseur et la plupart des bâtiments allemands ont été coulés.

Les Russes étendent rapidement leur avance aux points où ils ont percé le front ennemi. Sur la Strypa inférieure, où ils ont occupé déjà de nombreuses positions au nord-ouest de Buczaz, l'aile droite autrichienne est complètement débordée.

A la suite des succès russes sur le front méridional, les Allemands ont évacué quelques-unes de leurs positions dans la région de Pinsk et travaillent à se fortifier sur la rive gauche du Pripet.

Sur la frontière de Galicie, au sud de Loutsk et au nord-est de Lemberg dont ils ne sont plus qu'à 50 kilomètres environ, les Russes ont occupé Radzivilow, ville de 7000 habitants.

Ils ont occupé également Czernowitz. Entre Czernowitz et la frontière roumaine, sur un front de 15 kilomètres, les Autrichiens ont accumulé les travaux de

défense : leurs adversaires s'efforcent depuis plusieurs jours d'y faire une trouée dans le secteur de Bojan; ils ont tenté à diverses reprises de

passer le Pruth.

Du lundi 19 juin 1916 au dimanche 25 juin 1916

Sur les fronts belge et français

La discrétion des bulletins de sir Douglas Haig ne fait pas ressortir l'importance des opérations sur la ligne anglaise : il en résulte qu'à la période de préparations des organisations de tireurs d'élite d'équipée de grenadiers et d'artillerie lourde, a succédé une série de chocs dont

l'intensité grandit progressivement. Le 24 juin a été le premier jour de l'application de la nouvelle loi sur le service militaire en Grande-Bretagne : tous les hommes de dix-huit à quarante et un ans sont considérés, désormais, comme dûment enrôlés pour la durée de la guerre.

De nombreuses attaques de détail ont eu lieu en Picardie, entre l'Avre et l'Oise : l'Avre passe à Roye et l'Oise à Noyon; c'est ce qui donne de l'importance à ces opérations préparatoires.

Bien que continuant leurs attaques dans la région d'Avocourt et au Mort-Homme, les Allemands cherchent à tout prix à enlever devant Verdun les lignes de résistance sur la rive droite de la Meuse, de Thiaumont et Tavannes par Fleury et Souville, c'est cette partie qui détend l'étranglement des côtes de



LES RUINES DE LA FERME DE THIAUMONT

Meuse où passent la voie ferrée et la route de Verdun à Metz. L'ennemi n'a pu aborder cette ligne de défense mais il a pu s'emparer de la redoute de la ferme de Thiaumont.

Quels que soient ses pertes effroyables en hommes et l'usure de son matériel, l'ennemi, depuis le mois d'avril, n'a avancé que de 14 mètres par jour.

Sur le front russe

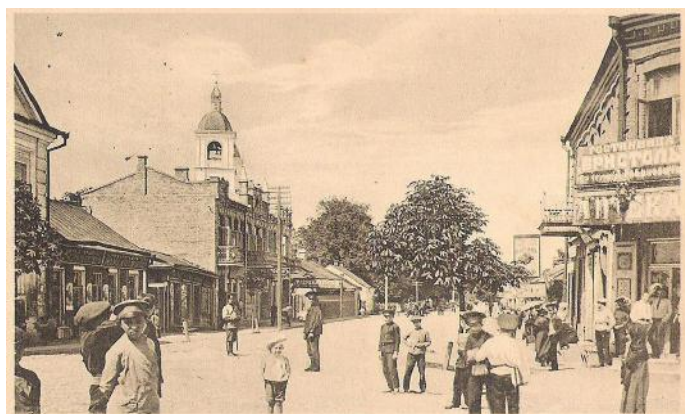
L'avancée russe se poursuit avec moins de rapidité qu'au début. Les raisons de ce ralentissement ont été données par le général Schouwaieff, ministre de la Guerre en Russie; il faut se consolider sur le terrain conquis et procéder au transport de vivres et de munitions par des chemins souvent difficiles. Pour retarder et briser cette avance, les Allemands sont arrivés au secours de leurs alliés. La présence d'Hindenburg était indispensable sur le front nord : le général allemand a pris l'offensive sur le canal Ogumski qui, entre Pinsk et Baronovitchi, relie les rivières Chara et Yasselda.

La bataille est particulièrement vive au nord de Pinsk : cette diversion est la plus sérieuse qui ait été tentée pour soulager l'armée autrichienne.

C'est le général Mackensen à qui incombe la charge de refouler l'armée russe du centre; les Austro-Allemands cherchent à enfoncer un coin destiné à diviser les armées russes marchant sur Kovel.

Grace à l'occupation de Goura, Goumora, Straja, Kuty et Kimplung, toute la Bukovine est aujourd'hui aux mains des Russes.

Les autorités austro-hongroises ont fait évacuer les villes de Kolomea et de Stanislau par la population civile, ainsi que tous les villages environnants, menacés par les Russes.



Pinsk - 1916

Du lundi 26 juin 1916 au dimanche 2 juillet 1916

Sur les fronts Belge et Français

La semaine a présenté sur plusieurs points des fronts des Alliés une activité extraordinaire : elle est, en résumé, avantageuse pour les armées de l'Entente.

Sur tout le front de l'armée belge, les actions d'artillerie ont gagné en intensité : les tirs de destruction exécutés sur les tranchées allemandes vers Dixmude ont été fort efficaces.

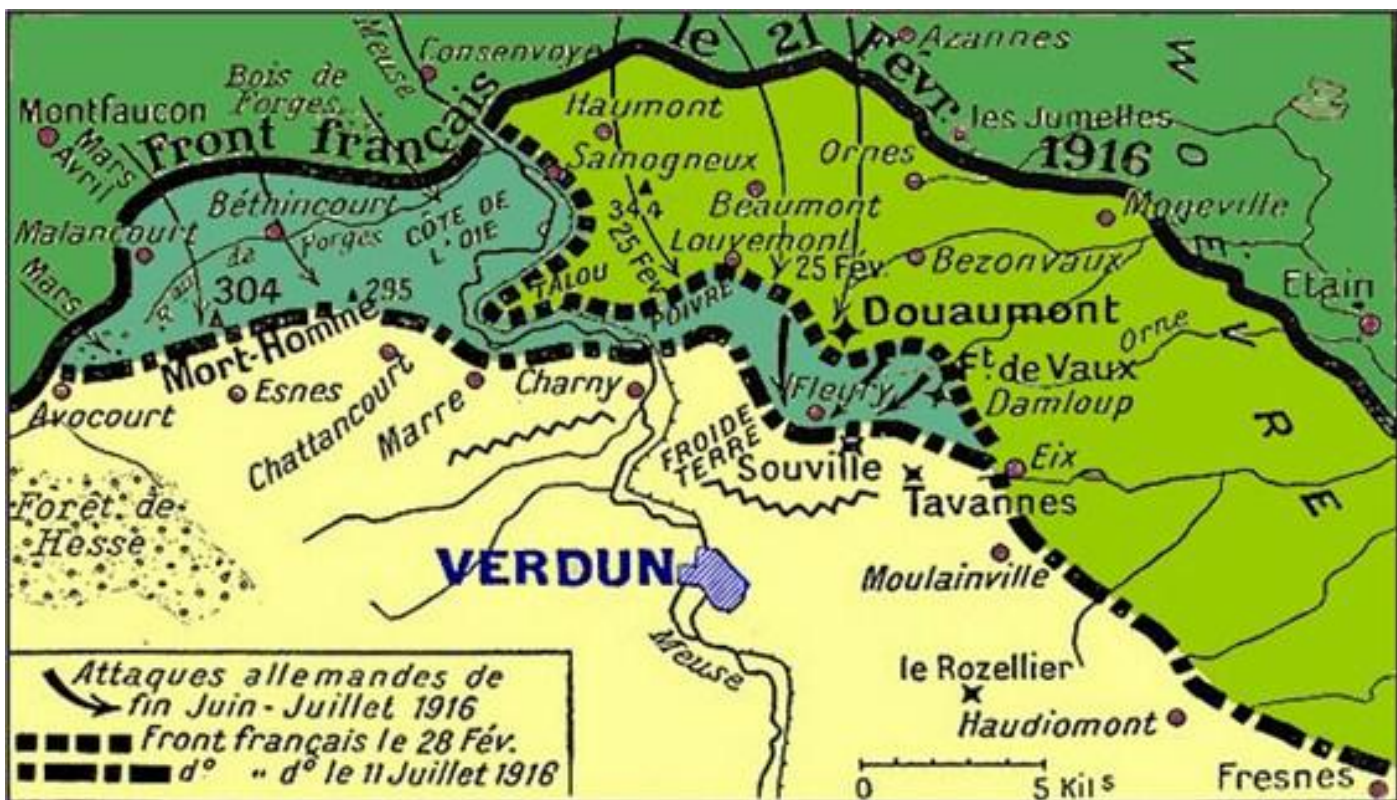
Les Britanniques ont commencé un bombardement méthodique de toutes les positions allemandes sur le front battu par eux et qui mesure tout près de 100 kilomètres, de Boesinghe (au-dessus d'Ypres) à Frise, sur la Somme (en face de Péronne).



La ligne anglaise va donc d'Ypres, par Saint-Eloi ; Armentières, Béthune, Vermelles, Souchez, Carenoy ; Neuville-Saint-Vaast, Arras, Monchy, Hebuterne, Albert; à Frise la ligne allemande peut être jalonnée par Zillebeke, Lille, La Bassée, Lens, Vimy, Bapaume et Péronne. L'artillerie anglaise a ainsi détruit en dix endroits les ouvrages ennemis de première ligne, et s'attaque désormais aux ouvrages de seconde ligne : les patrouilles alliées, envoyées en reconnaissance sur toute l'étendue de la ligne ; dans des raids heureux, apportent d'utiles renseignements et font des milliers de prisonniers, plus, particulièrement entre Ypres et Arras.

Au nord et au sud de la Somme, les troupes françaises ont également gagné du terrain et fait 5000 prisonniers.

Devant Verdun, les Allemands ont dirigé toute une série d'attaques contre les forts de Froide-Terre et de Souville, et ont réussi à s'emparer d'une partie du village de Fleury devant Douaumont, situé entre les deux forts. La lutte la plus tragique peut-être de toute la bataille de Verdun s'est alors déroulée dans ce secteur, autour de Thiaumont : cet ouvrage fortifié est pris, perdu, puis enfin repris par nous au milieu d'une canonnade effroyable et des corps à corps



Prisonniers allemands – juin 1916



Lutte pour de Froideterre - 24 juin 1916

extrêmement violents.

Le dispositif de l'ennemi (renforts et réserves rapprochés d'une manière exceptionnelle de la première ligne) prouve, dit le communiqué français, « l'intention d'un effort particulièrement puissant et continu devant aboutir rapidement à un résultat important ».

Sur le front russe

Sur front nord, celui de Riga, l'offensive allemande du maréchal Hindenburg se heurte aux forces russes du général Kouropatkine qui résiste vigoureusement.

Les forces ennemies, puisées au centre, dans la région de Vilna aux marais de Pinsk, ont rejoint les troupes austro-allemandes qui barrent la route à l'aide droite russe du général Broussilov : la



Le général Alexei Nikolaïevitch Kouropatkine



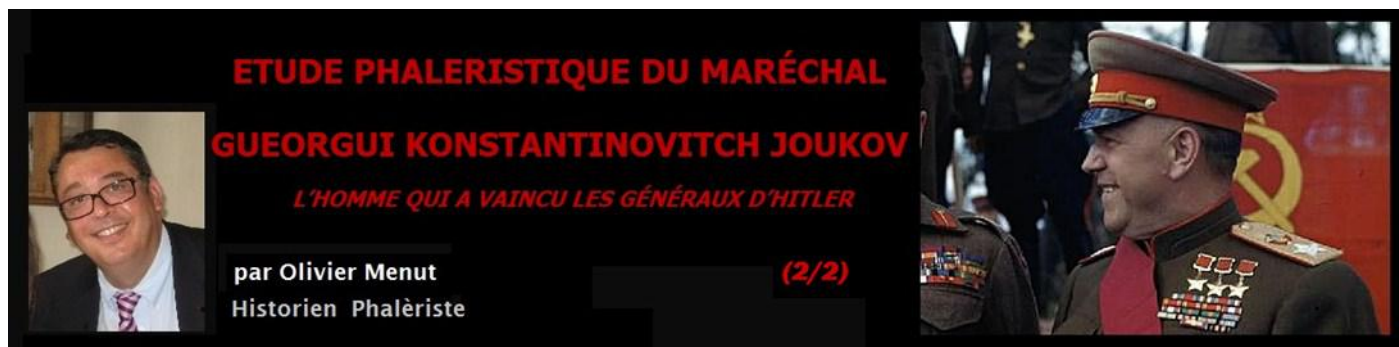
bataille est acharnée, car il s'agit d'empêcher les Russes de gagner la ligne Brest-Litovsk, Kovel, Vladimir-Volinski, Lemberg.

Vers les Carpathes, au sud du front, les troupes russes poursuivent leur conquête et s'emparent de Kolomea. Selon les derniers rapports, le total des prisonniers pris durant le mois de juin est de 212000.

F.M.

DATES CLÉS DU MOIS DE JUIN 1916

1er juin	Bataille de Verdun ; l'armée allemande lance une offensive en direction du fort de Vaux (Hauts de Meuse).
2 juin	Début de la bataille de la Somme.
3 juin	Les Alliés proclament l'état de siège à Salonique à la suite de la prise du fort de Rupel par les troupes germano-bulgares.
4 juin	Les attaques d'infanterie russe commencent sur un front allant du fleuve Pripet à la frontière roumaine.
7 juin	Offensive allemande à Verdun. Chute du fort de Vaux puis de Thiaumont, Fleury-devant-Douaumont.
8 mai	Les forces du général Kaledine s'emparent de la ville de Loutsk (Volhynie), sur la Sty.
12 juin	Thiaumont tombe aux mains des troupes allemandes.
16 juin	La Chambre des députés se réunit pour la première fois en comité secret afin d'examiner les responsabilités mises en cause par l'attaque allemande contre Verdun, André Maginot, suivi par d'autres députés, critique le haut-commandement. A l'annonce des premiers succès de l'offensive russe Aristide Briand demande à la Roumanie d'intervenir aux côtés de l'Entente.
17 juin	Les Russes s'emparent de la tête de pont de Czernowitz (Bukovine), sur le Pruth.
21 juin	Verdun : les Allemands atteignent les abords de Froideterre. Tandis, qu'à la suite de l'offensive russe, et devant la résistance des forces italiennes du général Cadorna, l'état-major austro-hongrois décide de replier ses troupes dans le Trentin.
23 juin	Après la prise de Czernowitz, les Russes occupent l'ensemble de la Bukovine.
24 juin	Bataille de Verdun; l'armée française lance une contre-offensive autour de Fleury-devant-Douaumont.
30 juin	Dans son rapport adressé à son gouvernement, le comte von Wolff-Metternich, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, révèle la détermination du comité Union et Progrès à poursuivre la déportation la déportation et l'extermination des Arméniens.



JOUKOV, IMMORTALISÉ PAR DES PORTRAITS OFFICIELS

Archétype du héros militaire Soviétique, la propagande communiste rivalisera d'ingéniosité pour valoriser ce « tombeur » des armées nazies et à l'image d'un Patton, le maréchal Joukov sera très souvent représenté en portrait officiel par le régime, comme modèle pour le peuple russe.

Les peintres officiels du mouvement artistique du « Réalisme Socialiste Soviétique », mis sous la tutelle stalinienne dès 1932, seront mobilisés pour peindre ce superbe soldat, véritable « reître », avec ses nombreuses distinctions portées « à la russe », c'est-

à-dire sur toute la poitrine.

LES DECORATIONS RECUES PAR LE MARECHAL JOUKOV

Nous présentons maintenant une étude exhaustive des décorations reçues par le maréchal Gueorgui Konstantinovitch Joukov tout au long de sa carrière militaire et politique. Au total, celui-ci aura reçu 73 décorations, dont 43 Soviétiques et 30 étrangères (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis d'Amérique, Pologne, Mongolie, Bulgarie, Italie, Yougoslavie et Tchécoslovaquie, etc...).



Différents portraits à l'huile du Maréchal Joukov après-guerre avec ses nombreuses décorations.

Au milieu, le fameux portrait peint en 1945 par le peintre russe Pavel Korin (1892-1967)

DETAIL DES DÉCORATIONS DU MARECHAL JOUKOV

Les tableaux ci-dessous récapitulent toutes les décorations de Joukov selon le principe suivant :

Tout d'abord le numéro de la décoration, que l'on retrouve sur la photo précédente, puis l'appellation de la décoration (traduite en français, car elle peut avoir un nom sensiblement différente en russe), la date de création de la décoration, la photo de la décoration et de son ruban et enfin les dates de réception de ces distinctions par Joukov.

L'initiale « NP » signifie que cette médaille n'apparaît pas sur le portrait photographique ci-dessus, soit parce qu'il ne portait plus ces décorations (Ordre de Saint-Georges notamment) ou soit par ce qu'il ne les avait pas encore reçues (notamment lors de sa réhabilitation politique en 1956).




















décoré de la 4^{ème} étoile de l'ordre du Héros de l'Union Soviétique (1953), du 4^{ème} ordre de Lénine (1956) ou du 3^{ème} ordre du drapeau rouge (1949).

Photographie du maréchal Joukov prise juste après 1945 si l'on en juge à ses décorations et notamment au fait qu'il n'ait pas encore été





DECORATIONS QUI APPARAISSENT SUR LE TABLEAU DU MARECHAL JOUKOV





















N°	Nom	Date de Création	Décoration	Ruban	Date de réception
1	Etoile de Maréchal (grand modèle avec diamants)	27 Fév. 1943			1943
2	Héros de l'Union Soviétique X 4	Octobre 1939			29 Août 1939 29 Juill. 1944 1 ^{er} Juin 1945 1 ^{er} Déc. 1956
3	Ordre de Souvarov de 1 ^{ère} Classe X 2	24 Juillet 1942			28 Janv. 1943 28 Juill. 1943
4	Ordre de Lénine X 6	6 Avril 1930			16 Août 1936 29 Août 1939 21 Fév. 1945 1 ^{er} Déc. 1956 1 ^{er} Déc. 1966 1 ^{er} Déc. 1971

5	Ordre du Drapeau Rouge X 3	16 Sept. 1918			31 Aout 1922 03 Nov. 1944 20 Juin 1949
6	Médaille du Jubilé des 20 ans de l'Armée Rouge, des Ouvriers et des Paysans	24 Janv. 1938			24 Janv. 1938
7	Médaille pour la Défense de Sébastopol	22 Déc. 1942			22 Déc. 1942
8	Médaille pour la Défense de Moscou	1er Mai 1944			1^{er} Mai 1944
9	Médaille pour la Défense de Stalingrad	22 Déc. 1942			22 Déc. 1942
10	Médaille de la Prise de Berlin	9 Juin 1945			9 Juin 1945
11	Médaille de la Victoire sur l'Allemagne	9 Mai 1945			9 Mai 1945
12	Ordre de la République Populaire de Touva X 4	17 Mars 1935		NP	1941 1942 1943 1944
13	Croix de Guerre 39-45 avec palme (France)	26 Déc. 1939			1945
14	Ordre de la Victoire X 2	8 Nov. 1943			10 Avril 1944 30 Mars 1945
15	Commandeur en Chef de la Légion du Merite (USA),	20 Juillet 1942			1945

16	Ordre de la Croix de Grunwald de 1^{ère} Classe (Pologne)	20 Fév. 1944			1945
17	Grand-Croix de la Virtuti Militari (Pologne)	22 Juin 1792			1945
18	Chevalier Grand Croix Honoraire de l'Ordre du Bain, à titre militaire (Grande-Bretagne)	18 Mai 1725			12 Juill. 1945
19	Grand-croix de l'Ordre de la Légion d'honneur (France)	19 Mai 1802			31 Août 1945
20	Grand-Croix de la Virtuti Militari (Pologne)	22 Juin 1792			1945
21	Grand-croix de l'Ordre de la Légion d'honneur (France)	19 Mai 1802			31 Août 1945

MEDAILLES ET ORDRES SOVIETIQUES QUI N'APPARAISSENT PAS SUR LE PORTRAIT





















NP	Croix de Saint-Georges de 3^o Classe (Russie Impériale)	26 Nov. 1769			1916
NP	Croix de Saint-Georges de 4^o Classe (Russie Impériale)	26 Nov. 1769			1916

NP	Médaille pour la Défense de Leningrad (URSS)	22 Déc. 1942			22 Déc. 1942
NP	Médaille pour la Défense du Caucase (URSS)	1^{er} Mai 1944			1^{er} Mai 1944
NP	Médaille pour la Libération de Varsovie (URSS)	9 Juin 1945			9 Juin 1945
NP	Médaille pour la victoire sur le Japon (URSS)	30 Sept. 1945			30 Sept. 1945
NP	Médaille Commémorative des 800 ans de Moscou (URSS)	20 Sept. 1947			20 Sept. 1947
NP	Médaille des 30 ans de l'Armée et de la Marine Soviétique (URSS)	22 Févr. 1948			22 Févr. 1948
NP	Médaille Commémorative du 250^{ème} anniversaire de Leningrad (URSS)	16 Mai 1957			16 Mai 1957
NP	Médaille du Jubilé des 40 ans des Forces Armées d'URSS	18 Déc. 1967			18 Déc. 1967
NP	Médaille du Jubilé des 20 ans de la Guerre 41-45 (URSS)	7 Mai 1965			7 Mai 1965
NP	Médaille du Jubilé des 50 ans des Forces Armées d'URSS	26 Déc. 1967			26 Déc. 1967

NP	Ordre de la Révolution d'Octobre (URSS)	31 Oct. 1967			22 Fév. 1968
NP	Médaille commémorative du 100 ^{ème} anniversaire de la naissance de Vladimir Ilitch Lénine (URSS)	6 Nov. 1969			6 Nov. 1969

MEDAILLES ET ODRES ETRANGERS

NP	Ordre du Drapeau Rouge (République Populaire de Mongolie) X 2	1926			1939 1942
NP	Médaille de la Victoire sur le Japon (RP Mongolie)	1945			1945
NP	Ordre du Lion Blanc de 1 ^o Classe (Tchécoslovaquie)	7 Déc. 1922			1945
NP	Ordre Militaire du Lion Blanc de 1 ^o Classe (Tchécoslovaquie)	9 Fév. 1945			1945
NP	Croix de Guerre (Tchécoslovaquie)	20 Déc. 1940			1945
NP	Médaille pour Varsovie 1939-1945 (Pologne)	26 Oct. 1945			1945
NP	Médaille pour l'Oder, la Neisse et la Baltique (Pologne)	26 Oct. 1945			1946

NP	Médaille de l'amitié Sino-Soviétique (République Populaire de Chine) X 2	1951			1953 1956
NP	Ordre de la Liberté (Yougoslovaie)	12 Juin 1945			1953 1956
NP	Ordre du Mérite de 1 ^{ère} Classe (Egypte)	1953			1956
NP	Etoile du Partisan Garibaldi (Italie) Et Titre de Partisan Honoraire d'Italie	1947			1956
NP	Ordre de Sukhe Bator (République Populaire de Mongolie) X 3	16 Mai 1941			1968 1969 1971
NP	Croix de Commandeur avec Etoile de la Polognia Restituta de 2 ^o et 3 ^o Classe (Pologne)	4 Fév. 1921			1968 1973
NP	Médaille des 25 ans de l'armée populaire bulgare (Bulgarie)	11 Juillet 1968			1968
NP	(Etoile d'Or) Héros de la République Populaire de Mongolie	5 Juillet 1941			1969
NP	Médaille du 30 ^{ème} anniversaire de la bataille de Khalkhin Gol (RP Mongolie)	1969			1969
NP	Médaille des 50 ans de l'Armée Populaire de Mongolie	1971			1971

NP	Médaille des 50 ans de la République Populaire de Mongolie	1971			1971
NP	Médaille du 90^{ème} anniversaire de la naissance de Georgi Dimitrov (Bulgarie)	1972			1972



Épée d'honneur en or, reçue par le Maréchal Joukov le 22 janvier 1968



EN CONCLUSION

L'étude des décorations du maréchal Joukov nous invite à une véritable promenade phaleristique dans les nombreuses décorations créées par l'URSS à l'occasion de la Grand Guerre Patriotique.

Encore aujourd'hui le régime Russe rend régulièrement hommage à cette grande figure militaire et notamment en créant l'ordre de Joukov en 1994.

Mais cela fera l'objet d'un prochain article !



Insignes de Maréchal Soviétique

MARIE-ANTOINETTE

de Stefan Zweig



Michel Mogniat

Auteur et Observateur critique



A mis lecteurs, bonjour !
Je vous parlerai aujourd'hui de la dernière reine de France, **Marie-Antoinette**, par le biais d'une très bonne biographie, celle de **Stefan Zweig**, aux éditions **Grasset**, en livre de poche.

Je croyais le livre introuvable, car assez ancien, (la première édition date de 1932) mais il fut réédité plusieurs fois et on le trouve encore en librairie, ce qui est plutôt le signe d'un bon ouvrage.



Cette reine, Marie-Antoinette, était la quinzième et avant-dernière enfant de l'Impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. Elle épousa le jeune Dauphin, futur Roi de France sous le nom de Louis XVI qui fut guillotiné le 21 janvier 1793, précédant Marie-Antoinette sur l'échafaud de quelques mois. La dernière Reine de France fut conduite à la fosse commune avec sa tête entre les jambes le 16 octobre 1793.

C'est une tradition ou une habitude (surtout une habitude politique) que les rois de France et ceux qui les suivirent (un certain Bonaparte) épousent des princesses autrichiennes. Louis XVI n'échappa pas à

la règle, il fut marié encore enfant à une autre enfant. Le futur roi avait 12 ans, la future reine 14. Le mariage, ou plutôt « l'alliance » fut préparé longtemps à l'avance. À son arrivée en France, plus précisément sur un îlot situé sur le Rhin, l'île aux Épis, elle dut changer ses vêtements « étrangers » de la tête aux pieds, pour des vêtements français. L'Archiduchesse d'Autriche fut amplement fêtée lors de son arrivée en terre de France. En attendant d'être la future Reine elle sera la Dauphine et l'épouse du Dauphin. Comme l'écrit le futur Roi dans son journal « *Rien* ». Il ne se passa rien la nuit de leurs noces. Louis XVI souffrait d'une malformation physique au niveau du pénis, et il fallut le bistouri du chirurgien pour résoudre le problème. Tout de même, au bout de... sept ans ! Pour cela, pour que le Trône de France ne reste pas sans descendance, l'Empereur d'Autriche se rend en personne à Paris :

« ... *pour persuader son peu courageux beau-frère de la nécessité de l'opération. Alors seulement, ce triste César de l'amour réussit à franchir heureusement le Rubicon. Mais le domaine psychique qu'il conquiert enfin est déjà dévasté par ces sept années de luttes ridicules, par toutes ces nuits pendant lesquelles Marie-Antoinette a enduré, comme femme et comme épouse, la suprême mortification de son sexe.* » p.32

Une fois Louis XVI opéré, Marie-Antoinette lui donnera quatre enfants.

Le 10 mai 1774, le Roi Louis, dit « le Bien-aimé », quinzième du nom, a la bonne idée de mourir de la petite vérole. Comme il vécut toute sa vie dans le stupre et la fornication, avec les femmes, voire les gamines, que lui fournissait la du Barry, il n'y a rien de très étonnant à sa mort. Louis XVI remplace donc son grand-père et accède au trône de France, Marie Antoinette devient Reine de France et les ennuis continuèrent pour le couple royal.



Louis XVI

Stefan Zweig se livre à un portrait du couple royal peu flatteur, mais apparemment bien renseigné, on sent que le biographe a utilisé les outils qu'il avait à sa portée et les a exploités méticuleusement. C'est en fin psychologue qu'il analyse les personnalités de leurs altesses royales. Louis XVI est un lourdaud, un pataud :

« Il marche lourdement sur le parquet poli de Versailles en balançant les épaules « comme un paysan derrière sa charrue », il ne sait ni danser ni jouer à la balle ; dès qu'il veut faire un pas plus vite qu'à l'ordinaire, il trébuche sur sa propre épée. Le pauvre homme se rend parfaitement compte de sa maladresse physique, il en est confus, et son embarras augmente encore sa gaucherie : de sorte qu'à première vue le roi de France fait à tout le monde l'impression d'un lamentable balourd. » p.90

Mais pire encore que cette balourdise, c'est son incapacité à prendre une décision qui montre que la couronne qu'il porte sur la tête est bien trop lourde pour lui. S'il fut Roi de France il ne fut jamais un souverain. La Révolution arrivera et triomphera parce

que ce « monarque » n'a jamais su dire non et faire appliquer sa volonté. Même aux heures les plus dramatiques, lors de la fuite à Varennes, pour sauver sa peau et celle de sa famille il s'avèrera incapable de prendre la moindre décision.

« Si la Révolution, au lieu de laisser tomber le couperet de la guillotine sur le cou épais et court de cet homme apathique et sans malice, lui avait permis de vivre dans une maisonnette de paysan avec un jardinet, où il se serait adonné à une tâche insignifiante, elle l'aurait rendu plus heureux que le fit l'archevêque de Reims en posant sur sa tête la couronne de France qu'il porta, pendant vingt ans, sans orgueil, sans joie et sans dignité. » p.92

La fuite à Varennes est tout à fait épique et digne de ce « monarque ». C'est en grande partie le Comte suédois, Axel de Fersen qui organisa la fuite. Toute fuite se doit d'être discrète, mais un Bourbon, surtout un balourd, même en fuite, se doit d'avoir un minimum de confort, un carrosse flambant neuf :

« ...où l'on trouvera également toutes les commodités imaginables : de la vaisselle d'argent, une garde-robe, des provisions de bouche et même des chaises servant à des besoins qui ne sont point particuliers aux rois. On y aménage de plus toute une cave à vin bien garnie, car on connaît le gosier altéré du



Axel de Fersen

monarque [...] une chaise de poste à deux chevaux peut être relayée en cinq minutes, il faut régulièrement, ici, une demi-heure pour changer les relais, ce qui fait une perte de quatre ou cinq heures sur un trajet où un quart d'heure peut décider de la vie et de la mort des souverains. » p.318

Voilà effectivement une fuite qui n'est pas discrète ; il est vrai comme le note ironiquement l'auteur, que si des protocoles sont prévus pour les réceptions, les fêtes, baptêmes, communion et mariages, aucun n'est prévu pour une fuite royale ! Zweig revient sur l'enfermement au Temple de la famille royale, et là, il y a de quoi être surpris quand on lit sous sa plume ce qu'était le quotidien de la famille :

« Il n'y a pas moins de treize personnes préposées à sa table, on sert tous les jours à midi au moins trois potages, quatre entrées, deux rôtis, quatre plats légers, des compotes, des fruits, du vin de Malvoisie, du bordeaux, du champagne. » p.396

Quant à Marie-Antoinette, elle était certes très belle, mais aussi belle qu'écervelée. Une oisive capricieuse et dépensière. Le coût des aménagements du Petit Trianon a dépassé les deux millions de livres, pour comparaison, un domestique gagne 50 livres par an...

Incapable de lire un livre, d'écrire une lettre sérieuse, lisant du bout des yeux celles qu'elle recevait de l'Impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. Ces lettres étaient bien souvent des sermons, des leçons rappelant à la Reine de France ses devoirs. Mais peu importait pour la frivole souveraine la morale, la politique et le devoir. Sa vie n'était que plaisirs, jeux, spectacles, toilettes onéreuses et nombreuses.

« ...car selon les témoignages unanimes Marie-Antoinette, durant toute sa vie, n'a jamais ouvert un livre, à part quelques romans feuilletés à la hâte. » p.120

Marie-Antoine est une Reine de France, mais reste l'Archiduchesse d'Autriche qui se comporte comme une autruche, préférant enfouir la tête dans le sable doré de Versailles plutôt que de regarder la réalité de son pays et de son peuple :

« Pas une seule fois, au court de près d'un quart de siècle, la souveraine de France n'a ressenti le désir de connaître son propre royaume, de voir les provinces dont elle est reine [...] pas une seule fois elle ne ravit une heure à son oisiveté afin de rendre visite à l'un de ses sujets... » p.105



À l'ignorance et à l'oisiveté s'ajoutent le vice et les passions :

« La reine mondaine ne manque pas un bal à l'Opéra, une redoute, une course ; jamais elle ne rentre chez elle avant l'aube, elle évite toujours le lit conjugal. Elle reste à sa table de jeu jusqu'à quatre heures du matin, ses dettes et ses pertes provoquent déjà le mécontentement public. » p.141

Lors de sa venue en France, Joseph II ne s'est pas contenté de conseiller le roi pour subir le petit acte chirurgical qui lui rendra sa virilité :

« En deux mois Joseph II a vu toute la France, il en sait plus long sur ce pays que le roi et il connaît les dangers que court sa sœur mieux qu'elle-même. Il s'est rendu compte, entre autres, que, dans le cerveau de cette évaporée, rien ne reste, qu'au bout d'une heure elle a oublié tout ce qu'on a pu lui dire et d'abord ce qu'elle veut oublier. » p.148

Des libelles, des diatribes, attaquant le couple royal circulent sous le manteau ou non, ces attaques sont parfois écrites par les gens de la Cour :

*« Louis, si tu veux voir
Bâtard, cocu, putain,*

*Regarde ton miroir,
La Reine et le Dauphin* ».

La célèbre et fameuse « affaire du collier » et son procès sont relatés avec précision et brio en quelques chapitres. Hallucinant, serait un mot bien faible pour parler de cette affaire !

Aucun scénariste moderne, même le plus audacieux, ne se risquerait à monter pareille comédie tragique, tant les choses paraissent incroyables. Cette narration est un petit régal à l'intérieur de l'ouvrage.

Une véritable enquête est consacrée à la relation entre Fersen et Marie-Antoinette. Furent-ils amants, dans le sens où ils eurent des relations plus que mondaines et amicales ? Zweig est persuadé que oui. Les arguments qu'il avance, l'étude des lettres échangées entre la Reine et Fersen -car Marie-Antoinette écrivait à cette époque- les ratures faites sur ces dernières par des tiers, afin d'en rendre certaines parties illisibles, font pencher le lecteur vers les supputations de Zweig. Mais mieux encore, les lettres échangées entre Axel de Fersen et La Reine de France étaient codées :

« *Les premiers historiens, qui ignorent le code, sont contraints de se fier aux versions déchiffrées découvertes dans les papiers de Fersen. Il faudra attendre l'année 1931 pour qu'un certain Yves Gylden révèle, dans une obscure revue de criminalistique, la table adéquate de chiffrement. Puis 2008 pour que deux mathématiciens de l'université de Cergy-Pontoise et de l'université de Versailles, Valérie Nachev et Jacques Pattarin, l'appliquent aux documents chiffrés et procèdent à des comparaisons.* » Vahé Ter Minassian, Le Monde 11/01/2016

Comme le note **Stefan Zweig**, les premières biographies de la Reine oublient, de propos délibéré, de citer le nom de Fersen (p.260), pas moins. Des dizaines de lettres furent brûlées par les proches de Fersen. Que contenaient-elles ? Fersen apparut dans la vie de Marie-Antoinette lorsque cette dernière commença à changer. Le danger, s'il ne change pas les caractères, privilégie l'instinct de survie. Le danger était là, Marie-Antoinette avait besoin d'un homme. Ce fut Fersen.

C'est à partir de l'arrivée de Fersen et de l'état d'avancement de la Révolution que la biographie de Zweig est très surprenante. Après nous avoir dépeint une Marie-Antoinette, paresseuse, volage,

inconstante et frivole, il essaie de nous placer une Marie-Antoinette, grande politique :

« *Cette femme qui pendant vingt ans a été incapable d'écouter jusqu'au bout le rapport d'un ambassadeur, qui n'a pris connaissance d'une lettre qu'en la parcourant hâtivement, qui n'a jamais lu un livre, qui ne s'est occupée que de jeu, d'amusement, de mode et autres futilités, fait de son bureau une chancellerie, de sa chambre un cabinet de diplomate.* » p.292

Il y a, assurément là quelque chose de surprenant. La politique est-elle une grâce, un don qui tombe du ciel lorsqu'on prie avec suffisamment d'intensité, ou est-elle un métier qui s'apprend ? Quel sorte de diplomate est un diplomate qui écrit à Fersen :

« *-Je me sens plus que jamais enorgueillie d'être née Allemande-. Quatre jours avant que la guerre ne soit déclarée elle transmet -ou plutôt elle trahit- le plan de campagne des armées révolutionnaires dans la mesure où elle en est informée, à l'ambassadeur autrichien.* » p.369

Ce n'est pas là une manœuvre diplomatique pour essayer de sauver sa peau ! Hélas, Marie-Antoinette ne devint pas une *politique* par la grâce de Dieu. Zweig, essaie bien d'embellir l'Histoire, mais personne n'est dupe. Que la dernière Reine de France ait su mourir dignement et montra beaucoup de courage à l'échafaud, nul ne le conteste. Pas plus que ses conditions de détention à La Conciergerie furent enviables. Les conditions de détention de Marie-Antoinette dans sa dernière prison furent fort différentes de celles du Temple où se trouvait la famille royale. Elles furent tout simplement épouvantables.

Que le procès de la Reine fût truqué ne fait aucun doute, on a fait dire au petit Dauphin que sa mère et sa tante l'ont incité à la masturbation, l'enfant prétendit qu'au Temple :

« *...souvent, les deux femmes (Marie-Antoinette et Madame Elisabeth) l'avaient pris dans leur lit et que sa mère s'était livrée sur lui à des actes incestueux.* » p.450

La première édition de cette biographie recherchée a paru en 1932, l'auteur reste prisonnier de certains clichés qui étaient véhiculés à l'époque concernant la Révolution, par exemple au sujet du 14 juillet et de la fameuse prise de la Bastille, il écrit :

« *Le 14 juillet, vingt mille hommes partis du Palais-Royal marchent sur la Bastille, la forteresse abhorrée,*



qui est bientôt prise d'assaut, cependant que la tête blême du gouverneur chargé de la défendre tournoie au bout d'une pique : c'est la première fois que luit la lanterne sanglante de Révolution.» p.235

Ce cliché de la prise de Bastille a été revisité nombre de fois. C'était quasiment un bâtiment qui ne servait plus, une poignée d'hommes assurait sa défense. La foule loin d'être de vingt mille hommes, se rendit surtout à la Bastille car elle pensait que de la poudre y était entreposée. Le gouverneur, le marquis de Launay a été lynché par la foule. Il fut décapité au couteau, par un garçon cuisinier. Puis en toute dernière page, Zweig écrit : « *Le Comte de Provence*

a finalement réussi à accéder, par-dessus trois millions de cadavres au trône de France sous le nom de Louis XVIII.» p.494

Les historiens les plus sérieux, de nos jours, estiment le coût humain de la Révolution et de l'Empire bonapartiste à deux millions de morts. Ce qui est déjà pas mal, vu que les deux guerres mondiales en ont prélevé autant ! Car les abattoirs de la révolution et l'Empire ont prélevé deux millions de personnes sur une population de vingt-sept. Lors des deux dernières guerres mondiales la population française était de quarante millions. En pourcentage, le prélèvement révolutionnaire fut plus important.

On pardonnera volontiers les petites imprécisions à quelqu'un qui écrivait sur la Révolution dans les années trente et qui nous fournit une excellente biographie de la dernière Reine de France. La révolution aurait pu être stoppée mille fois, mais qu'attendre d'un balourd et d'une écervelée siégeant sur le Trône de France ? Si Marie-Antoinette n'aurait dû lire qu'un seul auteur, c'est Bossuet, elle y aurait découvert en effet que :

« *Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes.»*

M.M.





La recette du Chef David Bret :

La Tarte aux citrons



Un peu d'Histoire

La tarte au citron meringué est un grand classique de la cuisine française, elle prend son origine dans la cuisine du célèbre Auguste ESCOFFIER. En version classique ou moderne revisitée ou même parfois déstructurée, la tarte au citron meringuée peut se décliner de bien des façons en fonction des différentes inspirations des chefs cuisiniers et pâtisseries. Comme de nombreuses autres recettes, la recette de la tarte au citron est intimement liée à celle des ingrédients la composant, en l'espèce le citron. Aujourd'hui je vous la propose en version classique modernisée et agrémentée de petites meringues croquantes et de framboises fraîches de saison.

Recette

Réaliser une pâte sablée

Crémer le beurre et le sucre, ajouter le sel et l'œuf, mélanger rapidement du bout des doigts et fraser. Réserver au frais.

Foncer les 2 cercles et les cuire à blanc

Foncer les 2 cercles et les recouvrir de film alimentaire et garnir de haricots blancs. Cuire à blanc au four (220°C).

Réaliser la crème au citron

Porter à ébullition le jus de citron et 50 gr de sucre. Blanchir 2 jaunes et 2 œufs avec 100 gr de sucre et 20 gr de maïzena.

Verser le jus de citron sur l'appareil et cuire comme une pâtisserie. Débarrasser et ajouter le beurre et des zestes de citron blanchis et hachés.

Réaliser une meringue Suisse

Mettre les blancs et le sucre à tempérer (45°C/50°C)

au bain marie, puis fouetter au batteur jusqu'à refroidissement complet.

Dresser les petites meringues à la poche à douille et faire sécher au four à 80°C pendant 2h00.

Finir la tarte au citron

Garnir les tartes avec la crème citron, recouvrir avec les petites meringues et finir de décorer avec les framboises fourrées et de la verveine citron.

Ingédients

Eléments de base

Farine (250 gr), Sel fin, (5 gr.), Beurre (125 gr.), Sucre semoule (125gr.), 1 Œuf.

Eléments de la crème au citron

Jus de citron (150 cl.), Sucre semoule (150 gr.), Œufs, Maïzena (20 gr.), Beurre (100 gr.).

Meringue Suisse

Blancs d'œufs (200 gr.), Sucre semoule (200 gr.)

Eléments de décors

Framboises fraîches (100 gr.), Verveine, Citron, Sucre glace.

Conseils du chef

La préparation de la garniture est assez délicate au niveau du dosage du citron : s'il n'y en a pas assez, la tarte sera vulgarisée et s'il y en avait de trop, cela risquerait de prendre le dessus sur le reste de la préparation, effaçant ainsi les autres saveurs.

Pour accompagner ce dessert délicat et raffiné, je vous propose de l'accompagner avec un crèment de Bordeaux rosé ou un Champagne rosée, afin d'apporter une note fruit rouge pour rappeler les framboises. Je vous souhaite une bonne dégustation.

SANS FRONTIÈRES

Certificat d'enregistrement No 212 du 14.04.2015

Rédacteur en chef : Hélène SYDOROVA

Rédacteur en chef adjoint : François MAURICE

Comité de rédaction : Alexandre WATTIN, Olivier MENUT, Bernard-Philippe BULIDON, David BRET, Michel MOGNIAT, Guillaume BERNARD, Karine BECHET-GOLOVKO, Philippe GAUCHER, Pascal TRAN HUU, Xavier MOREAU

Nos contacts:

Département Français des Sciences et Techniques,
Université Nationale Technique de Donetsk,
58, rue Artiom, 283001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69
courriel : dfst@dgtu.donetsk.ua
<http://dfst.donntu.org/fr/vie/vie.htm>